

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La protection des produits agricoles en Grèce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures
par

C. LÉONTIDÈS

Membres du Jury :

Président M. ROGER PICARD, professeur.

Suffragants (M. C. PERREAU, professeur.
M. J. LESCURE, professeur.

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, Rue Cujas, PARIS (v^e)

1933

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La protection des produits agricoles en Grèce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures
par

C. LÉONTIDÈS

Membres du Jury :

Président	M. ROGER PICARD, professeur.
Suffragants	(M. C. PERREAU, professeur.
	(M. J. LESCURE, professeur.

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, Rue Cujas, PARIS (v°)

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



POIDS ET MESURES

1 <i>Stremme</i>	1/10 ^e de l'hectare.
1 <i>Ocque</i>	1.280 grammes.
1 <i>Libre Vénitienne</i>	480 grammes.

INTRODUCTION

En présence de la crise, qui atteint toutes les branches de la production, il est symptomatique de noter les tentatives que font toutes les nations pour restaurer ou défendre leur agriculture.

Partout, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en France, le problème agricole a pris une importance de premier plan : les masses rurales s'inquiètent et se découragent, tandis que les gouvernements tentent de leur porter secours. La Grèce n'échappe pas davantage à ces difficultés et la protection de l'économie rurale s'impose aussi dans notre pays.

Mais parler de protection, c'est laisser entendre que la production agricole est menacée. Elle l'est, en effet, et elle est exposée aux plus graves périls. Autrefois dans une économie libérale le mouvement des prix apparaissait comme le régulateur normal de la vie économique. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui, car une série de facteurs fausse le mécanisme traditionnel.

A l'heure actuelle ce phénomène apparaît dans le domaine rural : l'agriculture ne paie plus. Cette grave situation est la conséquence de la concurrence des pays neufs, qui produisent par des procédés techniques plus perfectionnés et à moindres frais que la Grèce dont l'outillage agricole est resté primitif. La brutale chute des

cours, qui a marqué outre-Atlantique les débuts de la crise, s'est, naturellement, fait sentir dans notre pays.

Réduite à ses seules forces, l'agriculture hellénique est condamnée à périr. Doit-on la sacrifier ? Une telle solution ne saurait être prise en considération : l'intérêt social interdit de réduire à la misère la population paysanne, l'intérêt économique ne permet pas de supprimer dans un pays cet élément d'équilibre qu'est une agriculture ; enfin l'intérêt national milite en faveur de la conservation d'une production susceptible d'assurer la subsistance de la population en temps de guerre.

En grande majorité peuplée d'agriculteurs, la Grèce ne pouvait pas se désintéresser de leur sort. Mais en dehors de ces causes d'ordre général, des motifs propres à l'Hellade lui faisaient un devoir de maintenir et d'encourager son agriculture.

Ceux-ci tenaient à la transformation interne de la Grèce, conséquence du retour dans la mère patrie des réfugiés expulsés d'Asie Mineure à la suite du traité de Lausanne et aussi de l'évolution de la politique commerciale des divers Etats vers un protectionnisme renforcé.

Ces deux phénomènes eurent des effets identiques : ils encouragèrent en Grèce une poussée de nationalisme économique. Notre pays devait accueillir les 1.500.000 citoyens que l'échange des populations chassait de leur sol ancestral, et leur donner du travail. Or ce n'était pas une industrie encore à ses débuts et peu favorisée de la nature, qui était capable de les utiliser. Il était tentant, au contraire, de profiter de la structure géographique, favorable à la culture des produits de luxe, pour orienter

dans cette direction l'activité des agriculteurs hellènes.

Une telle politique était conforme aux traditions de la Grèce pendant tout le XIX^{me} siècle, elle pouvait se targuer aussi de sa fidélité aux principes de l'Hellade antique dont l'économie rurale s'était spécialisée, à la suite du mouvement de colonisation des VII^{me} et VI^{me} siècles avant notre ère, dans la production des quelques denrées agricoles de luxe.

Aussi n'est-il pas surprenant que l'agriculture grecque se soit développée dans le sens de la culture des produits de qualité supérieure destinés à l'exportation. Tout l'y poussait : la prospérité de la marine marchande, l'existence des colonies hellènes actives et prospères dans les grandes places commerciales contribuaient à créer avec les marchés internationaux des liens étroits et à faciliter la cession de nos récoltes à l'étranger.

La Grèce s'est donc laissée aller aux tentatives de la quasi-monoculture, mais elle en subit, en temps de crise, tous les redoutables inconvénients.

Sa vie économique est ainsi liée à l'exportation de ces marchandises. Que la mévente survienne et toute son existence est frappée d'atonie : les entrées de devises disparaissent et la crise monétaire en est l'inéluctable conséquence ; avec le déséquilibre de la balance des comptes il devient impossible de se procurer les céréales nécessaires à la subsistance du pays, les matières premières indispensables à son industrie et les objets manufacturés que celle-ci ne produit pas.

C'est justement ce qui advint dans les dernières années, les liens étroits qui associaient la vie économique de la

Grâce à celle de l'étranger se sont peu à peu relâchés, les transports maritimes, les courants d'émigration ont perdu de leur importance. Alors eurent lieu les phénomènes que nous avons décrits ci-dessous : les marchés internationaux échappaient à l'Hellade, force lui était donc de trouver sur son propre sol ses moyens d'existence, de développer, en particulier, la culture des céréales pour subvenir, sans le concours de l'étranger, au besoin de sa population.

Pour le blé, une restauration s'imposait, la politique protectionniste la facilitait. Si elle est opérante, elle n'est sans doute pas opportune, elle est génératrice de vie chère et risque d'augmenter le coût de production des marchandises de luxe. Elle provoquerait, sans nul doute, des représailles et rendrait plus difficile encore le placement des exportations grecques sur les places mondiales. Mieux valait donc encourager la culture des céréales afin de diminuer les importations. A l'inverse pour les produits de luxe, la défense agricole apparaît comme infiniment plus compliquée à mettre en œuvre qu'en France.

Une crise advient-elle dans ce pays, le gouvernement par la hausse des droits de douane assure aux agriculteurs le maintien d'un prix rémunérateur et leur réserve, en interdisant l'entrée des produits exotiques, la clientèle des consommateurs indigènes. Rien de semblable en Grèce, puisque le marché national est trop peu étendu pour absorber la production des denrées de luxe destinées à être expédiées vers les places étrangères.

La protection de semblables marchandises ne saurait être réalisée par l'isolement, elle n'est possible qu'en conservant le contact avec les marchés mondiaux.

Si la politique douanière est en grande partie inopérante, comment le cultivateur hellène sera-t-il défendu ? Il sera protégé certes, mais il devra surtout s'aider lui-même. C'est par un abaissement des prix de revient, par une amélioration de la qualité de ses produits qu'il sera en mesure d'exporter ses récoltes. Pour lutter avec le maximum de chances sur les places mondiales, il doit donc conserver avec continuité une attitude de rigoureuse pénitence. Celle-ci l'est d'autant plus que les conditions naturelles sont déjà fort ingrates. Mais le salut n'est que dans une organisation de l'économie, qui se manifestera par un développement de l'outillage national et l'entente des agriculteurs pour diminuer leurs frais. L'Etat doit les y aider en adoucissant, notamment, les charges fiscales autant qu'il sera possible. On ne peut se dissimuler que c'est là une politique difficile. Il y faut du courage et de la tenacité. Certes, il peut advenir que l'on ait tendance à substituer à une politique continue l'inspiration des circonstances, à employer des procédés plus faciles qu'imposent les événements, telles furent les expériences de valorisation de la production qui rendirent célèbre l'exemple du Brésil.

C'est un danger dont il faut se défier. La Grèce y a-t-elle toujours échappé ? C'est ce que nous verrons en passant en revue les mesures protectrices de la production nationale. Mais auparavant il n'est pas inutile de donner quelques précisions sur certains aspects de l'économie rurale hellénique.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

**Les principaux aspects
de l'Economie rurale en Grèce**

CHAPITRE I

LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Afin de bien faire comprendre l'importance de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie grecque, il conviendrait d'examiner l'évolution de cette dernière au cours du XIX^{me} siècle et son état actuel. Mais cette recherche, intéressante en elle-même, ne peut pas être poursuivie dans la présente étude ; d'une part, au point de vue de la méthode, nous risquerions de donner des proportions trop importantes à cette première partie, qui n'est par elle-même qu'une introduction à notre sujet. D'autre part, des monographies très documentées ont été déjà publiées sur ces questions, soit sur l'évolution des industries, soit sur des problèmes monétaires ou autres, et nous aurons à en faire usage au cours de notre travail.

Cependant nous retiendrons, dès maintenant, certains chiffres qui mettent en lumière la place prééminente de l'agriculture dans l'économie générale du pays.

Notons en premier lieu qu'en 1920 sur la population totale 57 % avaient des occupations agricoles (dans le sens large du terme), tandis que l'industrie n'en occupait que 18 %. De plus, la valeur annuelle de la production agricole avait atteint, à la même époque, le chiffre de

11.246 millions de drachmes, alors que celle de la production industrielle ne dépassait pas 7 milliards de drachmes. Enfin, en se plaçant au point de vue de l'exportation, on peut remarquer que les produits agricoles représentaient plus de 70 % de l'ensemble de la valeur des produits exportés (1).

Dix ans plus tard, selon les données statistiques, la valeur annuelle de la production agricole était de 71 % de l'ensemble de la production nationale. De l'exportation totale des années 1926-1930, évaluée à 5.855 millions de drachmes, les produits agricoles exportés représentaient 89 %, soit un chiffre de 5.231 millions de drachmes. Le nombre de personnes s'adonnant à l'agriculture s'élevait à 65 % de la population totale (2).

Les chiffres indiqués ci-dessus montrent donc bien que la situation actuelle de l'économie nationale de la Grèce est caractérisée par la prédominance de la production agricole. Mais, il faut ajouter, pour mettre mieux en évidence les caractères spécifiques de l'économie rurale du pays, que la plus grande partie de la production agricole consiste en produits de luxe, tandis que la production en céréales ne permet pas de suffire à la consommation de la population. Il en résulte à l'égard de l'étranger un état de dépendance économique qui exerce une influence considérable sur l'économie grecque.

Il convient par conséquent d'envisager la production

(1) C. f. X. Zolotas : *Les phénomènes monétaires et de change*, Athènes, 1928, p. 25.

(2) C. f. J. Caramanos : *Rapport sur la crise agricole en Grèce*, publié dans « *La crise agricole* », publication de la S. D. N., Genève, 1931. Vol. 1, p. 200.

et la consommation, en nous plaçant successivement dans le domaine des céréales et dans celui des produits de luxe.

I. — *LES CÉRÉALES*

Dans un pays où l'économie présente un caractère rural aussi accentué, l'étude de la production des céréales doit occuper une place prépondérante ; deux raisons essentielles justifient cette prédominance. D'abord on arrive à préciser dans quelle mesure cette culture peut être utile à la population en général et aux cultivateurs en particulier. Pour ce faire, il faut examiner l'importance des besoins alimentaires en vu desquels la culture de ces produits est organisée. Ensuite, il est d'un intérêt évident de déterminer pour quels motifs un pays s'est spécialisé dans la culture de certains produits de préférence à d'autres. Le choix est dû, soit à des conditions géologiques, géographiques ou atmosphériques, soit à des conditions démographiques ou techniques.

Certains pays, spécialisés dans la production des céréales, peuvent se trouver dans des conditions favorables pour en exporter systématiquement de grandes quantités dans la mesure où elles dépassent la consommation de leur population. D'autres, au contraire, spécialisés dans la culture des produits agricoles de luxe ne font à la culture des céréales qu'une place de moindre importance et arrivent ainsi à suffire à peine aux besoins intérieurs et parfois même sont obligés de recourir aux marchés extérieurs. La Grèce peut être classée parmi les pays de cette seconde catégorie.

Aussi, il nous apparaît nécessaire de suivre aussi attentivement que possible, depuis la fin de la guerre de l'indépendance, savoir depuis les années qui avoisinent 1830, jusqu'aux temps actuels, l'évolution de la culture des céréales et, parallèlement, les mouvements de la population. Cet examen nous permettra d'apprécier comment la demande de ces produits a varié en importance à l'intérieur du pays.

1. — *La production des céréales dans ses rapports avec les mouvements de la population*

Dans l'étude de l'évolution de la production des céréales et des mouvements de la population, il convient de distinguer cinq phases, nettement limitées par les événements qui ont entraîné les principales modifications territoriales de la Grèce.

Les données numériques qui nous serviront pour l'étude de cette évolution, tout au moins en ce qui concerne les quatre premières périodes, sont dûes à des recherches particulières et personnelles de certains spécialistes, dont nous aurons à faire état. Quant à la cinquième, commençant en 1911, des statistiques officielles dues à la direction de statistique générale de la Grèce, service rattaché au ministère de l'économie nationale, nous fournissent des renseignements assez complets.

Ainsi :

1^{re} période, de 1830 à 1860

Sur une superficie totale de 47.516 kilomètres carrés et une population, en 1830, de 753.400 habitants, 1.000.000

de stremmes étaient cultivés en blé, donnant une production totale annuelle de 682.524 quintaux.

2^{me} période, de 1860 à 1875

En 1860, si la superficie reste la même que dans la période antérieure, la population marque un mouvement ascendant et s'élève à 1.089.880 habitants. La superficie cultivée totale était de 2.329.077 stremmes, sur lesquelles 2.287.645 étaient affectés à la culture des céréales, et parmi celle-ci 947.768 stremmes étaient ensemencés en blé. Le rendement annuel atteignait 339.420 quintaux.

Par suite de l'annexion des îles Ioniennes en 1864, la superficie totale du pays s'est accrue et a atteint 50.211 kilomètres carrés. En 1875, la culture des céréales s'est développée sur 3.583.000 stremmes, dont 1.628.668 étaient emblavés. La production remonte à cette époque à 1.245.339 quintaux de blé, alors que la population totale était de 1.577.114 habitants à la même date.

3^{me} période, de 1875 à 1900

Cette troisième période marque, également, un progrès très net. L'annexion de la Thessalie et de l'Arta, qui eut lieu en 1881, porta la surface totale du pays à 63.606 kilomètres carrés ; celle-ci diminua légèrement à la suite de la guerre de 1897, elle fut réduite à 63.211 kilomètres carrés. Au contraire, en 15 années, la population s'accrut de près de 20 %, passant de 2.093.886 habitants en 1885 à 2.504.070 habitants en 1900.

Quant à la production des céréales, elle s'éleva en 1885 à 4.800.000 quintaux, la part du blé était de 2.880.000 quintaux. Ces chiffres augmentèrent rapidement, pour atteindre, en 1900, 5.632.000 quintaux, parmi lesquels le blé était représenté par 3.379.200 quintaux récoltés sur une superficie de 3.385.000 stremmes.

4^{me} période, de 1900 à 1911

Nous devons à Edmond Théry les renseignements suivants sur cette période (1).

En 1901, les terres affectées à la culture des céréales atteignaient une superficie de 911.456 hectares, dont 259.248 étaient ensemencés en blé. La production totale en céréales était de 4.644.600 quintaux, 1.924.600 quintaux en blé. Le rendement en blé atteignait, à cette époque, 10 hectolitres 31 à l'hectare, mais il faut noter que la récolte de l'année 1900 à 1901 fut médiocre et que le rendement normal pouvait être évalué à environ 12 hectolitres par hectare.

On peut donc, dès maintenant, avant d'aborder l'examen de la période qui commence en 1911, essayer de résumer et de préciser les résultats de l'évolution antérieure.

On a pu se rendre compte que : 1^o de 1830 à 1860 la culture des céréales et, en particulier, celle du blé, marque un recul, car, en dépit d'un accroissement de la population de 30 %, la production présente une allure

(1) C. f. Edmond Théry : *La Grèce actuelle*, Paris 1905, p. 116 et suiv.

décroissante. 2^o De 1860 à 1901, la population s'est accrue de 129 %, alors que la production en blé a augmenté de 467 %. Cette augmentation provient surtout de la Thessalie, région productrice, par excellence, de céréales. L'étendue affectée à leur culture était estimée, avant 1911, à 2.500.000 stremmes environ (1).

5^{me} période, de 1911 à 1931

Pour cette cinquième et dernière période nous disposons de données statistiques officielles (2), qui nous permettent d'établir deux tableaux qui montrent bien le développement progressif de la culture des céréales et spécialement du blé, ainsi que le mouvement de la population. Divers faits de grande importance sont à signaler au cours de cette période. L'annexion de nouvelles régions (la Macédoine, l'Epire, certaines îles de la Mer Egée et, plus tard, la Thrace) a eu pour résultat une augmentation de la population, en même temps qu'une extension du territoire national. Ce territoire s'enrichit ainsi de régions spécialisées dans des cultures diverses et, notamment, dans la culture de certains produits de luxe.

Nous donnerons d'abord le tableau suivant faisant connaître le détail des surfaces emblavées, le montant de la production et le chiffre de la population.

(1) C. f. B. Alivisatos : *La réforme agraire en Grèce au point de vue économique et social*, thèse Paris, 1932, p. 134.

(2) C. f. *Annuaire statistique de la Grèce*, année 1930.

Années	Superficie cultivée en céréales, par milliers de stremmes	Pourcentage par rapport au total de la superficie cultivée	Production en quintaux	Population en milliers d'habitants
1911	5.760	66.63	6.129.453	2.701
1914	9.103	68.16	8.732.950	4.818
1920	9.315	70.62	7.699.584	5.531
1926	11.775	72.55	8.513.676	6.091
1927	10.828	21.24	7.739.585	6.168
1928	11.389	71.63	7.858.425	6.253
1929	11.935	73.70	8.814.443	6.315
1930	12.462	70	7.593.890	»
1931	12.596	69.56	8.469.000	»

En examinant, de manière analytique, ce tableau, nous constatons tout d'abord que la population est de 134 % supérieure à celle du pays avant les guerres balkaniques, ensuite que la superficie cultivée en céréales s'est augmentée du double, enfin nous observons que la production des céréales excède de 30 %, celle de la période précédente.

Nous faisons connaître dans un deuxième tableau le pourcentage de la production du blé par rapport à celui des autres céréales et de diverses cultures.

Années	Superficies cultivées en blé en milliers de stremmes	Production en quintaux métriques	Rendement par stremme	Pourcentages par rapport à l'étendue des céréales	Pourcentages par rapport au total de l'étendue cultivée
1912	3.512	3.434.764	97	60	40
1914	4.403	3.568.135	81	48	33
1920	4.356	3.044.778	70	46	33
1926	5.277	3.375.527	64	45	32.5
1927	4.988	3.529.942	71	46	32.8
1928	5.380	3.561.296	66	45	33.6
1929	4.934	3.957.394	80	45	32
1930	5.649	2.642.490	47	36	31.7
1931	6.053	3.055.787	50	36	33

On voit, nettement, d'après les chiffres donnés que la culture du blé reste presque stationnaire, tandis que la population et la superficie du pays augmentent sensiblement. D'autre part, la superficie affectée à la culture du blé tient une place prépondérante par rapport à la superficie occupée par les autres cultures. Il est à noter que le rendement par stremme accuse un fléchissement certain.

Ayant étudié les variations successives, au cours d'un siècle, dans la production hellénique des céréales, il convient d'examiner l'importance de la consommation intérieure et des importations.

Ce sera l'objet du deuxième paragraphe.

2. — *La demande en céréales*

Nous avons vu précédemment que la Grèce se range parmi les pays, où l'on se consacre à la production spéciale de certains produits agricoles de luxe plutôt qu'à la culture des céréales ; il en résulte que la production des céréales est insuffisante pour subvenir aux besoins d'alimentation de l'ensemble de la population.

Les céréales n'étant cultivées que dans certaines régions leur rendement est à peine rémunérateur pour les cultivateurs. Cette insuffisance est due aux conditions climatiques défavorables et à l'emploi de procédés, encore rudimentaires, de culture. Il en résulte que la population rurale a cherché d'autres occupations plus lucratives, a préféré s'adonner dans les centres urbains à des professions commerciales qui sont d'un meilleur

rapport. Trop souvent, l'émigration était la solution normale. Ce qui est certain, c'est que la production nationale en céréales étant insuffisante pour assurer l'alimentation de la population, il est indispensable d'en importer une quantité considérable de provenance étrangère.

Il serait intéressant de suivre le mouvement d'importation des céréales en Grèce, au cours du XIX^{me} siècle et pendant la première décade du XX^{me} siècle, afin de nous rendre compte de la valeur annuelle de ces importations et de l'importance de la charge que l'économie du pays supportait de ce fait. Malheureusement les statistiques officielles nous font défaut sur ce point. Il nous faut donc recourir aux chiffres puisés dans certains ouvrages particuliers et, à cet égard, nous sommes tout spécialement redevables à l'excellent travail de M. X. Zolotas (1), dont les chiffres, concernant l'importation des céréales de 1869 jusqu'en 1908, sont des plus instructifs.

Années	Valeur en milliers de drachmes	Pourcentage de la valeur totale des importations
1869	14.106	19 ⁰ / ₀
1870	18.071	23 ⁰ / ₀
1871	25.429	29 ⁰ / ₀
1872	26.666	30 ⁰ / ₀
1872	22.214	19 ⁰ / ₀
1883	22.103	19 ⁰ / ₀
1893	22.883	26 ⁰ / ₀
1903	33.563	25 ⁰ / ₀
1906	37.648	25 ⁰ / ₀
1907	38.032	25 ⁰ / ₀
1908	34.246	22 ⁰ / ₀

(1) C. f. X. Zolotas, *La Grèce dans le stade de l'industrialisation*, Athènes, 1926, p. 29.

Un deuxième tableau nous permettra de connaître quelles ont été de 1872 à 1910 les quantités moyennes annuelles de blé importées en Grèce et d'en déduire les variations, qui se sont produites au cours de cette période (1).

Années	Quantités importées en quintaux
1872 à 1875	828.301
1884 à 1888	1.492.131
1889 à 1892	649.641
1896 à 1900	1.510.888
1900 à 1905	1.613.311
1905 à 1910	1.959.423

Les chiffres qui figurent dans les deux derniers tableaux paraissent bien supérieurs à ceux que l'on pourrait obtenir, en faisant usage des registres douaniers. Pour l'établissement de ses statistiques, la douane fait, en effet, état des déclarations des commerçants importateurs. Ces déclarations sont loin de donner une idée bien exacte de la valeur des produits importés.

Il est malaisé, en se basant sur elles seules, étant donné l'intérêt évident des importateurs à donner aux produits importés une valeur inférieure à leur valeur réelle dans le but de réduire le montant des droits à payer et aussi

(1) C. f. N. Anagnostopoulos : *La culture du blé et l'autarchie en blé de la Grèce*. Athènes, 1930, p. 18 et suiv.

C. f. Egalement Sp. Chassiotis : *Les droits d'entrée sur les céréales*, in revue « *Nea Géoponica* », Athènes, Février 1915.

en raison des variations des cours du change, d'évaluer avec exactitude le montant des importations.

En tous cas, malgré l'insuffisance des renseignements que nous possédons, il apparaît que l'importation des céréales exotiques et, en particulier, du blé, au cours de la période envisagée, marque une tendance fort nette vers l'accroissement. On peut, à notre avis, trouver dans les faits suivants les causes de l'augmentation progressive des importations des céréales.

En premier lieu, l'augmentation progressive de la population du pays. Elle est due à l'annexion de certaines régions et elle a été la cause du renforcement de la demande en céréales, étant donnée, par ailleurs, l'insuffisance quantitative aussi bien que qualitative qui caractérise l'offre intérieure de ces mêmes produits.

En second lieu, le niveau de vie de certaines classes sociales a tendu à s'élever, tant par suite du développement des moyens de communication facilitant le contact entre les populations paysannes et les habitants des villes, que comme conséquence du déplacement de nombreux ruraux venant habiter les villes ; cette évolution s'est manifestée par la substitution progressive du blé au maïs et à d'autres céréales, en tant qu'éléments essentiels du ravitaillement des consommateurs grecs. Ainsi, pour prendre un exemple, particulièrement significatif, la consommation moyenne en blé par tête d'habitant qui était, pour l'année 1901, de 152 kilos (1), s'est élevée, en 1915, à 200 kilos (2).

(1) E. Théry, *op. cit.*, p. 137.

(2) Sp. Chassiotis, *op. cit.*

En troisième lieu, les conditions techniques de la culture des céréales étaient loin de répondre aux exigences d'une économie évoluée. Dans les régions annexées, et surtout en Thessalie où la grande propriété était le régime, généralement, en vigueur, on pratiquait l'exploitation en métayage. La culture extensive étant la règle, on obtenait un rendement médiocre. Celui-ci s'expliquait, de plus, par les moyens d'exploitation fort rudimentaires qu'employaient les agriculteurs.

Une quatrième cause, engendrée, en grande partie, par la précédente, consiste dans la concurrence exercée par les céréales provenant des pays neufs.

Enfin, l'amélioration du change grec, au début du XX^{me} siècle, a contribué, pour beaucoup, à l'augmentation des importations des céréales exotiques. L'assainissement monétaire permettait à ces dernières d'entrer en Grèce à des prix moins élevés qu'avant l'amélioration du change grec.

Le développement progressif des importations pendant la période qui nous occupe étant ainsi établi et expliqué, il nous reste à mettre mieux en évidence l'importance relative des céréales importées pour la consommation.

A défaut de statistiques complètes pour l'ensemble de notre période, nous nous contenterons de reproduire les données recueillies et présentées par M. Théry (1) dans le tableau suivant, concernant les années 1896 à 1904.

(1) Théry, *op. cit.*, p. 137.

Années	Consommation en quintaux	Importations en quintaux	Production nationale en quintaux	Valeur de l'importation en milliers de francs
1896	3.646.480	1.333.760	2.312.720	29.600
1897	3.699.680	1.883.680	2.316.000	30.700
1898	3.752.880	1.483.520	2.269.360	32.900
1899	3.086.080	1.665.120	2.136.960	32.600
1900	3.859.280	1.683.200	2.176.080	32.900
1901	3.914.000	1.738.240	2.175.760	34.000
1902	3.967.200	1.707.520	2.259.680	32.500
1903	4.020.400	1.662.720	2.357.780	32.500
1904	4.076.640	1.397.480	2.688.160	27.300

En comparant les éléments qui figurent dans ce tableau, nous sommes conduits à constater que dans la consommation nationale la part du blé et du méteil importé représente, à peu de chose près, le tiers, tandis que les produits nationaux occupent les deux tiers de la consommation totale en céréales.

En ce qui concerne la période de 1911 à 1931, les statistiques officielles nous permettent de formuler des appréciations plus exactes sur les variations des importations des céréales. C'est ainsi que pour les années 1911 à 1919 l'importation en céréales s'est traduite par le mouvement suivant : (1)

Années	Importations par tonnes
1911	246.760
1914	255.224
1915	286.276
1916	332.260
1917	112.506
1918	193.971
1919	245.832

(1) C. f. *Annuaire économique de la Grèce*, Athènes, années 1929, 1930, 1931.

Il apparaît donc que l'importation des céréales s'est accrue d'une année à l'autre, exception faite des années 1917, 1918, 1919, en raison du blocus et des difficultés de la guerre.

Depuis 1920, le mouvement régulier, qui tend vers l'augmentation continue des importations, reprend son cours ; nous pouvons en relever et en noter le développement numérique dans le tableau ci-dessous :

Années	Blé en tonnes	Autres céréales en tonnes	Farine de blé en tonnes	Totaux en tonnes
1920	307.462	38.618	37.919	383.999
1921	283.648	52.934	18.220	354.802
1922	346.802	12.350	46.408	405.560
1923	262.619	74.301	118.946	555.866
1924	407.161	69.793	137.412	614.366
1925	364.370	40.608	111.900	516.878
1926	313.605	28.658	148.496	490.759
1927	410.381	59.058	66.753	536.194
1928	476.013	31.623	49.124	556.760
1929	598.000	58.740	31.220	687.960
1930	574.670	19.888	14.270	608.828
1931	662.886	21.266	5.063	689.525

A l'aide de ces deux derniers tableaux qui se rapportent à la période de 1911-1931, nous sommes renseignés sur la continuité du mouvement ascendant des importations de céréales. Ce mouvement, ayant commencé déjà dès la première partie du XIX^{me} siècle, est allé en s'accroissant, par suite de la faveur dont bénéficiaient les céréales étrangères et de l'absence de mesures protectrices de la production nationale.

Mais si la progression des importations apparaît en pleine lumière, grâce aux données numériques fournies par les tableaux ci-dessus, son intensité, variable selon les moments, doit être l'objet de quelques explications. On peut les trouver, en recourant à certains faits de la vie politique et économique du pays. Ceux-là sont très complexes en eux-mêmes, ils sont cependant susceptibles d'être résumés dans les remarques suivantes. Elles indiquent les étapes de ce mouvement avec leurs caractères propres :

a) A la suite des guerres balkaniques, la Grèce s'est trouvée avoir un territoire plus étendu et plus important au point de vue agricole ; l'accroissement de la population entraîna normalement une augmentation de la demande de produits alimentaires. Les terres cultivées dans les régions annexées (Epire, Macédoine et Crète) étaient exploitées, pour la plus grande partie, selon le système du métayage, et les moyens techniques de culture étaient inférieurs, à tous points de vue, aux exigences d'une exploitation moyenne. La population paysanne ne se procurait pas, ainsi, les moyens de subsistance correspondant au strict nécessaire et, à plus forte raison, les ressources indispensables pour améliorer le rendement des terres exploitées. Une partie de la terre était affectée aux pâturages, car il était difficile techniquement d'entreprendre des cultures appropriées à la nature exacte du sol et du climat.

En présence de cette insuffisance de la production agricole pour satisfaire aux besoins alimentaires d'une population sensiblement accrue, il fallait bien avoir

recours aux marchés extérieurs pour l'achat des céréales nécessaires.

b) L'importation de ces produits progressa jusqu'en 1917 pour subir en cette année-là une brusque diminution. Elle atteignit en 1917 le tiers environ de l'importation de l'année 1916, mais petit à petit se releva pour arriver en 1920 à reprendre la progression ascendante interrompue en 1917. Pendant les premières années de la grande guerre, l'importation des céréales fut plus intense par suite des hostilités, dont la Grèce subissait directement les conséquences. En effet, par suite de l'afflux en masse de réfugiés abandonnant l'Asie Mineure, ainsi que la Thrace turque et bulgare et aussi en raison du séjour des troupes des puissances alliées sur le territoire de la Grèce, la consommation en produits alimentaires, particulièrement en céréales, et par là même l'importation de ces produits se sont intensivement accrues. La diminution sensible et même l'arrêt brusque des importations en 1917 était dû, nous l'avons dit, au blocus exercé par les puissances contre la Grèce entraînant comme conséquence la rupture des relations commerciales de ce pays avec l'étranger (1).

La guerre terminée en 1918, les importations reprirent et accentuèrent leur marche ascendante pour atteindre à la fin de 1921 un niveau de 41 % supérieur à celui des importations de l'année 1914. On peut voir dans deux faits, parmi beaucoup d'autres, l'explication de cette reprise des mouvements ascendants des importations.

(1) C. f. Th. Kapsalis : *La balance des comptes de la Grèce*, Lausanne, 1927, p. 169.

Ce sont : En premier lieu, la nécessité de renouveler les stocks de céréales épuisés par le fait du blocus, en même temps que l'approvisionnement immédiat de la population. En outre, la baisse de la drachme qui s'est manifestée en 1919. Elle a provoqué dans les milieux commerciaux un sentiment d'incertitude et fit redouter les périls d'une crise monétaire éventuelle. Il en résulta de la part des importateurs des céréales une tendance à multiplier les commandes, afin de s'assurer des stocks pour le cas d'une baisse plus forte de la monnaie nationale (la drachme, qui était au pair à la fin de 1918, est tombée à 0.54, en 1920, par rapport au franc français).

Après 1921, les importations des céréales continuèrent leur mouvement d'augmentation avec la même intensité ; les causes en sont les événements de l'Asie Mineure et de la Thrace orientale qui ont entraîné la fuite en masse des populations grecques et leur retour dans la métropole. L'accroissement brusque de la population qui en résulta fut à l'origine d'une demande plus forte en produits d'alimentation, ce qui explique le développement des importations des céréales nécessaires pour subvenir aux besoins nouveaux.

Ayant exposé les variations successives dans la production et la consommation, nous passons à l'étude de la production agricole dite de luxe.

II. — *LES PRODUITS AGRICOLES DE LUXE*

En examinant, au début de ce chapitre, les aspects généraux de la vie agricole dans la Grèce nouvelle, nous avons dit que notre pays devait être mis au nombre de

ceux qui sont spécialisés dans la culture des produits agricoles de luxe.

En effet, la Grèce est très favorisée par la nature pour la culture de certains produits qui tiennent dans la consommation mondiale une place privilégiée.

Cette spécialisation présente, pour toute l'économie d'un pays, des avantages en même temps que des inconvénients. Le profit que peut tirer l'économie nationale d'une exploitation monopolisée ou quasi-exclusive d'un produit de luxe est grand, principalement lorsque ce produit est demandé à des prix rémunérateurs par une clientèle nombreuse, et que ces conditions favorables existent d'une manière continue.

Mais par contre, en étant spécialisé dans la culture d'un produit de luxe, le pays risque de dépendre de l'étranger pour les articles de première nécessité qu'il ne produit pas, il en résulte de graves difficultés en cas de guerre ou de crise économique généralisée ou spéciale, atteignant les produits dont dépend la prospérité du pays.

De pareilles difficultés ne sont pas rares dans l'histoire de l'économie nationale hellénique. C'est à la recherche de ces difficultés que nous nous attacherons maintenant avant d'exposer les solutions envisagées.

Nous exposerons, en conséquence, l'évolution de la production et la demande qui existe pour les principaux produits agricoles de luxe récoltés par la Grèce, à savoir : le tabac et le raisin sec de Corinthe.

1. — *Le tabac*

La culture du tabac est particulièrement favorisée en Grèce par la nature du sol aussi bien que par le climat ; mais la culture du tabac ne s'est réellement développée, en vue de l'exportation, que par une évolution lente au début et plus accélérée dans les quinze dernières années.

Cet effort, tendant au développement de la culture du tabac, a été, d'ailleurs, encouragé depuis la fin du XIX^{me} siècle par des faits économiques et politiques. Il est aisé de les résumer en quelques idées :

D'une part, l'annexion, après les guerres balkaniques, de provinces telles que la Macédoine et la Thrace occidentale particulièrement bien douées pour ces cultures ; dans ces régions une partie importante de la population s'y consacrait déjà, et il ne restait donc qu'à améliorer les moyens de production et rendre plus satisfaisantes les conditions d'exportation et de placement sur les marchés extérieurs.

D'autre part, l'accroissement de la population obligeait le gouvernement à chercher une occupation lucrative pour les bras qui ne pouvaient pas être employés dans les autres branches de l'activité économique du pays. De plus, à une population plus nombreuse devait correspondre une production plus grande, afin de satisfaire à la consommation intérieure.

Enfin, la consommation mondiale en tabac ayant marqué une tendance à s'accroître, le tabac hellénique était appelé à y prendre une part de plus en plus importante, à cause de sa qualité partout fort recherchée. Ce développement de la demande a eu pour conséquence

d'assurer aux producteurs des prix plus rémunérateurs (tout au moins dans une certaine mesure et en certaines périodes) et par là même d'attirer une population plus nombreuse tant pour la culture que pour le travail de transformation industrielle. Il s'ensuivit, naturellement, un accroissement de la superficie affectée à la culture de cette plante.

Après la guerre et surtout depuis 1922, l'arrivée des réfugiés provoque une culture plus intense de ce produit, car une partie de ces émigrants était des cultivateurs de tabac de l'Asie Mineure. Installés sur les terres cultivables de la Thrace et de la Macédoine, ils se sont efforcés de se créer des conditions de vie analogues à celles qu'ils avaient abandonnées, grâce aux secours qui leur furent accordés par l'Etat.

Le tableau ci-après nous renseigne, avec précision, sur l'importance numérique de l'évolution et l'influence respective entre les divers éléments qui ont contribué, depuis 1901 jusqu'en 1931, à l'extension de cette culture.

Années	Etendue cultivée en stremmes	Production en tonnes	Rendement moyen par stremme
1901	100.863	7.565	—
1911	154.658	12.908	83
1914	355.260	25.180	71
1922	319.955	25.790	81
1923	615.636	56.108	64
1924	815.805	50.174	62
1925	803.689	65.564	76
1926	811.915	55.534	76
1927	923.146	61.898	68
1928	930.765	53.288	63
1929	1.011.068	79.263	68
1930	966.453	64.125	68
1931	843.923	42.000	51

Cette statistique fait apparaître trois périodes bien marquées.

La première qui va de 1901 à 1914, la deuxième de 1914 à 1923, la troisième de 1923 à 1931 :

La première de ces trois périodes montre un mouvement ascendant de la production avec une rendement décroissant.

La période de 1914 à 1921 marque une certaine augmentation de la production et un rendement décroissant.

La troisième, enfin, qui va de 1922 à 1931, est caractérisée, jusqu'en 1929, par un accroissement de la production de 212 %, car la superficie cultivée est de 216 % supérieure à celle affectée à la même culture au cours de la période antérieure. Mais depuis 1930, à la suite de la crise générale, la production prend une allure décroissante. La diminution des revenus, tant en Grèce que dans les pays importateurs du tabac grec, a entraîné la diminution du pouvoir d'achat, d'où est résulté un arrêt dans la demande et par conséquent dans la production. De plus, le tabac grec devait subir les conséquences de la crise plus fortement que ceux des autres pays concurrents ; en effet, la qualité supérieure du tabac grec entraînant un prix plus élevé, les qualités inférieures se substituent à lui dans la consommation internationale. Par ailleurs l'affaiblissement du rendement par stremme de tabac tient à d'autres facteurs intérieurs : 1^o les mauvaises années ; 2^o l'insuffisance des méthodes employées pour la culture ; 3^o l'affectation à la culture du tabac des terres qui n'y étaient pas appropriées.

Ayant fait connaître quelle est la situation de la production du tabac en Grèce, nous devons rechercher quelle place elle occupe dans la production mondiale.

Pour se rendre compte de la place qu'elle tient, il suffit de prendre, à titre d'exemple, les données d'une période de cinq années de production, soit de 1923 à 1927 inclus. La production mondiale s'élève pour toutes ces années à 1.750.000 tonnes, dans lesquelles le tabac grec entre pour 57.000 tonnes, soit 3,50 % de la production globale.

Ajoutons que pour la même période, de 1923 à 1927, la production totale en tabac dit d'Orient atteint 156.000 tonnes dans les pays suivants : Turquie, Bulgarie, Yougoslavie, Grèce ; dans ce chiffre, la part de la Grèce est de 55.000 tonnes (1).

Ainsi, le tabac hellénique, s'il représente quantitativement une part assez faible de la production mondiale, occupe cependant une place privilégiée par sa qualité, tant si on le compare à l'ensemble des produits que si on le met en balance avec les tabacs dits d'Orient.

En ce qui concerne la consommation du tabac, il faut distinguer la consommation intérieure et la consommation extérieure due à l'exportation de ce produit.

Le tableau suivant indique l'évolution de la consommation intérieure du tabac en Grèce, pour une période de 21 années, soit de 1910 à 1931 (2).

(1) C. f. A. Mantzaris : *Nos tabacs*, Athènes, 1929, p. 15 et 32.

(2) C. f. *Annuaire économique de la Grèce*, 1929, 1930, 1931.

Années	Kilogrammes	Années	Kilogrammes
1910	1.440.638	1923	5.369.278
1914	1.721.303	1924	5.298.876
1915	2.766.077	1925	5.049.340
1916	3.426.215	1926	4.897.483
1917	3.042.815	1927	4.796.917
1918	3.637.964	1928	4.676.535
1919	4.199.958	1929	4.811.242
1920	4.432.321	1930	4.685.313
1921	5.918.792	1931	4.600.455
1922	5.180.640		

Ce tableau permet de constater qu'une partie minime seulement de la production nationale, soit la douzième, est absorbée par la consommation intérieure. Elle a marqué une tendance très nette à s'élever jusqu'en 1925, en raison de l'accroissement intense et même anormal de la population ; mais elle a subi, depuis cette date, un fléchissement dû : 1° aux impôts élevés qui frappent le tabac ; 2° à la fraude des producteurs, qui s'efforcent par une consommation clandestine de soustraire au contrôle du fisc et à la taxation autant de tabac que possible ; 3° à la diminution sensible du pouvoir d'achat des consommateurs résultant de la crise mondiale.

Quant à la consommation extérieure du tabac grec, qui absorbe la plus grande partie de la production annuelle, nous pouvons évaluer, grâce à un autre tableau, l'importance des quantités exportées annuellement, depuis 1911 jusqu'en 1931, et leur valeur en drachmes (1).

(1) C. f. *L'annuaire économique de la Grèce des années 1929, 1930, 1931.*

C. f. Également, Mantzaris, op. cit.

Années	Quantités exportées en tonnes	Valeur en millions de drachmes
1911	8.429	17.698
1914	21.692	41.909
1920	26.879	230.830
1921	26.201	262.423
1922	36.754	1.388.677
1923	21.368	984.753
1924	41.885	1.684.845
1925	41.709	2.980.311
1926	55.324	3.416.266
1927	52.722	3.975.000
1928	48.903	3.211.897
1929	50.055	3.948.553
1930	49.195	3.382.003
1931	43.044	2.248.556

Les mouvements indiqués dans ce tableau peuvent être ainsi appréciés : l'augmentation progressive des quantités exportées commence en 1911 ; jusqu'à cette date le produit qui occupe la place la plus importante parmi les articles grecs d'exportation était le raisin sec ; parmi ceux-ci le tabac ne comptait que pour 8,80 % en 1910 ; en 1914, le tabac occupe les 23,40 % du total des exportations, d'où un accroissement de 158 % sur l'exportation de 1911. En 1918, il passe à 45,20 % et, depuis 1918 jusqu'en 1929, il varie entre 40 et 60 % ; on constate, depuis 1930, une diminution de l'importance des exportations qui est due à la crise.

Quant aux pays importateurs du tabac grec, au cours des années 1928 et 1929, on peut les classer, par ordre d'importance, ainsi qu'il suit :

Pays importateurs	Quantités exportées en tonnes en 1928	Quantités exportées en tonnes en 1929
Allemagne	21.648	16.176
Italie.....	8.858	10.555
Etats-Unis	8.409	9.793
Egypte	2.239	1.524
Pays-Bas	1.994	2.005
Autriche	1.672	2.759
Belgique	1.520	2.063
France	182	296
Autres pays	2.381	4.884
Total...	48.903	50.055

Ainsi le fait caractéristique, que nous devons souligner ici, c'est l'accroissement de la production du tabac, suivant une ligne ascendante, depuis le début du siècle jusqu'en 1929.

2. — *Le raisin sec de Corinthe*

Le raisin sec est un de ces produits agricoles qui sont une spécialité de l'économie rurale de la Grèce moderne.

La culture de la vigne qui donne le raisin, connu sous le nom de raisin sec, peut être datée, exactement, du XIV^{me} siècle ; pour la période antérieure les sources historiques, susceptibles de nous renseigner, font défaut. Mais il est légitime de supposer que dans un pays comme la Grèce, où toutes les variétés de vignes étaient cultivées, dès la plus haute antiquité, on a, très probablement, planté aussi cette variété spéciale (1).

Dans la Grèce moderne, tout au moins depuis l'indépendance, ce produit a été l'objet d'une culture aussi

(1) C. f. D. Zographos : *L'histoire du raisin sec*, Athènes, 1930, p. 42.

intense que possible, et d'un commerce, qui, toujours, a été, dans une certaine mesure, profitable à l'économie nationale.

Si cette culture s'est adaptée au sol de la Grèce et, spécialement, de certaines provinces, cela s'explique par les conditions climatériques et géologiques de ces régions, particulièrement favorables à son développement.

D'autres pays ont tenté de se consacrer à la culture de la vigne qui donne le raisin sec. Certains ont échoué dans cette tentative; d'autres, par contre, dont le sol et le climat se prêtaient à l'expérience, ont obtenu des résultats satisfaisants; c'est le cas de l'Australie et du Chili.

Pour étudier avec profit le rôle que le raisin sec a joué dans l'évolution de l'économie hellénique, il convient de nous placer successivement à divers moments de l'histoire économique du pays, depuis son indépendance jusqu'à nos jours. Nous distinguerons ainsi cinq périodes, dans chacune desquelles nous étudierons les mouvements de la production du raisin sec, ainsi que certains éléments de l'économie nationale qui leur sont connexes.

1^{re} période, de 1830 à 1851

Avant 1830, la production du raisin sec était peu importante, à cause de l'absence de système de culture et de l'insuffisance des moyens de publicité pour la vente du produit sur les marchés extérieurs. Depuis 1830, des efforts systématiques ont été faits par le nouvel Etat, en vue de mieux organiser l'exploitation des principales sources de richesses susceptibles de donner naissance à son économie nationale.

La viticulture paraissait ouvrir des perspectives favorables et laissait entrevoir la création d'une économie spécialisée ; aussi des tentatives ont-elles été faites pour développer, entre autres, la culture du raisin de Corinthe.

Pendant la période de 1830 à 1851, la production a augmenté selon un rythme régulier ; de 5 millions de livres vénitiennes en 1830, la production du raisin sec est passée en 1850 à 55 millions de livres (1) ; cet accroissement de la production est dû à la forte demande extérieure de ce produit, ce qui assurait aux producteurs des prix rémunérateurs ; ils variaient entre 150 et 270 francs par mille livres vénitiennes, selon la bonne ou mauvaise récolte et les différences de qualité.

2^{me} période, de 1852 à 1863

Cette période est marquée par une diminution de la production de 1852 à 1855, diminution due à une maladie qui atteignit la vigne de Corinthe.

L'évolution de la production depuis 1852 jusqu'en 1862 est indiquée dans le tableau ci-après :

Années	Production en livres vénitiennes	Etendue plantée en stremmes
1852	14.337.000	110.442
1855	9.590.000	—
1856	39.900.000	—
1860	80.514.000	161.000
1862	77.106.000	—

(1) C. f. B. Léonardos : *L'évolution de la question du raisin sec*, in « *Revue mensuelle Economique et Sociale* », Athènes, Novembre, 1925.

La chute de 1852 à 1855 fut suivie d'un mouvement de progrès accéléré ; la production en raisin sec en 1862 était cinq fois plus importante que celle de 1852 ; les prix de notre produit sur les marchés extérieurs s'étaient élevés, par suite d'une forte demande ; ils variaient entre 550 et 660 francs par 1.000 livres vénitiennes, et ils stimulaient les producteurs à accroître leurs cultures ; ces derniers ne sentirent qu'assez peu les dommages causés par la maladie, qui sévit sur leurs vignes pendant quelques années, car la consommation de raisin sec allant en augmentant, les prix de vente se maintenaient à un niveau élevé.

3^{me} période, de 1863 à 1877.

Au cours des quinze années suivantes, depuis 1863 jusqu'en 1877, d'autres événements ont contribué à donner un aspect nouveau à la production et à la vente du raisin sec.

Au premier rang, l'annexion des îles Ionniennes, qui comptent parmi les provinces les plus productrices de raisin sec, a rendu plus important le commerce de ce produit ; en effet, il suffit de rappeler que la production nouvelle en raisin sec des îles Ionniennes variait entre 25 et 27 millions de livres vénitiennes.

D'autre part, la culture intensive de la vigne prit des proportions de plus en plus considérables, pour aboutir à une production supérieure à la demande ; la crise de surproduction qui devait en être la conséquence n'a, pourtant, pas eu le temps de se manifester d'une façon flagrante et d'être défavorable aux producteurs, à cause

du renforcement de la demande en raisin sec sur le marché français, par suite de la destruction des vignes françaises, qui, vers la fin de la période envisagée, furent atteintes par le phylloxéra.

Le tableau ci-après fait ressortir le développement rapide de la culture de la vigne productrice du raisin sec, ainsi que son rendement progressivement croissant.

Années	Production en livres vénitiennes	Superficie cultivée en stremmes
1863	120.990.000	242.080
1864	107.779.000	—
1865	111.400.000	—
1866	116.400.000	—
1867	140.150.000	280.000
1868	117.776.000	—
1869	110.782.000	221.164
1870	114.700.000	—
1871	173.163.000	346.326
1872	152.300.000	—
1873	155.260.000	—
1874	163.291.000	—
1875	154.070.000	—
1876	184.810.000	369.000
1877	172.240.000	—

Il est à remarquer que la superficie occupée par la culture de la vigne productrice de raisin sec continua à s'étendre pendant la période de quinze années que nous envisageons ; en 1876, cette superficie était supérieure à la surface de 1863 de 52,5 %. La production de l'année 1877 dépassait de 123 % environ celle de 1862.

L'année 1877 marque un commencement de crise de surproduction du raisin sec, que traduit d'abord le fléchissement de la production et, ensuite, la diminution des exportations ; ces dernières étaient pour l'année 1876 de l'ordre de 165 millions de livres vénitiennes sur une production totale de 184.8 millions de livres, évaluée à 37.9 millions de francs or. ; elles descendirent en 1877 à 152 millions de livres vénitiennes, d'une valeur de 28.3 millions de francs or. La production nationale était donc réduite à 172 millions de livres vénitiennes.

Mais nous savons que l'importation du raisin sec hellénique en France, à cette époque, étant devenue plus forte, la crise fut évitée et la production continua son ascension sans obstacle.

4^{me} période, de 1877 à 1892

Après avoir échappé à une crise de surproduction, la culture du raisin sec entra dans une période de production croissante. La superficie affectée à cette culture était de plus en plus étendue.

La surface occupée par la culture de la vigne productrice du raisin sec en Grèce est passée, au cours de cette période, par les variations suivantes :

1878	369	milliers de stremmes	
1881	500	—	—
1885	550	—	—
1888	660	—	—
1891	670	—	—

Le tableau suivant indique le développement intense

que la production et l'exportation du raisin sec ont connu pendant les quinze années écoulées de 1878 à 1892.

Années	Production en millions de livres vénitiennes	Exportation en millions de livres vénitiennes
1878	210	205
1881	265	265.5
1888	338	324.6
1890	311	300
1891	343	324
1892	237	252

En se référant aux indications données par le tableau qui précède, on constate que la production annuelle du raisin sec est absorbée presque entièrement par l'exportation ; la valeur de l'exploitation annuelle au cours de cette période varie entre 40 et 60 millions de francs or, correspondant à 70 ou 75 % de la valeur globale des exportations de la Grèce ; la France tenait le premier rang parmi les pays importateurs de raisin sec, de provenance grecque.

5^{me} période, de 1893 à nos jours

La progression ascendante de la production du raisin sec, durant la période précédente, devait être interrompue. La situation se retourna dans un sens défavorable pour l'économie hellénique ; en effet, les vignobles français, détruits par le phylloxéra, avaient été reconstitués et remplacés par des greffages de plants américains ; des dispositions législatives avaient été édictées en France

après 1892, dans le but de protéger la production nationale. Une des premières mesures prises avait été le vote de droits d'entrée sur les raisins importés, droits qui s'élevaient à 25 francs par 100 kilogrammes. Il en résulta une brusque et importante restriction des importations des raisins d'origine grecque et en Grèce une crise de surproduction.

Les mesures qui ont été prises, afin de protéger ce produit d'exportation par excellence, feront l'objet de la deuxième partie du présent travail ; nous nous bornons, quant à présent, à constater le fait qu'une crise commence pour le raisin sec. Celle-ci devait persister et se traduire par manifestations différentes qui exercent, à certains moments, une influence sérieuse sur l'économie nationale grecque.

CHAPITRE II

LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN GRÈCE

Dans toute entreprise, qu'elle soit commerciale ou industrielle ou qu'elle soit agricole, la détermination du coût de production présente un intérêt primordial. Le prix de vente en dépend dans une certaine mesure, de plus, l'entrepreneur s'en inspire pour déterminer l'orientation générale de son entreprise. Mais pour important et désirable qu'il soit, ce calcul du prix de revient est souvent délicat et difficile à poursuivre, lorsqu'il s'agit d'un produit agricole.

Comment expliquer cette impossibilité quasi-absolue d'établir avec précision le coût de production en matière rurale ?

Les raisons principales pour lesquelles il est difficile de fixer avec exactitude le prix de revient en agriculture peuvent être résumées de la façon suivante :

a) La production agricole dépend dans une forte mesure des circonstances atmosphériques ;

b) Le rendement varie suivant la fertilité du sol et les méthodes culturales employées, le type d'assolement pratiqué, etc. ;

c) Les matières premières employées étant pour la

plupart produites dans le domaine où a lieu l'exploitation, leur évaluation devient difficile et incertaine ;

d) Il ne faut pas oublier que le prix de revient dépend du prix de vente (1) ;

e) Enfin, les mouvements généraux des prix exercent leur influence sur le prix de revient.

Malgré les difficultés inhérentes à la nature même de l'entreprise agricole, qui empêchent de calculer avec précision le prix de revient, il n'est pas inutile de procéder à l'examen des éléments qui collaborent à la formation du coût des produits agricoles, à savoir :

a) La valeur de la terre ;

b) La main-d'œuvre agricole ;

c) Les capitaux engagés dans l'agriculture.

Ce sont là les éléments fondamentaux de toute exploitation agricole. Ils présentent pour la Grèce moderne des caractères particuliers.

I. — LA VALEUR DE LA TERRE

A première vue le titre de cette section peut sembler paradoxal, la terre, en effet, existe avant l'homme, elle n'est pas le produit de son activité.

Cependant le paradoxe n'est qu'apparant. Certes, le sol est donné, il n'est pas le produit de l'industrie humaine. Le terrain vierge que le pionnier va découvrir dans les pays neufs est là avec ses qualités naturelles de fertilité. Sous cet aspect, il n'a donc pas de coût de production.

(1) D. Zola : *Le blé et les céréales*, Paris, 1909, p. 103-105.

Mais il en va différemment à mesure que notre explorateur s'installe et défriche, qu'il fait de cette étendue inculte un champ fertile, qu'il y apporte son activité, soit par son travail, soit par les capitaux qu'il y incorpore sous forme d'améliorations. Sur ce fait donné qu'est la terre se superpose une série d'éléments : activité humaine, capitaux qui constituent un ensemble comparable au capital industriel. Toutes ces transformations faites par l'homme ont un coût de production (1). Mais ce dernier n'est pas fixé une fois pour toutes. Il est, au contraire, éminemment variable. Les circonstances économiques, sociales, politiques qui agissent sur les éléments variés qui le constituent font sentir aussi leurs effets sur lui. Chacun d'eux étant lui-même sujet à de nombreuses influences, ce sont des facteurs divers dont la valeur des propriétés rurales subit la poussée.

Ils sont non seulement différents, mais encore opposés voire même contradictoires. Ainsi la valeur du sol dépendra de la combinaison de tous ces éléments, elle sera le jouet de ses forces contraires, dont la résultante l'entraînera soit vers la hausse, soit vers la baisse, selon la prédominance momentanée de l'une d'entre elles (2).

Il est, par conséquent, indispensable d'examiner ces deux courants agissant en sens contraire, en envisageant sur le terrain des réalités l'économie rurale de la Grèce.

(1) C. f. H. Truchy : *Cours d'économie politique*, troisième édition, tome I, p. 462.

(2) C. f. P. Caziot : *La valeur de la terre en France*, Paris, 1914.

1. — *Les facteurs déterminant la baisse
de la valeur des terres*

Multiples sont les facteurs qui peuvent produire une diminution de la valeur vénale des terres. Leur intensité est variable selon les circonstances et les lieux. Il en est, pourtant, dont l'action est aisément perceptible. Il convient de les examiner à part. Nous retiendrons parmi eux les faits suivants :

- A) Les progrès de l'industrialisation agricole ;
- B) Les charges fiscales ;
- C) Le morcellement excessif des terres ;
- D) L'investissement de l'épargne agricole dans les valeurs mobilières ;
- E) La mévente des produits agricoles ;
- F) La concurrence étrangère.

A) Les progrès de l'industrialisation agricole

En toute exploitation agricole, il est incontestable que le rôle principal appartient à la terre. Toutes les transformations qu'elle subit, tous les perfectionnements appliqués s'ajoutent à des aptitudes propres.

Mais avec les idées modernes qui tendent à appliquer dans l'exploitation agricole les procédés scientifiques de la rationalisation, l'économie rurale s'oriente vers l'industrialisation. Par suite, l'importance de la terre dans la production va en diminuant. Le passage suivant, dû à M. Caziot (1), est significatif. Il constate bien cette évolution de l'économie rurale moderne.

(1) C. f. Caziot, op. cit., p. 22.

« Le capital foncier, dit M. Caziot, n'a plus dans la production la même importance qu'autrefois ; le capital d'exploitation, qui est fourni par l'exploitant, joue un rôle de plus en plus considérable. On sait quels capitaux énormes exigent aujourd'hui les fermes à culture intensive. La terre, tout en restant l'agent essentiel de la production, ne conserve plus la prédominance absolue d'autrefois ; son importance relative est moindre et moindre aussi sa part dans les bénéfices. »

Cette assertion de M. Caziot signale un aspect des tendances générales de l'agriculture dans la plupart des pays. Elle n'est pas, quant à présent tout au moins, entièrement valable pour l'Economie rurale de la Grèce. En effet, les capitaux affectés aux exploitations agricoles dans ce pays sont insuffisants pour permettre l'industrialisation agricole. En prenant pour exemple les exploitations agricoles créées après la guerre à la suite de l'installation des réfugiés, bien qu'elles jouissent d'une situation privilégiée, nous constatons que le capital moyen engagé dans chacune d'elles ne dépasse pas 60.000 drachmes (1). Ce capital est réparti de la façon suivante :

Capital fonds	frs	45.000	drachmes
— d'exploitation.....	—	15.000	—

Il est évident que le capital d'exploitation ne dépasse pas le quart de l'ensemble, les trois quarts étant de la valeur de la terre. Les autres exploitations ne disposent même

(1) A. Boyazoglu : *Contribution à l'étude de l'économie rurale de la Grèce d'après guerre*, Paris, 1931, p. 272.

pas de ce capital. De toute façon, il est certain que l'agriculture hellénique a une tendance marquée vers l'incorporation des capitaux, de plus en plus importants, dans les terres exploitables.

B) Les charges fiscales

Les charges fiscales sont lourdes. Les impôts qui grèvent la propriété foncière en Grèce sont, malheureusement écrasants, ils ont pour effet naturel de diminuer le produit net que procurerait l'exploitation du sol.

C) Le morcellement du sol

Il est tel que les petites parcelles de terre ne se prêtent pas facilement à la culture systématique et à peu de frais ; le revenu est, nécessairement, amoindri..

D) L'investissement de l'épargne agricole dans les valeurs mobilières

En effet, une grande partie de l'épargne des agriculteurs, qui réussissent à en faire, est drainée depuis quelques années par les valeurs mobilières ; ainsi l'épargne agricole ne peut se diriger vers la propriété foncière et s'investir dans les entreprises rurales.

E) La mévente des produits agricoles

Depuis que la Grèce a perdu le monopole de la production privilégiée de certains produits agricoles de luxe, le produit net, que procure aux populations intéressées la culture de ces denrées, a suivi progressivement le mouvement de la baisse.

F) La concurrence étrangère

L'action de celle-ci est surtout sensible sur les prix des céréales indigènes.

A côté de ces causes de baisse existent certains facteurs qui influent, au contraire, vers une hausse de la valeur de la terre.

2. — *Les facteurs déterminant la hausse de la valeur de la propriété rurale*

Les causes qui influent sur la valeur de la terre dans le sens de la hausse sont au nombre de trois principales :

- A) La densité de la population ;
- B) Le fait que la terre est instrument de la production ;
- C) La restriction des opérations de vente des terres.

A) La densité de la population de la Grèce

L'annexion successive, depuis 1913 jusqu'en 1922, de territoires nouveaux, ainsi que l'échange des populations ont eu pour conséquence d'accroître la population hellène dans des proportions considérables. Selon les données numériques résultant du recensement effectué en 1928 la population de la Grèce atteignait le chiffre de 6.204.664 habitants (1). Cette population est répartie entre les villes et la campagne de la manière suivante :

Les grandes villes comptent pour 33 % sur l'ensemble ;

Les petites villes — 3 % —

Les villages — 58 % —

Les populations ambulantes (nomades, etc.), 6 %.

Aux habitants des villages, adonnés à des occupations

(1) C. f. *Annuaire statistique de la Grèce*, 1930.

agricoles, il faut ajouter une partie des citadins ayant des attaches avec l'agriculture, de sorte que, la population agricole à proprement parler, représente à peu près 65 % de la population totale du pays.

La population étant ainsi répartie, il convient d'examiner l'étendue totale du pays et de la répartition du sol, afin de nous rendre bien compte de l'importance des terres disponibles affectées à l'agriculture.

La superficie totale de la Grèce s'élève aujourd'hui à 130.199 kilomètres carrés, soit 13 millions d'hectares. Sur cette surface, le sol à destination agricole représente 49 %, le reste représentant le territoire non agricole.

Les terrains agricoles, qui occupent ainsi environ la moitié de la superficie, sont répartis eux-mêmes en deux catégories d'exploitations :

a) D'une part, l'agriculture proprement dite qui s'étend sur 3.878.987 hectares, soit 30 % de l'ensemble du territoire ;

b) D'autre part, les forêts couvrant une superficie de 2.406.501 hectares, soit 19 % du territoire national.

La superficie consacrée à l'agriculture proprement dite était répartie, en 1929, entre les diverses cultures de la manière ci-après (1) :

1° Champs et jardins.....	19.984.048	str.,	soit	51.50%
2° Cultures arbustives.....	1.769.589	—	—	4.55%
3° Vignes.....	1.961.338	—	—	5.05%
4° Prairies et pâturages	11.741.226	—	—	30.29%
5° Marais, terres marécageuses et terres stériles	3.343.670	—	—	8.61%
Total de la superficie agricole	38.799.871			100%

(1) C. f. A. Boyazoglu, op. cit., p. 125.

Suivant les indications numériques du tableau en question, l'étendue cultivée et plantée peut être évaluée à 25 millions de stremmes. Le nombre d'exploitations indépendantes en Grèce étant de 650.000, chacune de ces dernières ne dispose en moyenne que de 38 stremmes. Nous constatons donc une insuffisance de terres par rapport à la population du pays, et, par là même, une cause indiscutable et même prépondérante de la hausse du prix de la terre.

B) La terre instrument de production.

Pour calculer la valeur vénale d'un terrain affecté à une culture, on peut se placer à deux points de vue et par conséquent distinguer deux sortes de valeurs (1) : a) la valeur de placement, c'est-à-dire la valeur que la terre présente pour le capitaliste. Elle dépend du revenu actuel et éventuel que la terre est susceptible de rapporter à ce capitaliste ; b) la valeur de production, c'est-à-dire la valeur que la terre représente pour le cultivateur. Elle est supérieure à la valeur du placement, surtout dans les régions de petite propriété. La cause de cette supériorité doit être recherchée dans la dépendance où se trouve le cultivateur à l'égard de la propriété dont il tire sa subsistance.

Ce qui prédomine dans la Grèce d'aujourd'hui, c'est le deuxième aspect de la valeur. La petite propriété étant la règle depuis longtemps et surtout depuis la réforme

(1) C. f. P. Caziot : *Le capital foncier et les capitaux d'exploitation*, in « *Revue d'Economie politique* », Janvier-Février 1930.

agraire, le cultivateur pourvu d'une parcelle y apporte tous ses efforts et ceux de sa famille, espérant en tirer un bénéfice suffisant pour son entretien. Ce bénéfice peut même être très important dans le cas, notamment, d'une culture spécialisée.

Ce fut le cas en Grèce pendant que la culture monopolisée de certains produits agricoles de luxe assurait aux cultivateurs des bénéfices élevés ; on y notait la tendance de la part de ces cultivateurs à acheter des terrains à des prix élevés, parce qu'ils escomptaient le profit que leur assurerait la mise en valeur de ces terrains, sur lesquels seraient cultivés les produits recherchés.

Par contre, dans les régions productrices de céréales, étant donné la crise quasi permanente de ces produits, la valeur de la terre était déterminée sur la base du loyer. Aujourd'hui, surtout depuis la réforme agraire qui a poussé assez loin le partage des terres, les petits propriétaires cultivateurs s'attachent à l'exploitation de leurs terres avec espoir d'en tirer un revenu suffisant et capable de rémunérer leur travail.

c) La restriction des opérations de vente des terres

La réforme agraire a été accompagnée de l'interdiction faite aux cultivateurs de transmettre entre vifs les terres qui leur furent allouées, et cela pour une durée de dix ans. Il se produisit, à la suite de ces dispositions restrictives, une réelle stabilité de la propriété rurale, et par là même on a évité le danger d'une concentration nouvelle des exploitations. En outre, l'interdiction de vendre les terres distribuées entraîna la conséquence suivante : L'accroissement de

la population provoqua une forte demande de terres, les propriétés non soumises à l'incessibilité étant seules susceptibles de vente, leur valeur s'en augmenta considérablement.

Le tableau ci-après donnera une idée d'ensemble sur la valeur vénale actuelle des terres en Grèce (1) :

Vignobles vinifères.....	de 4.000 à 8.000	drachmes ⁽²⁾	le stremme.
Vignobles à raisin de Corinthe .	de 6.000 à 16.000	—	—
Vignobles.....	de 15.000 à 22.000	—	—
Oliviers.....	de 400 à 500	—	l'arbre
Terres à tabac.....	de 3.000 à 5.000	—	le stremme.

La valeur des terres libres étant ainsi établie, il faut noter que les prix, auxquels les terres (surtout celles affectées à la culture des céréales) furent attribuées aux cultivateurs à la suite de la réforme agraire, étaient de 500 à 1.000 % inférieurs aux prix de vente des terres libres. Ajoutons aussi que les terres allouées aux réfugiés le furent aux prix de 300 à 500 drachmes le stremme. Il est évident que les prix avantageux payés par les réfugiés et les cultivateurs sans terre pour devenir propriétaires les favorisaient dans une forte mesure. Mais les capitaux disponibles sur le marché étant insuffisants pour permettre aux agriculteurs de se procurer les moyens de mise en valeur des terres distribuées, ils ne pouvaient obtenir les sommes nécessaires qu'à des taux d'intérêt usuraires ; les charges de ces dettes compensaient ainsi

(1) C. f. Boyazoglu, op. cit., p. 73-74.

(2) Il s'agit de la drachme stabilisée à 375 drachmes la livre sterling.

les conditions avantageuses, qui leur avaient été faites au moment de l'acquisition des terres.

Par suite des événements qui se sont déroulés en Grèce pendant les vingt dernières années, la valeur vénale de la terre a donc suivi un mouvement prononcé vers la hausse.

II. — *LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE*

Un des éléments, et non le moins important, parmi ceux qui entrent en ligne de compte pour la formation du coût de production en agriculture — aussi bien d'ailleurs qu'en toute entreprise — dépend des plus ou moins grandes facilités que l'on a de se procurer le travail de l'homme.

En général, les pays qui sont les mieux placés pour disposer d'une main-d'œuvre abondante en vue des travaux agricoles sont ceux dont l'industrie n'est pas très développée, en admettant d'ailleurs que la population de ce pays s'accroisse normalement. Il est incontestable que là où l'industrie a pris un essor considérable la main-d'œuvre disponible se dirige de préférence vers l'usine et non vers les champs. Ceci s'explique par des raisons tenant à la différence de nature qui sépare ces deux branches de la production. En effet, la stabilité de l'occupation et la permanence relative de l'emploi dans l'industrie sont un élément de supériorité pour l'ouvrier. En outre, les salaires sont plus élevés dans l'industrie ; ils sont aussi assurés pour toute l'année, alors que les travaux agricoles, étant intermittents, n'occupent la main-d'œuvre que pendant quelques mois. A ces causes

s'ajoutent les séductions et le confort de la vie urbaine.

La Grèce n'est pas un pays manufacturier. Son industrie n'existait pour ainsi dire pas jusqu'à la guerre, et si elle a connu depuis un certain développement, elle n'est cependant pas parvenue à un essor tel qui lui aurait permis d'employer la main-d'œuvre disponible. Ajoutons que les travaux agricoles n'ayant pas atteint un degré élevé d'industrialisation, il n'y a pas dans le pays une forte demande de main-d'œuvre. La solution normale, tout au moins avant la guerre, était l'émigration qui envoyait au dehors une partie considérable de la population active.

Le problème de la main-d'œuvre peut être examiné plus utilement, si nous nous plaçons pour cela avant et après la guerre mondiale ou plutôt à la fin de la dernière guerre gréco-turque.

1. — *La situation de la main-d'œuvre agricole
dans la période d'avant-guerre*

Avant la guerre, le phénomène caractéristique de l'économie rurale hellénique était l'abondance de la main-d'œuvre. Cette abondance s'explique par l'état de l'économie nationale dans la période envisagée, savoir : depuis l'indépendance jusqu'en 1913.

Les traits distinctifs de l'économie grecque avant la guerre peuvent être résumés ainsi :

1^o D'une part, le régime en vigueur dans certaines régions du pays était celui de la grande propriété rurale

et le mode d'exploitation était le métayage. La culture étant extensive, la main-d'œuvre employée était fort restreinte. De plus, de grandes étendues étaient laissées incultes ou en jachère ou encore affectées à l'élevage. Les propriétaires de ces terres y trouvaient mieux leur compte, parce qu'ils étaient le plus souvent des absentéistes n'étant nullement disposés à assumer les soucis qu'entraînent une exploitation rationnelle des terres.

2° Si nous passons maintenant aux régions dans lesquelles la petite propriété prédominait, la demande de main-d'œuvre était très restreinte et elle ne se produisait qu'au moment de certains travaux urgents, par exemple de la moisson et de la vendange ; normalement les travaux de culture dans les petites propriétés étaient assurés par le cultivateur-propriétaire qu'aidaient les membres de sa famille.

3° Enfin l'industrie nationale, qui aurait occupé d'une façon utile et permanente la main-d'œuvre disponible, était insignifiante sinon inexistante. Cette impossibilité pour l'industrie de se développer dans un pays comme la Grèce s'explique par les causes suivantes :

- a) Le manque de capitaux ;
- b) Le défaut de combustibles dans le pays ;
- c) L'absence d'une main-d'œuvre qualifiée ;
- d) L'étroitesse du marché national.

En raison de l'état rudimentaire de la technique agricole et du peu d'importance de l'industrie, la main-d'œuvre qui désertait la campagne était poussée hors de la Grèce dans les pays où l'industrie et le commerce les appelaient. L'émigration était donc la solution normale,

elle seule permettait à cet excédent d'activité humaine de trouver une occupation. L'importance numérique de cette expatriation atteignait des proportions inquiétantes pour la vie économique de la Grèce.

Par exemple d'après M. Lefeuve-Méaule (1), le nombre des émigrants en 1900 atteignait 93.135, pour descendre en 1912 à 40.000. Et si l'on tient compte du fait que cette armée d'émigrants était recrutée parmi la jeunesse de 15 à 35 ans, on aperçoit le danger que cette exode créait pour la prospérité du pays (2).

2. — *La situation de la main-d'œuvre agricole dans la période d'après-guerre*

Comme dans la plupart des pays, la guerre a fait apparaître en Grèce des faits nouveaux, qui ont modifié, radicalement, la situation économique et sociale. Les plus caractéristiques sont, au point de vue qui nous occupe, d'une part la réforme agraire et d'autre part le développement de l'industrie nationale.

a) La réforme agraire :

Nous n'avons l'intention de décrire ni l'évolution de la question de la propriété rurale en Grèce ni les solutions successives que ce problème a reçues.

Cette question pourrait en elle-même faire l'objet

(1) C. f. Lefeuve-Méaule : *La Grèce économique et financière*, Paris, 1916, p. 6.

(2) C. f. X. Zolotas : *La Grèce au stade de l'industrialisation*, op. cit., p. 26.

d'une étude — elle l'a été en réalité par M. B. Alivizatos (1) — dont l'excellent travail a épuisé la question. Nous retenons pourtant les grandes lignes de ces solutions, en les examinant au point de vue des résultats obtenus en ce qui touche la stabilité de l'élément actif de la population.

La dernière guerre mondiale a eu, entre autres, pour conséquence de développer un esprit d'inquiétude chez les classes peu fortunées et d'inciter les pouvoirs publics à améliorer leur condition sociale. L'esprit démocratique et égalitaire fut tellement généralisé, surtout par suite de quelques révolutions ou tentatives de révolution, que les gouvernements de tous les pays se trouvèrent obligés de chercher des remèdes. Les considérations économiques y ont eu leur large part. Dans tous les pays on remarque une initiative partie d'en haut et tendant à obtenir un partage des terres au profit des populations paysannes qui en étaient dépourvues jusqu'alors. En Grèce, le même mouvement ne pouvait pas manquer de se produire.

Des tentatives ont été faites en Grèce au cours du XIX^{me} siècle pour procéder au partage des terres. Mais c'est surtout après la guerre que la politique de l'expropriation et du partage fut appliquée sur une grande échelle. Il résulte de cette réforme que 250.000 familles paysannes sont devenues propriétaires. De plus, une partie des émigrants est rentrée en Grèce et d'autres, qui auraient été contraints de s'expatrier, ont trouvé une occupation et un moyen d'existence sur le sol natal, grâce à la petite propriété qui leur fut octroyée.

(1) C. f. B. Alivizatos, op. cit.

b) Le développement de l'industrie nationale :

C'est pendant la guerre que les premières manifestations en faveur du développement industriel se sont produites en Grèce.

Nous avons vu précédemment que la Grèce n'était pas bien placée pour obtenir dans de bonnes conditions une production manufacturière. Mais pendant et après la guerre, une foule de faits nouveaux ont encouragé à l'intérieur du pays un premier effort pour tirer partie des ressources nationales. Parmi ces faits, les plus importants, d'après M. Charitakis (1), sont les suivants :

1^o Les difficultés de communication pendant les hostilités entre la Grèce et les Etats étrangers. Ces obstacles rendaient impossible l'arrivée des produits industriels sur le sol hellénique ;

2^o Le grand développement que la consommation a prise en Grèce, à cause de l'accroissement de la population et de la présence pendant la guerre des armées des puissances alliées sur le territoire grec.

3^o La colonisation effectuée par les réfugiés d'Asie Mineure et de la Thrace à l'intérieur du pays ; ceci a procuré à l'économie nationale une main-d'œuvre abondante et à bon marché, mais non une main-d'œuvre qualifiée dont manquait principalement l'industrie naissante du pays (il faut noter, toutefois, que parmi ces réfugiés il

(1) C. f. G. Charitakis : *Le mouvement industriel en Grèce pendant les années 1915-1925*, dans « *Effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce* », publication de la dotation Carnegie, Paris, p. 234.

y avait de très bons artisans, spécialisés, par exemple, dans l'industrie des tapis d'Orient) ;

4° La dépréciation de la monnaie nationale, depuis 1920 ;

5° La diminution progressive en importance de la petite industrie au profit de la grande (1).

Le développement qu'a pris l'industrie hellénique dans le courant de ces dernières années est remarquable. On peut, d'ailleurs, s'en rendre compte par l'examen comparatif de certains chiffres se rapportant à l'état de l'industrie en Grèce en 1920 et en 1930 (2).

Ainsi :

En 1920, le nombre des entreprises industrielles est de 33.811 occupant 154.633 personnes.

En 1930, le nombre des entreprises industrielles est évalué à 76.703 occupant 278.855 personnes.

En d'autres termes, le nombre des entreprises industrielles en 1930 est de 127 % supérieur à celui de 1920. De même la main-d'œuvre occupée par ces entreprises en 1930 est de 80 % supérieure à celui de 1920.

On constate pendant cette période une demande de main-d'œuvre pour assurer la marche de l'industrie naissante. D'où venait cette main-d'œuvre que l'industrie trouvait aussi facilement ? Pour répondre à cette question, il faut prendre en considération certains faits qui se sont produits dans l'économie nationale de la Grèce.

D'abord, nous avons vu qu'il y avait un certain excédent de l'offre de la main-d'œuvre sur la demande. Il a été

(1) C. f. X. Zolotas : op. cit., p. 22.

(2) C. f. *Annuaire économique de la Grèce*, année 1931, p. 208.

renforcé depuis que les mesures restrictives ont été prises par la législation sociale de certains pays, qui étaient jusque là considérés comme étant des débouchés naturels pour les émigrants hellènes ; ce fut principalement le cas des Etats-Unis, qui depuis 1922 ont réduit sensiblement le contingent d'émigrants qu'ils pouvaient recevoir en provenance de chaque pays. Les données numériques suivantes sont très caractéristiques de l'arrêt brusque, depuis 1923, du mouvement d'émigration vers les Etats-Unis.

Années	Nombre d'émigrants grecs
1921	28.502
1922	3.200
1923	320
1924	170
1925	120
1926	120
1927	120
1928	120
1929	120

Le résultat en fut double : D'une part, un fort excédent de l'offre de main-d'œuvre qui ne pouvait être absorbée par l'industrie ; ceci créa un chômage chronique sous une forme atténuée, en ce sens que la main-d'œuvre disponible passe facilement d'une industrie à l'autre, elle joue le rôle d'auxiliaire temporaire dans les industries qui à certaines époques ont un courant d'affaires plus intense. D'autre part, le déséquilibre de la balance des comptes alla en s'aggravant d'année en année par

suite de la disparition de l'importante source que fournissaient pour l'économie nationale les remises des émigrants.

Par ailleurs, l'échange des populations, consécutif à la grande guerre et surtout à la guerre gréco-turque et consacré par les traités de Neuilly (1919) et de Lausanne (1923), a eu entre autres conséquences celle d'augmenter la population active et de renforcer la main-d'œuvre utilisable. D'après le recensement de 1928, sur les 152.776 familles de réfugiés, formant la population agricole, 132.776 seulement ont pu bénéficier d'une parcelle de terre de 40 stremmes chacune en moyenne. Vingt mille familles n'ont donc rien reçu par suite de l'insuffisance des terres disponibles. Il faut y ajouter une catégorie de réfugiés travailleurs urbains non qualifiés, dont il est malaisé de préciser le nombre. L'ensemble de cette main-d'œuvre disponible crée un problème de placement assez angoissant pour la vie économique et sociale de la Grèce actuelle.

III. — *LES CAPITAUX* *DANS L'ÉCONOMIE RURALE HELLÉNIQUE*

S'il est une vérité incontestée en science économique, c'est bien celle que l'abondance des capitaux sur un marché est la condition première de la bonne marche du commerce et de l'industrie, ainsi que de toute exploitation agricole. La facilité plus ou moins grande avec laquelle une entreprise, quelle que soit sa nature, peut se procurer les capitaux dont elle a besoin influe d'une façon directe sur son

prix de revient. Il est évident que le manque de capitaux sur le marché d'un pays entraîne une hausse du loyer de ceux-ci, hausse qui se traduit par une augmentation du prix de revient et, par conséquent, par une diminution de la marge de bénéfices. Mais il y a plus : la diminution du profit produit une autre conséquence ; c'est l'impossibilité de développer les moyens de production, ce qui empêche également l'accroissement du rendement de la production et condamne, en dernière analyse, l'Economie du pays à une stagnation prolongée.

Depuis son indépendance, la Grèce s'est engagée dans une lutte quasi permanente contre les difficultés créées par la pénurie des capitaux.

Etant peu favorisé par la nature, ce pays ne peut rien attendre que d'une exploitation systématique du sol et cette dernière nécessite des capitaux suffisants.

Comment l'Economie hellénique s'est-elle procuré les capitaux dont elle avait besoin au cours de son développement ?

Deux sources étaient possibles et c'est effectivement à elles que l'agriculture s'est adressée concurremment.

1^o L'épargne nationale ;

2^o Les capitaux étrangers.

1. — *L'épargne nationale*

L'épargne hellénique n'a jamais été et ne pouvait être un facteur important dans l'économie de la Grèce. D'une part, la rentabilité de l'industrie est, en effet, très faible. D'autre part, il est impossible de donner à la production

agricole une intensité très considérable. Malgré les qualités de prévoyance et de frugalité qui caractérisent le peuple grec et le chiffre restreint que représentent ses dépenses, l'épargne ne pouvait pas atteindre un niveau très élevé dans un pays où le revenu net des classes laborieuses était à peine suffisant pour leur permettre de subsister, d'ailleurs à peu de frais.

Il est vrai que la marine marchande hellénique a eu à jouer un rôle de première importance dans les relations commerciales internationales. Les bénéfices que les transports de marchandises par mer procuraient à l'Economie nationale formaient un élément important dans l'actif de la balance des comptes. Une partie était affectée à l'épargne, à laquelle s'ajoutaient les économies réalisées sur les remises des émigrants.

Mais les capitaux épargnés n'étaient pas consacrés entièrement à l'outillage et l'augmentation des moyens de production. L'Etat en absorbait une partie, car il avait souvent recours à l'emprunt intérieur pour subvenir à ses dépenses normales, et surtout pour couvrir la charge des dépenses extraordinaires résultant des guerres et de leur liquidation.

2. — *Les capitaux étrangers*

L'épargne nationale étant incapable, comme nous l'avons vu, de fournir à l'Economie hellénique les capitaux nécessaires pour le développement et l'organisation des différentes branches de l'activité économique, il ne restait que le recours à l'emprunt sur les marchés extérieurs.

En effet, on y a fait appel à plusieurs reprises. L'Economie nationale a demandé le concours des prêteurs étrangers, tantôt directement, tantôt par l'intermédiaire de l'Etat. Aussi, il nous paraît important de distinguer les deux procédés, afin de bien établir la mesure dans laquelle les capitaux étrangers furent employés de façon productive.

a) Le recours direct de l'Economie hellénique aux capitaux étrangers.

Le concours apporté à l'Economie hellénique devait se traduire soit en participations de capitalistes étrangers à des entreprises grecques, soit en prêts fournis à l'industrie et au commerce du pays.

Mais cette entrée de capitaux n'était pas en proportion des besoins de la vie économique. D'ailleurs, le mouvement des capitaux vers la Grèce n'a commencé à se produire d'une manière notable qu'à partir de la fin du XIX^{me} siècle. La finance étrangère fut hésitante pendant tout le cours du XIX^{me} siècle, et cette hésitation était due à des causes tenant aux difficultés économiques et politiques qui entravèrent les progrès du pays jusqu'au début du XX^{me} siècle.

En effet, le développement de l'Economie hellénique n'avait pas atteint jusque-là un degré assez élevé pour ouvrir aux capitalistes des perspectives de bon placement. En outre, la vie politique était marquée par une instabilité qui contribuait à empêcher la création de l'Etat psychologique, indispensable pour encourager les investissements surtout venant de prêteurs étrangers.

Enfin, et ceci fut une conséquence des facteurs précédents, la monnaie nationale a subi des fluctuations qui

empêchèrent la marche régulière du mécanisme économique, accentuant ainsi le manque de confiance qui arrêtaît les initiatives des fournisseurs de capitaux.

Avec le XX^{me} siècle commence une période de stabilité et d'équilibre intérieur. Elle rend possible le développement normal de la vie économique. La monnaie entre dans la voie de la stabilité par suite du rétablissement des facteurs strictement techniques aussi bien que des facteurs psychologiques ; de plus l'industrie commence à prendre une plus grande importance.

Les capitalistes étrangers sont intéressés par ces conditions favorables de placement. Parallèlement l'on constate un mouvement qui encourage l'entrée dans le pays de capitaux venant du dehors. Il suffit de retenir à titre d'exemple que pour la seule année 1915 l'entrée des capitaux, sous forme de participation à des entreprises privées, atteignit la somme de 300 millions de francs (1) ; les capitaux français y étaient pour une bonne part, ils peuvent être évalués pour cette même année, selon les renseignements recueillis par Lefevre-Méaule (2), à 147.900.000. Ce mouvement a, progressivement, continué pour atteindre en 1931 la somme importante de 600 millions de francs-or (3). Il est intéressant de remarquer que le besoin croissant de capitaux est dû aux progrès de toutes les branches de la vie économique de la Grèce.

(1) C. f. Th. Kapsalis, op. cit., p. 214.

(2) C. f. Lefevre-Méaule, op., cit., p. 189-190.

(3) C. f. X. Zolotas : *Les charges de la dette publique en Grèce*, Athènes, 1931, p. 33.

Mais il ne faut pas croire que cet afflux de capitaux a suffi aux besoins de l'Economie hellénique naissante.

b) Les emprunts d'Etat à l'extérieur.

Les gouvernements helléniques ont eu, très souvent et d'une façon quasi systématique, recours à l'emprunt sur les marchés européens. Les besoins de toutes sortes d'un peuple en pleine renaissance, tels l'extension des réseaux routiers et ferroviaires, l'organisation intérieure et surtout les guerres où la Grèce s'est trouvée engagée à plusieurs reprises depuis son indépendance, étaient autant de causes de dépenses. La vitalité économique du pays étant encore insignifiante, à cause de l'insuffisance de l'épargne qu'accentuait encore la thésaurisation largement pratiquée dans certaines régions de la Grèce, les capitaux indispensables pour subvenir à ces multiples nécessités étaient demandés à l'extérieur. Ce constant appel à l'emprunt extérieur eut pour résultat d'accroître de façon considérable les charges du pays à l'égard des prêteurs étrangers.

La dette extérieure étant de 1.040 millions de francs-or en 1914, elle est passée à 1.769 millions de francs-or en 1930 ; en d'autres termes, la charge de la dette extérieure a augmenté de 70 % en 16 ans (1).

Malheureusement, l'économie du pays ne profita que dans une très faible mesure de ces placements étrangers effectués par l'entremise et sur l'initiative de l'Etat ; la plus grande partie fut absorbée par des dépenses improductives.

(1) C. f. X. Zolotas : *Les charges de la dette publique en Grèce*, op. cit., p. 32.

Cette forte demande de capitaux, pendant les trois derniers quarts du XIX^{me} siècle et jusqu'à nos jours, a provoqué une hausse sérieuse du taux de l'intérêt. Ainsi furent créées des conditions particulièrement délicates pour la vie économique. Jusqu'au milieu du XIX^{me} siècle le taux d'intérêt variait entre 30 et 50 %. Il marque une baisse importante depuis lors et jusqu'en 1911, par suite de la réglementation légale fixant un maximum. Mais bien que ce maximum ait varié entre 9 et 12 % suivant le montant du prêt, le taux pratiqué sur le marché libre oscillait entre 12 et 30 %. Cet écart entre le maximum légal et le taux réel amena le législateur grec à porter en 1920 le maximum à 15 % ; mais, depuis, une nouvelle réglementation l'a ramené à 12 %.

Le taux de l'escompte pratiqué par la Banque d'émission varia entre 6 et 9 % ; mais les avances de celle-ci étant très limitées, le taux d'escompte n'influa pas sur le taux d'intérêt pratiqué sur le marché.

Ainsi à une grande demande commença à répondre un afflux de capitaux du dehors ; malheureusement, une part importante de ces capitaux était absorbée par les dépenses improductives. Aussi l'économie nationale et surtout l'agriculture ne profitèrent-elles guère de cette entrée de capitaux.

CHAPITRE III

L'ÉTAT DU MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES EN GRÈCE

Une des conditions essentielles du bon fonctionnement des entreprises, industrielles et agricoles, est que le prix de vente de leurs produits assure aux entrepreneurs une rémunération suffisante. Il est évident que de la bonne marche de tout organisme économique dépend son existence même, car le renouvellement de l'outillage, le paiement des dettes et des charges et l'amortissement des frais généraux dépendent de la vitalité de l'entreprise.

Mais la prospérité de ces entreprises dépend elle-même d'une foule de facteurs, d'origine diverse et d'intensité variable selon les moments. En ce qui concerne, spécialement, l'agriculture, il est certains éléments particuliers, dont l'influence s'exerce d'une façon souvent très sensible sur l'existence, le développement et la prospérité de l'exploitation : ce sont les conditions climatiques et géologiques qui demandent une bonne adaptation des cultures et des moyens techniques appropriés.

L'Agriculture hellénique a toujours dû subir l'influence d'un ensemble de facteurs, dont les uns sont la conséquence des conditions naturelles, tandis que les autres ont trait

à l'ensemble de l'organisation économique du pays et aux conditions du marché.

Nous pouvons examiner ces divers facteurs en les ramenant à deux ordres d'éléments, savoir :

a) Les facteurs qui agissent sur les prix de revient en l'augmentant ;

b) Les facteurs dont l'action s'exerce sur le prix de vente de façon à le faire baisser au-dessous de la limite, où il serait rémunérateur pour le producteur. Ces derniers facteurs n'influent pas moins sur le prix de revient.

Dans la première catégorie de facteurs, il y a lieu de faire rentrer :

1^o Les frais coûteux de transport à l'intérieur ;

2^o Les prix élevés des produits industriels employés par les agriculteurs ;

3^o Les difficultés techniques à savoir : le morcellement excessif des terres et leur médiocre rendement ;

4^o Enfin les charges fiscales et le lourd endettement de la propriété paysanne.

Quant au deuxième ordre de facteurs qui agissent sur le prix de vente, on peut citer parmi eux :

1^o La politique commerciale suivie en Grèce ;

2^o Le mouvement d'organisation coopératif tendant à éliminer les intermédiaires ;

3^o Les fluctuations monétaires ;

4^o L'organisation insuffisante du crédit agricole.

C'est grâce à l'examen attentif de ces conditions de la vie hellénique qu'il nous sera plus aisé de comprendre les efforts faits dans le pays pour améliorer l'agriculture et de chercher les remèdes appropriés à ses difficultés actuelles.

I. — *LES FACTEURS QUI INFLUENT LE PRIX DE REVIENT DANS LE SENS DE LA HAUSSE*

En dehors des éléments constitutifs du prix de revient en agriculture, la valeur de la terre, la main-d'œuvre et les capitaux, il importe de prendre en considération certains facteurs tenant à l'ensemble de l'organisation économique d'un pays. Ils agissent sur le prix de revient en tant que charges destinées, en dernière analyse, à diminuer et même à absorber le bénéfice de l'agriculteur.

Parmi ces facteurs, ceux qui nous paraissent avoir une importance spéciale dans l'économie rurale hellénique sont les suivants :

1. — *Les frais élevés de transport à l'intérieur du pays*

Depuis un siècle déjà, la Grèce s'est trouvée obligée, une fois son indépendance réalisée, de faire tout son possible pour développer ses forces et pour atteindre le niveau des pays civilisés tant au point de vue politique et intellectuel qu'au point de vue de l'organisation économique. L'état primitif, dans lequel se trouvait sous la domination turque la vie économique du pays, se manifestait, entre autres, par l'absence complète de moyens de communication.

Bien que les grands réseaux soient beaucoup développés depuis lors, leurs progrès sont encore insuffisants ; cette déficience s'explique, en partie, par les difficultés naturelles provenant de la structure montagneuse du pays,

mais surtout à cause de la politique à courte vue pratiquée par les hommes d'Etat en matière de transports.

La situation actuelle des communications peut être résumée ainsi qu'il suit :

a) Les chemins de fer :

L'évolution des chemins de fer helléniques est aussi simple qu'insignifiante. En 1869, il y avait une seule ligne entre Athènes et le Pirée d'une longueur de 10 kilomètres. Le réseau des chemins de fer, depuis cette date, a pris une extension relativement importante, car il atteignait en 1912, à la veille des guerres balkaniques, 1584 kilomètres. Aujourd'hui, il ne dépasse pas les 2670 kilomètres, auxquels il faudra bientôt ajouter les 116 kilomètres d'une ligne en construction (1). La proportion du réseau ferroviaire est évaluée à 2 % de la superficie du pays.

Les inconvénients de cette faible densité sont encore accrus par les conditions de construction.

Les chemins de fer traversent les régions qui sont en bordure de la mer, l'intérieur du pays étant très insuffisamment desservi. De plus, les tarifs, établis par les réseaux pour le transport des produits agricoles à l'intérieur du pays, sont élevés et en rendent fort onéreuse la circulation. On estime que le prix de transport d'une tonne de blé de Larissa au Pirée (centre meunier) est à peu

(1) C. f. A. Boyazoglu, op. cit., p. 219.

C. f. De même, : *Annuaire économique de la Grèce*, année 1929, p. 230.

près le double du prix que coûte le transport par tonne de blé effectué de New-York au Pirée (1).

Ces difficultés de communication ont également une influence fâcheuse sur l'exportation des produits agricoles de luxe. Transporter les marchandises du lieu où elles sont récoltées au port d'où elles sont exportées est une opération coûteuse. Cela se traduit par une augmentation des charges qui se font sentir sur le prix du produit exporté. Il est dans de médiocres conditions pour lutter contre la concurrence des denrées similaires sur les marchés mondiaux.

b) Les routes.

L'incontestable insuffisance des chemins de fer se retrouve au même degré, si nous examinons le développement des routes. Dans l'ensemble du pays on évaluait en 1927 le réseau routier à 10.340 kilomètres, d'ailleurs en mauvais état. Les difficultés de toute sorte que la médiocrité des moyens de communication cause au pays se font constamment sentir. Aussi, le Gouvernement a commencé l'exécution, depuis 1928, d'un vaste projet de construction qui va ajouter 2.543 kilomètres aux voies existantes. De plus, l'aménagement de routes en mauvais état est aussi décidé dans ce projet. Il est actuellement en voie d'exécution.

c) La marine marchande.

Si les communications par terre sont à l'état rudimentaire, il en est tout autrement des transports par mer.

(1) C. f. Ch. Evelpidis : *La crise agricole en Grèce*, Athènes, 1931, p. 30.

C. f. Egalement, A. Boyazoglu, op. cit., p. 219.

Grâce à sa situation géographique privilégiée, la Grèce a su de tout temps tenir une grande place dans le développement des relations maritimes. C'est la vocation qui s'impose au Grec que celle d'être marin. Aussi, le rôle que la marine marchande hellénique joue dans le fonctionnement des transports sur toutes les mers et à travers les océans n'est pas négligeable. Il est naturel que grâce à ce développement on supplée les transports intérieurs par la navigation côtière. Pour donner une idée exacte de l'importance de la marine marchande hellénique, il suffit de noter qu'à la fin de 1929 les bateaux à vapeur et les voiliers étaient au nombre de 1265, d'un tonnage brut de 1.408.082 tonnes réparti de la manière ci-après :

Bateaux à vapeur	547	tonnage	1.350.157 tonnes
Voiliers	718	—	57.925 —

Mais en dépit de ce rôle important des transports par mer, les tarifs sont relativement plus élevés dans le cabotage en raison des frais relativement lourds qui pèsent sur le fonctionnement des entreprises à l'intérieur du pays.

Ainsi, le transport des produits entre les diverses régions par voie de terre comme par voie maritime se traduit par une hausse du prix de revient. De plus, les denrées destinées à l'exportation et celles qui proviennent de l'importation supportent une charge supplémentaire eu égard au prix élevé de toutes les opérations de transport.

2. — *Le prix élevé des produits industriels*

Un des facteurs qui contribuent, dans une large mesure, à augmenter le prix de revient des produits agricoles en

Grèce, est le coût, généralement, élevé des produits industriels que l'agriculteur emploie.

L'industrie nationale a commencé seulement à se développer en Grèce depuis la fin du XIX^{me} siècle.

C'est en 1892 que la Grèce a inauguré une politique douanière protectionniste ; cette politique était inspirée principalement par des nécessités d'ordre fiscal. Il advint que ces tarifs interdirent l'entrée d'objets de provenance extérieure. Ils favorisaient la création d'un mouvement d'industrialisation destiné à prendre de l'importance surtout depuis la guerre.

Pendant le XIX^{me} siècle, l'agriculture employait quelques instruments fabriqués par l'industrie ; d'ailleurs les artisans du pays les lui procuraient, moyennant un paiement en produits agricoles. C'était encore un aspect du troc qui devait disparaître lentement (1).

Depuis que la Grèce est entrée dans la voie de l'industrialisation, la politique douanière est inspirée par le principe protectionniste. Le nouveau tarif douanier, mis en application en 1926, comporte un droit d'entrée de 30 à 35 % sur la valeur de la marchandise importée. Il tend à protéger l'industrie nationale, pour éviter le chômage en occupant utilement la main-d'œuvre abondante que l'après-guerre et l'échange des populations ont donné à la Grèce.

(1) C. f. Thiersch : *De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration*, 2 vol., Leipzig, 1833, tom I, p. 303. Ouvrage cité par X. Zolotas, in *La Grèce au stade de l'industrialisation*.

Il est incontestable que le développement encore incomplet et les difficultés dans la recherche des matières premières, les fluctuations du change grèvent le coût de production ; elles se traduisent, en définitive, par un niveau très haut des prix de vente qui est supporté par les consommateurs ; et les agriculteurs, étant en un sens des consommateurs de produits manufacturés, produisent, par le fait même des industriels, à un prix élevé.

Le moyen le plus efficace, pour permettre aux agriculteurs de se procurer des matières premières et de l'outillage à bon compte, serait de les réunir en coopératives d'achats en commun. Le mouvement coopératif fut encouragé afin d'organiser cette collaboration. Mais le nombre des coopératives de ce genre est insignifiant eu égard à l'ensemble de la classe rurale. Il faut noter cependant que les coopératives de vente s'occupent de plus en plus de l'achat en commun des articles de production.

Le nombre des coopératives d'achats en commun s'élevait, en 1929, à 190 ; le total du capital social de ces coopératives atteignait, en 1928, 180 millions de drachmes (1).

3. — *Les difficultés techniques de l'agriculture hellénique*

Les difficultés techniques de l'agriculture hellénique s'ajoutent au prix élevé des produits industriels pour entraîner une augmentation du coût de production.

(1) C. f. C. Pertountzi : *Les coopératives agricoles de production et de vente en Grèce*, Paris, 1931, p. 60.

Ce sont principalement :

Le morcellement excessif des terres.

Le médiocre rendement.

A) Le morcellement excessif des terres.

Déjà avant la réforme agraire, réalisée en Grèce par étapes mais accélérée depuis la guerre, le régime normal dans l'agriculture était la petite propriété paysanne. Après la réforme agraire, les petites propriétés constituent des lots de 60 à 80 stremmes chacun ; ces lots sont composés, dans la plupart des cas, de petites parcelles isolées, parfois une dizaine (1). Il y a même de petites propriétés formées d'autant de parcelles que leur superficie comprend de stremmes. Cet état de la propriété paysanne (2) est cause de nombreux obstacles techniques à savoir :

a) Difficultés d'application des méthodes techniques modernes dans la production agricole ;

b) Difficultés d'assolement ;

c) Perte de temps ;

d) Des frais plus considérables, qui se répartissent entre produits récoltés par petites quantités et provenant des exploitations indépendantes. Il est évident qu'avec une telle division de la terre la production, étant peu systématique, devient fort onéreuse.

Le problème du morcellement excessif des propriétés constitue un danger croissant pour la production. Aussi

(1) C. f. Ep. Cypriadès : *Sur le partage définitif des terres* (rapport).

(2) C. f. Cypriadès : *L'organisation de notre production de blé*, Athènes, 1931, p. 21.

les Gouvernements se sont préoccupés, depuis peu, de faciliter le remembrement de la propriété paysanne.

Le problème s'est, du reste, posé en France dans des conditions analogues et la législation sur les régions dévastées a permis de leur apporter des solutions partielles.

В) Le rendement médiocre des exploitations agricoles.

L'état dans lequel se trouvait l'agriculture, au moment où on a commencé à recourir à des procédés techniques, explique le faible et souvent insignifiant rendement de la production agricole. Depuis la guerre on assiste à un affaiblissement inquiétant du rendement de certains produits, en particulier des céréales, tandis que, pour prendre un exemple, le rendement par stremme cultivé en blé était en 1914 de 81 kilos, il est descendu en 1930 à 47 kilos. Ce mouvement décroissant s'explique, d'ailleurs, pour le cas particulier du blé, par la nécessité où l'on s'est trouvé de cultiver des terres peu fertiles. En outre, les terres, même les plus fertiles, cultivées en blé, furent épuisées par un système de culture dépourvu de tout esprit de prévision et négligeant d'assurer le renouvellement des forces constitutives et fertilisantes de la terre.

En somme, si l'on veut chercher les causes du faible rendement de la production agricole grecque, il est indispensable de prendre en considération les faits suivants :

a) La pauvreté qui caractérise, d'une façon générale, le sol hellénique au point de vue du rendement cultural ; à cela il convient d'ajouter les changements climatiques brusques ; ils entraînent souvent des destructions massives des récoltes dans certaines régions ;

b) L'insuffisance de l'éducation technique des cultivateurs et l'ignorance des moyens de prévention et de lutte contre les maladies des plantes ;

c) Le retard généralement constaté dans le développement de la technique agricole, dont dépend pourtant l'avenir et l'existence même des exploitations. Il y a toutefois lieu de relever avec satisfaction que l'emploi des engrais chimiques s'étend progressivement. Tandis qu'il y a vingt ans on ne connaissait pas ce moyen d'accroître la vitalité de la terre en Grèce, la quantité d'engrais chimiques, employés en 1930, atteignit 71.000 tonnes, dont 20.000 furent employées dans la culture du blé (1).

En dépit des limites étroites qui lui sont imposées par ces délicates circonstances, l'éducation de la classe paysanne se développe, elle est un symptôme encourageant, car elle marque la première étape d'une rationalisation effective dans le cadre des entreprises individuelles.

4. — *Les charges fiscales et le lourd endettement de la propriété paysanne*

Un des grands problèmes qui préoccupent les cultivateurs grecs est la charge que supporte la production agricole du fait des impôts. En effet, l'imposition de l'agriculture présente un caractère de gravité que ne connaissent pas les autres branches de l'activité économique de la Grèce.

Les caractéristiques du système actuel, résultat d'une évolution lente, qui a apporté des expériences amères

(1) C. f. A. Mouratoglou : *Comment peut être augmentée et améliorée la production du blé en Grèce*, Athènes, 1930, p. 45.

aux agriculteurs, peuvent être résumées en quelques traits.

1^o L'impôt foncier est un des prélèvements les plus onéreux exercés par le fisc sur la propriété paysanne. Il est perçu sur le revenu brut annuel. Il est évident que cet impôt est fondé sur une grave injustice fiscale, car plus une exploitation a de frais à couvrir, pour s'assurer un bénéfice souvent très bas, plus elle est imposée sur sa production avant la déduction des mêmes frais. Quant au mode de perception de cet impôt, il faut noter qu'on applique tantôt la perception en nature, en d'autres termes la dîme (pratiquée en Grèce pendant tout le XIX^{me} siècle et même encore de nos jours dans certains cas), tantôt la perception en argent.

Cet impôt n'est plus appliqué par les pays civilisés qui ont le souci de la justice fiscale et de l'égalité de toutes les branches de la production. D'ailleurs, la mise en œuvre pratique de l'impôt sur le revenu net suppose l'organisation du cadastre permettant de prendre connaissance de l'étendue et de la valeur des propriétés exploitées ; la Grèce n'a pas encore établi son cadastre, à cause des frais entraînés par son élaboration ; cependant la loi de 1929 a pour objet d'en permettre la réalisation.

2^o L'impôt foncier sur le revenu net. Cet impôt s'applique à un cas particulier : la location d'une terre. Il est perçu sur le loyer payé au propriétaire.

3^o L'impôt sur le produit net s'applique encore au cas spécial des entreprises d'élevage.

4^o L'impôt de superficie et l'impôt sur le bétail sont assis sur le capital pour toucher indirectement le revenu.

L'impôt de superficie récèle, également, une injustice fiscale qui s'accorde mal avec les conceptions modernes de l'impôt. D'ailleurs, l'assiette de cet impôt, qui frappe l'unité de surface, n'est possible que dans les pays neufs, où toutes les terres ont au début la même valeur (1).

L'impôt de superficie, qui est actuellement suspendu, ne doit s'appliquer en Grèce qu'à titre de superposition. Quant à l'impôt sur les produits, il y a lieu d'ajouter que pour certains de ces produits l'impôt foncier est payé à l'administration des douanes à l'occasion de leur sortie à l'étranger, ou même de leur circulation à l'intérieur du pays d'une région à l'autre. L'adoption de ce système de paiement de l'impôt direct à la douane fut inspiré par une conception, d'ailleurs erronée : Les droits perçus à l'exportation sont supportés, en définitive, par l'importateur étranger. Or, il n'est pas du tout facile de déterminer exactement sur qui pèsera, en dernière analyse, la charge de cet impôt, étant donnée l'incertitude de l'incidence. En outre, les droits de douane à l'intérieur, système arriéré, sont en désaccord avec le principe d'unité de l'économie nationale, ils sont de plus la cause de certaines injustices qui pourraient, autrement, être évitées à l'intérieur du pays. Il est impossible d'éviter les fraudes de douane, très aisées s'il s'agit de transports effectués d'une région à l'autre.

En somme, si l'on étudie le système fiscal compliqué qui pèse sur la production agricole hellénique, il n'est pas

(1) Voir sur ce point, E. Allix : *Traité de science et législation financières*, 5^e édit., Paris, 1927, p. 529.

difficile d'expliquer le marasme dont l'agriculture souffre en Grèce, malgré le labeur que la population paysanne apporte au travail de la terre.

Si l'effort d'amélioration technique ne saurait être plus poussé, cela résulte encore de la lourde dette qui grève les exploitations. Alors que la valeur totale moyenne de la production agricole ne dépasse pas 16 milliards de drachmes, la totalité de charges à la fin de 1930 s'éleva à 8 milliards 474 millions, ce qui représente donc 50 % du revenu annuel de l'agriculture.

Ainsi, à côté des imperfections techniques et des multiples difficultés au milieu desquelles se débat l'économie rurale de la Grèce, le système fiscal et le lourd endettement de la propriété paysanne sont une des principales causes, et non la moindre, qui interdisent à l'agriculture hellénique de s'élever au niveau de celles des pays civilisés ; elle pourrait bien pourtant, croyons-nous, atteindre un degré de développement comparable à celui des pays qui ont organisé la mise en valeur de toutes les ressources que les qualités de leur sol leur permettaient de développer.

II. — *LES FACTEURS QUI EMPÊCHENT LE PRIX DE VENTE D'ÊTRE RÉMUNÉRATEUR*

Les préoccupations du monde agricole grec ne se bornent pas à l'organisation de la production. Depuis longtemps, le problème des débouchés reste à résoudre, et, malheureusement, il faut reconnaître que, une fois la récolte effectuée, l'agriculteur, même en laissant de côté

les risques naturels, n'est pas certain de s'assurer un placement avantageux de ses produits.

Si l'on cherche les raisons de la médiocre organisation du marché des produits agricoles, on ne tarde pas à se rendre compte que la responsabilité incombe pour partie d'abord à la politique commerciale suivie par la Grèce jusqu'à ces dernières années et aux troubles économiques, conséquence de l'instabilité du change, ensuite à l'insuffisance des groupements de producteurs. Ces derniers ne sont pas encore en état de trouver des clients assez nombreux pour absorber la production de leurs adhérents, aussi laissent-ils, jusqu'à présent, une place trop grande aux intermédiaires, dont l'action est, très souvent, contraire à l'intérêt des agriculteurs et de l'agriculture. Enfin l'organisation insuffisante du crédit agricole n'en constitue pas moins une cause importante du fonctionnement défectueux du marché agricole.

Mais afin d'apprécier comment ces facteurs agissent sur le prix de vente, jusqu'à lui ôter tout caractère rémunérateur, il convient de les examiner successivement.

1. — *La politique commerciale de la Grèce*

Le XIX^{me} siècle fut, en grande partie, l'ère du libéralisme économique en réaction contre le système antérieur du mercantilisme. Il répondait aux nouvelles conditions économiques résultant de l'essor du machinisme et de la grande industrie. Le principe de libre circulation des marchandises entre les divers pays était à la base de la politique de la plupart des pays européens.

La Grèce a débuté dans le cadre et l'atmosphère du libéralisme économique qui dix ans après son indépendance prenait son plein essor, c'est-à-dire vers 1845.

Pour les partisans du libre échange, la Grèce avait des raisons particulières pour l'adopter. La division du travail devait lui être profitable, car, en raison des traits originaux de son sol et de son climat, elle pouvait devenir fournisseur d'autres pays. Par ailleurs, dépourvue d'industrie, elle avait la faculté de se procurer des objets manufacturés qui lui étaient nécessaires, en vendant à ses fournisseurs certaines denrées, dans la production desquelles elle est spécialisée, notamment le raisin sec, le tabac, les olives et l'huile d'olives. Enfin le libéralisme économique était utile à l'économie nationale, puisque, grâce au développement éventuel de sa marine marchande, qui a en fait atteint maintenant une importance considérable, sa flotte se chargerait du transport des marchandises entre les différents pays.

Il est incontestable que la liberté commerciale apporta des avantages appréciables au pays, tout au moins elle favorisa les progrès de la marine marchande et la spécialisation dans la culture des produits agricoles de luxe. Ces derniers donnent un rendement économique élevé. M. Andréadès établissait en 1919 le rapport suivant du rendement entre les principaux produits agricoles (1).

Céréales	1
Raisin sec	5
Tabac	10

(1) C. f. A. Andréadès : *Les progrès économiques de la Grèce*, Paris, 1919, p. 23.

De même, M. Chassiotis constatait en 1917 (1) que le Péloponèse tirait annuellement de la culture du raisin sec 50 à 80 millions de drachmes. En pratiquant dans les mêmes conditions la culture des céréales, il n'en aurait tiré que 10 à 15 millions de drachmes.

Il ne faut cependant pas croire que cette spécialisation fut poursuivie et appliquée dans l'ensemble du pays au détriment de toutes les autres cultures ou occupations productives ; elle a eu lieu par régions. Mais elle a eu l'inconvénient de conduire les agriculteurs de ces régions à la monoculture et aux périls qui lui font cortège. S'il est certain que le système de la monoculture présente le grand avantage de pousser au perfectionnement de la culture, il y a lieu de tenir compte des inconvénients qui lui sont inhérents et dont la Grèce fit cruellement l'expérience. Ce sont principalement : les risques de mauvaises récoltes, de mévente, ou de baisse des prix. Les difficultés prolongées de placement risquent de bouleverser la balance des comptes, quand l'équilibre de cette dernière dépend, en grande partie, de l'exportation de quelques produits spéciaux.

Quelles furent les conséquences de cette politique libérale pour les autres cultures ?

Nous avons eu l'occasion de constater déjà à plusieurs reprises que la Grèce, par incapacité naturelle et en raison d'imperfections techniques, n'arrivait pas par sa production en céréales à alimenter sa population. Le libre échange

(1) C. f. Sp. Chassiotis : *L'autarchie du pays en blé*, in revue « *Néa Géoponica* », Athènes, Avril 1917.

lui permettait de se procurer au dehors les quantités de blé dont elle avait besoin. Toutefois la supériorité des pays producteurs de blé, conséquence tant de leur excédent exportable que des prix relativement bas dûs à leur supériorité technique et à la bonne organisation de leurs transports, devait avoir des répercussions défavorables sur la culture frumentaire hellénique.

La concurrence étrangère fut en effet si forte que le découragement et l'abandon ne tardèrent pas à se répandre parmi les producteurs indigènes.

Ce fut surtout pendant les vingt dernières années du XIX^{me} siècle que l'agriculteur grec sentit le poids écrasant de la concurrence des pays neufs. Jusque-là, malgré l'infériorité de la production nationale en céréales par rapport aux autres pays, les moyens de communication n'étaient pas encore assez développés pour unifier en un vaste marché international les marchés nationaux, les frais de transport à grande distance restaient fort élevés et paralysaient l'exportation des états d'outre-mer ; ceci favorisait les producteurs grecs, ils pouvaient vendre avantageusement leurs récoltes sur le marché national. De plus, la hausse générale des prix aux abords de 1850, consécutive à l'augmentation de la quantité d'or disponible dans le monde, entraîna une dépréciation monétaire assez marquée ; elle profita aux agriculteurs grecs et aux cultivateurs de tous les pays, puisque les produits agricoles bénéficièrent d'une hausse de 44 % (1).

(1) C. f. J. Dannemuller : *La politique française du blé*, Paris 1924, p. 33.

Mais la prospérité fut de courte durée, la crise agricole ne tarda pas à survenir. Avec l'année 1876 s'ouvrit une nouvelle période. L'apparition sur la scène économique mondiale de pays nouveaux, possédant de grandes facilités géographiques et économiques pour la production agricole, modifia l'économie mondiale. De la concurrence provoquée par l'entrée en lice de ces nouveaux fournisseurs résulta une diminution considérable des prix des denrées agricoles. Les frais de transport s'orientèrent vers une forte baisse. La concurrence devint ainsi ruineuse pour le producteur grec. Désespérant de revenir jamais à leur ancienne capacité de production, seule susceptible cependant de leur assurer une bien modeste rémunération, les populations laborieuses de la campagne hellénique cherchaient à l'extérieur des débouchés leur permettant de subsister. Le nombre des émigrants qui ne dépassait pas 19 en 1876 atteignit 5.991 en 1901 (1).

Cependant la baisse du change grec se manifesta à la même époque et protégea, au contraire, l'agriculteur national contre la concurrence des produits étrangers. De 1876 à 1901 le franc-or passa de 1,032 drachmes à 1,658 drachmes ; la hausse des prix, qui en fut la conséquence pour les marchandises importées sur le sol hellénique, protégeait les denrées similaires récoltées en Grèce.

La revalorisation de la drachme, au début du XX^{me} siècle, donna à la concurrence des produits étrangers un nouvel élan. La situation de marché favorisa un mouvement protectionniste qui réclama la majoration des

(1) C. f. *Annuaire statistique de la Grèce*, 1930, p. 136.

droits de douane sur les céréales étrangères. Le gouvernement fut amené en 1905 à satisfaire aux demandes des intéressés ; il augmenta de 2 centimes par ocque de blé le droit d'importation. Le droit protecteur s'élevait ainsi à 30 ou 40 % du prix courant (1).

Le système nouveau a été l'objet d'âpres critiques. Les principaux reproches qui lui ont été adressés sont les suivants :

On lui a fait grief, notamment, de favoriser les grands propriétaires, seuls bénéficiaires des mesures protectrices, en raison des conditions supérieures de leur production et de leur prix de revient relativement bas ; par contre, les petits propriétaires, ne produisant normalement que ce dont ils ont besoin pour leur consommation, n'en bénéficièrent qu'indirectement et de manière insignifiante (2). Enfin, a-t-on dit, la libre entrée des céréales dans le pays procurera des avantages sérieux à l'économie nationale ; elle maintient les bas prix et par conséquent la vie à bon marché, assure aux classes laborieuses des conditions d'existence aisée, elle entraîne donc le maintien du pouvoir d'achat de la population grâce à la stabilité des salaires. C'est, en somme, l'argument libéral.

Quelle est au juste la valeur de ces critiques ?

Il est vrai que la protection contre la concurrence étrangère a été plus utile aux grands propriétaires qu'aux petits ; mais il nous semble que les avantages dont ont

(1) C. f. A. Andréadès, *op. cit.*, p. 28.

(2) C. f. Sp. Chassiotis : *Le droit d'entrée sur les céréales*, *op. cit.*

bénéficié les uns et les autres n'étaient pas importants, car les droits de douane n'ont joué que partiellement. En effet, il ne faut pas perdre de vue que le blé exotique et le blé indigène ne constituent pas « deux marchandises complètement interchangeables ». Le blé indigène ne présente pas les mêmes qualités industrielles que les blés étrangers ; il est généralement moins fort en rendement de farine, laissant par contre plus de son. C'est ainsi que l'industrie meunière préfère les blés exotiques à ceux de la production nationale, eu égard à leur rendement inférieur en farine.

La politique douanière suivie de 1919 à 1927 ne réussit pas non plus à protéger la production nationale des céréales. Les nouveaux tarifs établis pendant cette période avaient pour but d'adapter les droits d'entrée à la hausse des prix des marchandises. Si l'on considère de plus près ces tarifs calculés à un prix inférieur à la valeur réelle de la drachme-or, on s'aperçoit qu'ils aboutissent à une atténuation sensible de la protection sur les céréales. Ces produits bénéficiaient seulement de la dépréciation monétaire consécutive à l'inflation. Mais les avantages tirés par les producteurs de céréales de cet état pathologique de l'économie nationale ne furent pourtant pas grands ; en effet la baisse de prix des céréales ne tarda pas à survenir, par suite de la surproduction de l'après-guerre.

2. — *Les groupements des producteurs et le rôle des intermédiaires dans l'écoulement des produits agricoles*

Le producteur grec est non seulement victime de la

concurrence extérieure qui l'empêche de placer avantageusement ses produits, mais encore, il doit lutter contre les intermédiaires dont l'intervention est devenue un mal nécessaire. C'est la conséquence du manque de contact entre producteurs agricoles et de leur incapacité financière qui ont existé de tout temps.

Depuis l'épicier du village jusqu'au petit commerçant des villes et des bourgades provinciales, les produits agricoles rencontrent des « protecteurs avides » qui proposent aux agriculteurs leur concours aussi assidu que ruineux.

L'épicier fournit à crédit toutes les denrées alimentaires, dont le cultivateur a besoin pour son entretien et celui de sa famille pendant la période de l'hiver et celle des travaux ; il attend la récolte pour être payé en produits agricoles. Il faut noter que les prix de vente de ces marchandises fournies à l'agriculteur supportent le poids des bénéfices et des intérêts nettement usuraires que la nécessité immédiate et le manque de capitaux disponibles lui font accepter. En outre, les produits agricoles, reçus en paiement de ces dettes au moment de la récolte, le sont, fatalement, à la valeur que fixe l'épicier fournisseur.

Les mêmes procédés sont employés sur un plan plus large par les petits commerçants usuriers des villes. Le prix payé par les consommateurs, déjà élevé du fait des intermédiaires, ne suffit pas à assurer aux producteurs une rémunération suffisante.

A tout cela, il faut ajouter le rôle parfois néfaste de la spéculation. Il est vrai que la spéculation remplit une fonction économique utile en contribuant à la stabilité

des prix. Mais il n'en est pas moins vrai que les manœuvres des spéculateurs créent, le plus souvent, un mouvement artificiel de cours.

Les inconvénients de cette organisation rudimentaire du marché n'ont pas tardé à provoquer une réaction consciente. Elle se manifeste par une intervention législative ; il faut faire comprendre aux producteurs les avantages considérables qu'ils peuvent tirer de la coordination de leurs efforts en vue du bon placement de leurs récoltes. Le premier texte qui ait réglementé les coopératives agricoles de vente en commun est la loi de 1915. Elles peuvent prendre un grand essor, à condition qu'elles disposent de tous les procédés techniques qui appartiennent au commerce en gros des denrées agricoles, à savoir : les installations pour le stockage permettant la vente échelonnée, le transport en bon état des marchandises jusqu'au consommateur et enfin un service de renseignements et de placement.

Malgré les encouragements législatifs, les coopératives agricoles de vente n'ont pas eu jusqu'à présent un succès considérable en Grèce. Les producteurs toujours poussés par leurs besoins financiers et dépourvus des moyens de bonne conservation de leurs produits sont amenés à vendre au moment de la récolte, c'est-à-dire à une époque où le marché a une tendance à la baisse. Les causes en sont doubles. D'une part, le défaut de moyens techniques et de capitaux interdit à ces organismes de mener victorieusement la lutte contre les intermédiaires et de s'entendre systématiquement et directement avec les clients, d'autre part l'éducation coopérative des populations paysannes

est encore à faire, l'esprit individualiste et égocentrique empêche le paysan grec de se placer sur le plan de la coopération et de la solidarité.

Les coopératives agricoles de vente en Grèce ont passé par les étapes suivantes depuis 1917 : (1)

Années	Nombre des coopératives de vente
1917	73
1921	132
1925	210
1929	394
1930	430

Leur importance numérique n'atteint en moyenne que 8 % de l'ensemble des coopératives existant dans le pays. Si nous considérons maintenant les produits qu'elles se proposent de vendre, on trouve qu'en 1930, sur l'ensemble des 430 coopératives agricoles de vente, 262 sont organisées par les producteurs de raisin sec de Corinthe, 52 par les producteurs de tabac et le reste est réparti entre les autres produits.

La prédominance des coopératives de producteurs de raisin s'explique, car ce dernier produit a connu, de longue date, les difficultés auxquelles se heurte sur le marché mondial le placement par les producteurs isolés ; les intéressés et l'Etat furent amenés à poursuivre une politique

(1) C. f. *Annuaire économique de la Grèce* des années 1929 et 1930.

de collaboration et d'action concertée, en vue d'une meilleure et plus profitable organisation des ventes. (L'intervention de l'Etat s'est d'ailleurs de plus en plus accentuée, elle s'est manifestée par la création de cet important organisme qu'est le Comptoir Central du Raisin de Corinthe. Il en sera question dans la deuxième partie de la présente étude).

Il est incontestable que le coopératisme est appelé à jouer un rôle remarquable dans la vie économique des sociétés modernes. Par une adaptation technique suffisante, la coopérative sera à la base de toute organisation économique, procédant du principe de la correspondance entre la production et les besoins de la consommation.

3. — *L'influence des variations monétaires sur le marché des produits agricoles*

Au cours du XIX^{me} siècle, la Grèce a connu des revirements de toute sorte, tant en sa politique générale qu'en sa vie économique. Celle-là a, d'ailleurs, influencé celle-ci. Etant donné les péripéties politiques et les guerres que la Grèce a connues depuis son indépendance, son économie abandonnait brusquement un stade de stabilité relative pour tomber dans le marasme ou la crise aiguë. Les besoins financiers, conséquences des guerres successives, ne pouvaient être satisfaits par des emprunts à l'extérieur. Les gouvernements y ont eu, du reste, recours toutes les fois que cela était possible. La Banque Nationale de Grèce, remplissant les fonctions de Banque d'émission, avançait les fonds indispensables, quand des dépenses imprévues

et urgentes nécessitaient l'appel à des ressources extraordinaires. Mais ces avances étaient effectuées en recourant à l'inflation monétaire.

Les conséquences normales de l'inflation apparaissaient alors : hausse des prix à l'intérieur, hausse du change, etc.

L'instabilité se faisait sentir sur toute la vie économique, mais en particulier et d'une façon très aiguë sur l'agriculture.

Lorsqu'en 1885 la Grèce fut amenée pour subvenir à des charges exceptionnelles à établir, pour la quatrième fois depuis son indépendance, le cours forcé, on constata un bouleversement complet du marché intérieur. La hausse du change, consécutive à la baisse de la valeur de la monnaie nationale, produisit des changements graves dans l'économie du pays. La période du cours forcé fut relativement longue, le cours du change tendant vers la hausse pendant toute cette période qui dura jusqu'à la fin du siècle ; il suffit de noter à titre d'exemple que le cours du franc avait atteint en 1897 le rapport 1,67 avec la drachme.

Mais cette politique d'inflation fut poussée assez loin, surtout en 1897, pour permettre à l'Etat de financer la guerre gréco-turque ; la quantité excessive de billets en circulation détruisit la confiance en la monnaie nationale. Cet état de choses ne manqua pas d'attirer l'attention des créanciers étrangers. En effet, une intervention des principales puissances créancières de la Grèce eut lieu ; elle se manifesta par l'établissement d'une Commission internationale de contrôle, ayant pour but de veiller au fonctionnement régulier du service des dettes extérieures.

Une des principales mesures prises par la Commission internationale pendant l'exécution de son programme d'intervention fut d'arrêter l'inflation monétaire. Elle alla même jusqu'à une réduction sensible des billets en circulation.

Cette politique de déflation, appliquée ainsi brusquement, devait produire, fatalement, ses effets sur l'économie nationale et spécialement sur l'économie rurale. Une crise économique en fut la conséquence ; il était d'ailleurs difficile d'obtenir une baisse parallèle et immédiate des prix. Mais il y a plus : la réduction brusque et démesurée de la quantité d'instruments monétaires en circulation paralysa sur tous les marchés les opérations et provoqua une véritable atonie économique. De plus, par suite de l'exportation des produits agricoles, les vendeurs de ces produits jetaient simultanément à certaines époques de l'année sur le marché du change un grand nombre de devises étrangères pour obtenir en retour des drachmes. Il en résultait, par suite de la quantité limitée de la monnaie nationale, la hausse du change grec. Ainsi les vendeurs des produits agricoles perdaient sur le cours du change ce qu'ils gagnaient sur le prix de vente de leurs produits (1).

Il est évident que la perte subie par les agriculteurs était destinée à se faire sentir sur l'ensemble de la vie économique, menacée d'asphyxie par la déflation.

Pourtant le système d'émission restreinte fonctionna jusqu'en 1910, date à laquelle fut votée la loi connue

(1) C. f. Ch. Rist : *Cours d'économie politique*, année 1930-1931.

sous le nom de loi Γ X M B qui le remplaça par le système du Gold exchange standard (1). D'après le nouveau régime monétaire, la Banque d'émission était autorisée à acheter les devises étrangères qui se présenteraient sur le marché national en émettant des billets en quantité supplémentaire pour assurer l'équilibre des besoins du marché et éviter les fluctuations du change.

Le nouveau régime, modifié sur certains points pour lui assurer plus de souplesse en présence des nouvelles conditions de la vie économique, a fonctionné d'une façon normale jusqu'en 1919. Après 1919 l'économie monétaire hellénique entra dans une nouvelle ère d'inflation. La guerre que la Grèce fut obligée de continuer contre la Turquie ainsi que les désastres de l'Asie Mineure qui la terminèrent provoquèrent la naissance d'immenses besoins nouveaux, auxquels les gouvernements devaient subvenir.

Eu égard à la faiblesse de l'économie hellénique, conséquence de dix ans de lutte, seule l'inflation était capable d'y satisfaire. Il serait peut-être intéressant de suivre les péripéties par lesquelles l'économie grecque est passée jusqu'à la stabilisation de la monnaie en 1928. Mais cette analyse serait en dehors des cadres du présent travail. Il nous suffira de noter, pour terminer ce rappel sommaire de l'histoire monétaire de la Grèce, que l'influence exercée

(1) C. f. Pour le texte et le développement critique de cette loi, l'ouvrage de M. Damiris : *Le système monétaire grec et le change*, Paris, 1920.

C. f. De même. X. Zolatas : *Les phénomènes monétaires et de change en Grèce de 1910 à 1927*, Athènes, 1928, p. 76.

par l'inflation sur l'économie nationale et spécialement l'agriculture est certaine et qu'elle fut néfaste. L'incertitude dans laquelle vivaient les agriculteurs, la difficulté de fixer les prix de leurs produits étaient pour beaucoup dans l'atonie générale de l'agriculture grecque. En effet, l'instabilité du change ne permettait pas aux producteurs d'établir leurs prix de vente sur une base solide. Ils redoutaient toujours de vendre à un prix insuffisant pour couvrir les frais de la campagne suivante. La stabilisation monétaire a eu des résultats satisfaisants. Malheureusement elle ne devait pas durer longtemps ; l'économie hellénique était destinée à retomber de nouveau, depuis 1931, dans l'incertitude angoissante qui accompagne l'instabilité monétaire.

4. — *L'organisation du Crédit agricole*

C'est à partir de l'année 1915 que le crédit à l'agriculture commence à prendre une sérieuse importance avec la création de coopératives agricoles de crédit. De même la Banque Nationale de Grèce fut obligée et jusqu'en 1928, en contre partie de son privilège d'émission, de consentir aux agriculteurs des avances à un taux inférieur à celui du marché (1) libre. Le fonctionnement de ce mécanisme de crédit devait contribuer, dans une certaine mesure, à l'encouragement des cultures et à l'allègement du lourd fardeau qui pesait sur les agriculteurs tributaires des usuriers.

(1) Il existe aussi en France une avance de 40 millions spécialement affectée au Crédit agricole par la Banque de France.

a) Les coopératives agricoles de crédit.

Depuis la première loi grecque sur les coopératives, votée en 1915, le mouvement coopératif a pris une extension importante dans la vie économique du pays.

Les indications suivantes permettent de caractériser l'évolution que le mouvement coopératif a parcouru depuis 1917 jusqu'en 1929 (1).

Genres de coopératives agricoles	Nombre de coopératives		
	en 1917	en 1921	en 1929
Coopératives de crédit	439	1.287	3.912
Coopératives d'achats en commun.	43	111	190
Coopératives de vente.....	73	132	394
Coopératives diverses.....	46	180	690
Total.....	601	1.710	5.186

Quant au nombre d'adhérents, celui-ci s'élevait en 1929 à 240.000 environ.

Dans l'ensemble de leur développement, les coopératives de crédit représentent, en 1929, environ 75, 40 %, ce qui indique, d'une façon nette, la tendance des agriculteurs grecs à favoriser un système de solidarité pour l'amélioration du crédit, afin d'échapper à l'emprise de l'usure.

(1) B. Simonide : *L'Economie rurale et la crise de la guerre mondiale*, in *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce*, p. 180, publiés par M. Andréadès.

C. f. De même. C. Pertountzi, op. cit., p. 55.

Il serait très utile, sans nul doute, de présenter l'importance numérique dans son évolution des prêts consentis et des crédits assurés aux agriculteurs par ces coopératives. Mais nous l'évitons pour ne pas trop nous éloigner de notre propre sujet d'étude.

b) Les avances faites aux agriculteurs par la Banque Nationale de Grèce.

Lors du renouvellement du privilège d'émission consenti à la Banque Nationale de Grèce en 1914, celle-ci s'engagea à augmenter les avances qu'elle faisait jusque-là aux agriculteurs. Par les encouragements précieux qu'il devait donner à l'Agriculture cet organisme était appelé à jouer un rôle capital dans l'évolution de l'économie rurale de la Grèce. Les sommes que la Banque Nationale de Grèce a allouées annuellement, depuis 1915 jusqu'en 1919, aux agriculteurs se sont assez rapidement, accrues passant de 4.685.160 drachmes en 1915 à 1.642.000.000 drachmes en 1929 (1). (Il faut d'ailleurs tenir compte de la dépréciation de la monnaie, pour expliquer cette augmentation importante des chiffres).

Mais quelque considérables que paraissent numériquement les capitaux affectés par la Banque Nationale de Grèce aux entreprises agricoles, le développement rural et surtout la culture systématique de certains produits spéciaux, notamment du tabac, avaient créé des besoins nouveaux auxquels les crédits accordés par la Banque

(1) C. f. *Compte rendu de la Banque Agricole pour l'année 1930*, p. 42.

C. f. Egalement. Simonide, op. cit., p. 184.

Nationale ne suffisaient pas entièrement. Il ne faut pourtant pas mésestimer l'intervention du premier établissement de crédit dans l'économie rurale. En effet, la Banque Nationale de Grèce, étant un organisme privé (investi du pouvoir d'émettre des billets de banque) et ayant intérêt à assurer un placement profitable de ses capitaux, devait, normalement, s'écarter des investissements incertains ; elle ne s'est pourtant pas laissée arrêter par cette considération égoïste et a prêté largement son appui à l'agriculture naissante.

Son concours eut été encore plus efficace, si son rôle d'organisme principal de crédit dans le pays ne l'avait appelée à intervenir dans d'autres branches de l'Economie nationale. Ainsi, la période qui a précédé la stabilisation monétaire a été caractérisée par le défaut de confiance qui régnait sur le marché ; les capitaux du dehors hésitaient donc à se porter vers l'Economie hellénique alors en développement ; c'est pourquoi la Banque Nationale a assuré la fonction de fournisseur de crédits au commerce, à l'industrie et à l'agriculture (1).

(1) C. f. *Compte rendu des opérations de la Banque Nationale de Grèce, année 1927.*

DEUXIÈME PARTIE

**Les Mesures protectrices
de la Production agricole**

CHAPITRE I

LES MESURES DE PROTECTION EMBRASSANT L'ENSEMBLE DE L'AGRICULTURE

Au cours de la première partie du présent ouvrage nous nous sommes attachés à examiner l'évolution de l'économie rurale hellénique. Nous en avons cherché les causes déterminantes et nous avons signalé celles qui ont contribué à maintenir l'agriculture grecque en un état de relative stagnation. On a pu constater, également, l'état rudimentaire de l'industrie nationale.

La Grèce devait donc se procurer à l'étranger la plus grande partie des produits industriels et alimentaires dont elle avait besoin. Si ces achats effectués à l'étranger constituaient le côté passif de la balance des comptes, les remises expédiées par les émigrants dans leur pays d'origine, le prix des services rendus par la marine marchande y figuraient à l'actif. Mais pour ce qui est spécialement de la balance commerciale, elle a été, de tout temps, déficitaire, en raison de l'exportation insuffisante des produits agricoles de luxe.

Nous empruntons à l'Annuaire économique de la Grèce (1) les données numériques suivantes sur l'évolution

(1) C. f. *Annuaire économique de la Grèce*, année 1929, p. 197.

de la balance commerciale hellénique depuis 1851 jusqu'en 1920 :

Le commerce extérieur de la Grèce depuis 1851 jusqu'en 1900 (moyenne correspondant à des périodes décennales et évaluées en milliers de drachmes-or) :

Années	Importations	Exportations	Déficit
1851/1860	29.034	15.810	13.324
1861/1870	60.072	32.162	25.910
1871/1880	91.959	56.827	35.132
1881/1890	120.257	86.419	33.838

Le déficit de la balance commerciale de la Grèce, depuis 1900 jusqu'en 1920, a été le suivant :

Années	Milliers de drachmes-or	Années	Milliers de drachmes-or
1901	46.512	1911	32.607
1902	57.566	1912	11.494
1903	51.570	1913	58.932
1904	46.446	1914	140.282
1905	58.065	1915	71.084
1906	21.110	1916	244.597
1907	31.448	1917	110.448
1908	43.320	1918	437.047
1909	35.862	1919	787.959
1910	15.965	1920	1.088.481

Le déficit de la balance commerciale était soldé par l'apport des capitaux étrangers qui satisfaisaient périodiquement aux besoins supplémentaires et assez impérieux

qu'entraînaient les guerres nombreuses, auxquelles le pays a pris part depuis 1832.

L'économie grecque dépendait donc de l'étranger. C'était une source de graves périls. En effet, si les éléments actifs invisibles de la balance des comptes faisaient défaut à un moment donné, si les exportations des produits agricoles de luxe diminuaient, ou si enfin les capitaux étrangers hésitaient à entrer dans le pays, l'équilibre économique était fatalement rompu et ainsi les troubles du change et de la monnaie nationale ne manqueraient pas d'aggraver et d'amplifier toute crise économique interne.

C'est, justement, ce qui ne tarda pas à advenir dans la période d'après guerre. Par exemple, à partir de 1920, exception faite de l'année 1922, la balance commerciale de la Grèce se traduisit par un déficit progressivement croissant. De 292.942.000 drachmes-or en 1921, il décroît en 1922 à 102.352.000 pour atteindre en 1929 le chiffre de 423.029.000 drachmes-or. Le grand courant d'importations, que provoque l'installation des réfugiés, est une des causes essentielles de ce déséquilibre. On assiste en même temps à la diminution progressive, allant jusqu'à l'anéantissement, des remises des émigrants, ainsi qu'à la crise des transports maritimes auxquels la marine marchande de la Grèce prenait une part active. Les capitaux étrangers s'abstenaient de venir alimenter l'Economie grecque, qui, pourtant, en avait besoin pour développer ses forces productives. L'exportation effective et massive de capitaux grecs fut le résultat nécessaire de ce déséquilibre ; elle *contribua en partie* à la dépréciation de la

monnaie nationale. La stabilisation monétaire avait été réalisée en fait en 1927 et en droit en 1928. Par malheur, les causes du déséquilibre n'avaient pas cessé de jouer contre la stabilité de la balance des comptes et l'assainissement économique. Au contraire, elles devaient prendre plus d'importance par la suite avec la crise économique mondiale et la crise de crédit qui s'y greffa en 1931 ; aussi une nouvelle secousse attendait-elle la monnaie nationale. Le déficit de la balance des comptes s'est élevé au cours des années 1929, 1930 et 1931 à 24,3 millions de livres-or, soit à une moyenne annuelle de 8,1 millions de livres-or. Pour le combler, la Banque de Grèce fut obligée de diminuer son encaisse de 5.296.000 livres-or (1). La suite inéluctable en fut l'abandon de l'étalon-or.

En présence de la succession rapide des événements internationaux les plus graves, il est tout naturel que les gouvernements grecs aient jugé que seule l'autarchie était susceptible de mettre leur pays à l'abri des répercussions de la crise mondiale. Ils imitaient en cela l'exemple de toutes les nations qui depuis la guerre pratiquent une politique de nationalisme économique et de protectionnisme aigu.

On se résolut donc à chercher dans le développement de l'agriculture nationale les moyens de subvenir à la subsistance du peuple en se passant du concours de l'étranger. Mais l'on n'avait pas attendu la crise pour mettre en œuvre cette solution séduisante. Aussi la politique agricole de la Grèce se résume-t-elle, depuis 1922,

(1) C. f. *Le compte rendu de la Banque de Grèce*, Athènes, 1932, p. 25.

en une série de mesures ayant pour but de réaliser le redressement de la production agricole et d'encourager la culture des denrées de première nécessité, actuellement importées des pays étrangers.

Les mesures prises sont de deux ordres.

D'une part celles qui tendent à améliorer les conditions générales de la vie et de la production agricole, et d'autre part celles qui ont pour objet de protéger certains produits, en particulier le blé, le tabac et le raisin de Corinthe. Pour ce dernier produit, du reste, les dispositions protectrices datent déjà de la fin du siècle dernier.

C'est à l'étude de la politique de défense de l'agriculture que nous nous consacrons dans le présent chapitre, avant d'aborder ultérieurement dans des chapitres spéciaux la protection de chacun des produits précités.

Les mesures générales qui visent à l'amélioration de l'agriculture dans son ensemble sont :

Les travaux d'amélioration des terres ;

L'organisation de l'enseignement agricole ;

L'application de nouvelles méthodes de technique agricole ;

La création de la Banque Agricole de Grèce.

I. — *LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA TERRE*

L'état arriéré de l'agriculture hellénique se traduisait, entre autres, par les étendues considérables de terres restées incultes, ainsi que par les difficultés d'irrigation auxquelles se heurtaient les cultures.

Depuis le début de la réforme agraire et de la colonisation intérieure, afin de rendre possible l'attribution de terres arables aux paysans indigènes, sans terres, et aux réfugiés accueillis en Grèce par suite de l'échange des populations, on s'est aperçu que le double problème de l'installation de la nouvelle population et de l'adaptation de la production nationale aux nouveaux besoins alimentaires de la population pourrait recevoir une solution satisfaisante par l'amélioration de la terre. Les travaux envisagés tendaient d'une part à étendre la superficie cultivable par le dessèchement des marais et d'autre part à créer un système d'irrigation et de drainage qui faisait défaut dans la plupart des régions agricoles.

L'exécution de ces travaux a été poursuivie dans les plaines de Salonique, de Serrès et de Drama (1).

Dans la plaine de Salonique, les travaux en cours d'exécution auront pour résultat, selon les calculs des spécialistes, de rendre à la culture 130.300 hectares de terres dont 40.000 hectares de terres irriguées et 90.300 hectares de terres asséchées. Sur 130.300 hectares il y a 50.200 hectares de terres à découvrir et 80.100 hectares de terres à protéger contre les inondations.

Les dépenses entraînées par l'exécution de ces travaux sont évaluées à 26.799.325 dollars. Déjà jusqu'à la fin de l'année 1931 les travaux en cours d'exécution ont coûté 19.299.325 dollars.

(1) C. f. *Le rapport de M. Caramanos, ex-directeur général du Ministère de l'Agriculture de Grèce, sur les travaux productifs*, 1932.

De même : *Le rapport du sénateur italien, M. Prambolini, in-journal « Elejthéron Vima », 19 Mai 1932.*

Les opérations à effectuer dans les plaines de Serrès et de Drama porteront sur une superficie de 145.300 hectares, sur lesquelles il y a 50.500 hectares de terres à dessécher et 94.700 hectares de terres à garantir contre les inondations. Les dépenses prévues sont évaluées à 21.600.000 dollars, dont 7.386.000 dollars ont été avancés jusqu'à la fin de l'année 1931. Les terres à rendre à la culture peuvent être ainsi réparties : 75.000 hectares de terres irriguées et 70.300 hectares de terres sèches.

Ainsi, l'ensemble de ces travaux ajoutera à la superficie actuellement cultivable du pays une étendue considérable de 275.600 hectares. De plus, l'ensemble des dépenses devant atteindre 48.400.000 dollars, la moyenne des charges, du fait des travaux d'amélioration des terres, représentera environ 176 dollars par hectare.

Le rendement brut probable des nouvelles terres cultivables ressortira selon les évaluations faites à 28.000.000 dollars, soit 1.010 dollars par hectare.

Il faut ajouter que l'Etat hellénique, ne pouvant pas compter sur ses propres ressources pour faire face à l'exécution de ces travaux, a dû recourir aux capitaux étrangers.

Comment seront exploitées les terres améliorées et desséchées ?

Ces terres, notons-le tout de suite, sont destinées à être distribuées aux cultivateurs qui n'en possèdent pas, pour constituer de petites exploitations autonomes. Mais les cultivateurs n'ont pas les ressources suffisantes pour tirer immédiatement parti de ces terres neuves. L'exploitation des premières années, surtout, nécessitera des capitaux abondants pour maintenir et continuer les

améliorations agricoles, tels que le défrichement, les canalisations, le drainage, etc. Le problème de la mise en valeur de ces travaux fut l'objet de nombreuses discussions.

D'après les uns la meilleure solution serait un régime d'intervention de l'Etat à la régie directe. Pour d'autres, la concession à une entreprise privée serait préférable, étant donné l'intérêt personnel qui incite toute entreprise à réaliser le plus de bénéfices possibles et développe l'esprit d'initiative en invitant à la recherche des procédés de culture les plus perfectionnés.

Un projet de loi, déposé par le Gouvernement à la Chambre hellénique en 1931, proposait un système intermédiaire. D'après ce projet, une société anonyme serait constituée par la Banque de Grèce et la Banque Agricole d'une part, et la Banque Nationale de Grèce de l'autre. Cette société, dotée de la personnalité morale et reconnue d'utilité publique, aurait pour mission d'assurer l'exploitation rationnelle et intense des terres en effectuant les dépenses nécessaires. Pour compenser ses charges l'Etat s'engagerait à l'exempter de tout impôt et du loyer. En outre, il garantirait l'intérêt du capital investi par la société.

Une dernière solution fut proposée par M. Canaghinis (1), directeur général du Ministère de l'Agriculture de Grèce. D'après M. Canaghinis, le système proposé par le Gouvernement présente le défaut capital de pousser la société

(1) C. f. P. Canaghinis : *Comment exploiter les terres desséchées de Macédoine*, in « *Economicos Tachydromos* », 4 Septembre 1932.

chargée de l'exploitation des terres à se transformer en une véritable régie désintéressée, puisque la garantie financière de l'Etat supprime tout aléa. Or le risque est le seul instrument qui puisse encourager une entreprise à améliorer son exploitation. Pour parer à cet inconvénient, il conviendrait de substituer à la solution préconisée par le Gouvernement celle d'un office national, organisme d'Etat autonome tant au point de vue financier qu'au point de vue de l'administration.

L'institution proposée par M. Canaghinis présente l'avantage d'utiliser les services techniques du Ministère de l'Agriculture, dont la compétence et l'expérience ont fait leurs preuves à l'occasion de l'installation des réfugiés.

En dehors des mesures qui tendent à accroître la superficie cultivable et à choisir le meilleur système d'exploitation, d'autres furent prises. Leur portée est limitée, mais elles ont également pour objet d'encourager l'agriculture : Ce sont d'une part la création au Ministère de l'Agriculture d'un service de drainage et d'irrigation (le rôle que ce service est appelé à jouer est des plus importants, étant donné qu'il devra indiquer les meilleurs procédés permettant de diminuer les grands aléas dans les récoltes) ; d'autre part l'intervention de l'Etat devint plus poussée, elle se traduisit par la création d'associations forcées de propriétaires ayant pour but d'améliorer les terres. Quinze associations d'améliorations existent déjà sur le type des associations syndicales françaises, 47 seront bientôt formées sur le même type.

La Banque Agricole est appelée à fournir la plus

grande partie des capitaux affectés aux travaux d'amélioration poursuivis par ces associations et évalués à 215.000.000 de drachmes. Ces capitaux seront employés pour des travaux d'amélioration, portant sur une étendue globale de 384.000 stremmes (1).

II. — L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Une politique ayant pour but le progrès de la vie et de la production agricole ne pouvait pas négliger la formation professionnelle du cultivateur et des cadres techniques. D'ailleurs, dans notre pays la question de l'enseignement agricole présente une importance spéciale ; l'agriculture étant exercée dans un grand nombre de petites exploitations autonomes, elle ne peut subsister, naturellement, que s'il existe une grande proportion d'individus au courant de tout ce qui concerne la profession.

Il est évident que l'enseignement professionnel agricole était appelé, en Grèce, à jouer un rôle capital. Il doit habituer les laboureurs hellènes à une plus exacte compréhension de leurs intérêts. En effet, une série de problèmes de première importance se posent constamment dans la vie des champs, l'agriculteur ne peut y donner de solution. Il procède de façon empirique et insuffisante. Ainsi la formation technique permettra au cultivateur d'agir selon les besoins du marché, d'observer scrupuleusement le principe d'économie dans la production, en cherchant à

(1) C. f. *Compte rendu du Ministère de l'Agriculture de Grèce*, Athènes, 1932.

diminuer les frais et accroître le rendement. Elle l'aidera enfin à améliorer la qualité de ses produits.

Les procédés techniques modernes devenant de plus en plus perfectionnés et compliqués, l'agriculteur ne pourrait en tirer profit sans une initiation préalable.

C'est donc pour l'aider dans ses efforts que l'enseignement agricole fut organisé en Grèce. Il est actuellement à trois degrés.

Au bas de l'échelle, il y a l'enseignement élémentaire assuré, soit par la voie de l'enseignement post-scolaire (des cours d'éducation agricole sont organisés les Dimanches dans divers districts, près de 4000, la fréquentation en est facultative), soit par les écoles élémentaires d'agriculture ; il faut ajouter qu'on s'efforce d'introduire l'enseignement agricole dans l'armée.

Au second degré on trouve les écoles professionnelles agricoles, correspondant à l'enseignement secondaire, au nombre de trois, ayant pour but de former les cadres techniques.

Enfin, l'Ecole supérieure d'agriculture à Athènes a pour mission de recruter par concours un nombre limité d'élèves qui reçoivent, pendant trois ans, une formation théorique et technique élevée et sont destinés à faire partie du personnel supérieur des services agricoles.

III. — *APPLICATION DES MÉTHODES NOUVELLES DANS LA CULTURE*

L'introduction dans l'Economie rurale de la Grèce des procédés techniques modernes était indispensable,

car il fallait donner à l'agriculture une importance que l'Hellade n'avait pas connue auparavant et dont elle serait susceptible d'apprécier les avantages. Les efforts faits par l'Etat, surtout pendant les derniers temps, ont tendu systématiquement à développer la production agricole. Aussi n'a-t-il pas manqué d'agir parallèlement tant pour organiser et protéger les agriculteurs que pour encourager à choisir la culture la plus rémunératrice.

Le développement de la technique agricole s'est manifesté en Grèce principalement sous trois aspects, à savoir :

- a) Par la création de fermes de démonstration ;
- b) Par les champs d'expérience ;
- c) Par l'application de la culture mécanique.

a) Les fermes de démonstration sont créées avec la collaboration de l'Etat et des particuliers. Une entente entre l'Etat et certains citoyens est conclue pour en fixer les conditions. Les bases de cet accord sont les suivantes : le particulier propriétaire d'une terre cultivable consent à cultiver cette terre selon les indications et les conseils que lui donneront les agents techniques de l'Etat. Ce dernier offre à son tour à l'agriculteur, en dehors de la direction technique de la culture assurée par ses ingénieurs agronomes, une somme pouvant aller jusqu'à 5.000 drachmes pour lui permettre de subvenir à ses frais de culture. L'avantage du système réside dans le fait que le cultivateur parvient à se convaincre de l'efficacité des procédés techniques, surtout lorsqu'il les a appliqués lui-même et a pu constater un rendement meilleur à des conditions peu coûteuses. L'exemple du cultivateur bénéficiaire sera vite imité par ses voisins,

et ainsi le système a beaucoup de chances de conduire à la propagation de la technique agricole dans le pays. Effectivement, le nombre de ces centres de démonstration fut vite augmenté, il atteignait à la fin de 1932 1.740. Le système était appliqué surtout dans les régions productrices de céréales.

b) Les champs d'expérience. A la différence des fermes de démonstration, qui peuvent être multipliées pour donner aux agriculteurs l'habitude de la culture méthodique, les champs d'expérience sont limités en nombre, de 2 à 4 par région. Un crédit de 25.000 drachmes est affecté à chacun afin de rechercher et ensuite faire connaître aux agriculteurs les cultures qui s'adaptent le mieux à leur région ; ceci afin de supprimer les entreprises à rendement insuffisant parce que mal adaptées aux conditions climatiques.

c) Enfin la culture mécanique. C'est sur l'initiative de l'Etat que l'application de la culture mécanique fut réalisée en Grèce. Ce procédé s'efforce d'éviter la destruction, quelquefois presque complète des récoltes, à la suite de la sécheresse du printemps. Par la culture mécanique on effectue des labours profonds afin de conserver l'humidité nécessaire qui seule assure la résistance des céréales. Pour intéresser les agriculteurs à l'application de ce procédé, l'Etat prend à sa charge une part des frais nécessités par la culture mécanique.

Les critiques qu'on a adressées en Grèce à la culture mécanique sont celles qu'on formule habituellement contre l'application du machinisme en agriculture, à savoir qu'il est inapplicable à l'exploitation agricole et

qu'il est inefficace s'agissant de petites entreprises à cause des difficultés techniques et économiques. Mais à ces objections il est facile de répondre : on peut employer et développer le machinisme en agriculture par l'association qui permet un travail moins onéreux.

Malgré ces critiques, les efforts faits jusqu'à présent ont donné des résultats satisfaisants. Les labours profonds, là où ils furent essayés, ont augmenté le rendement du blé de 30 à 50 %, celui de l'orge de 50 à 80 % et enfin celui de maïs de 100 %.

Il est évident que l'introduction et l'application rationnelle des procédés techniques dans l'agriculture hellénique sont destinées à avoir des résultats encourageants.

IV. — *LA BANQUE AGRICOLE DE GRÈCE*

L'organisation du crédit agricole fut une des premières préoccupations des gouvernants hellènes ; ceux-ci ont voulu donner à l'agriculture du pays l'extension nécessaire pour améliorer les conditions de travail et de vie des populations paysannes ; d'ailleurs dans l'intérêt du bon ordre et de la stabilité sociale du pays tout entier.

Nous avons eu l'occasion, dans la première partie de la présente étude, de constater les difficultés financières au milieu desquelles les cultivateurs se débattaient. Privés de capitaux disponibles, ils étaient obligés de s'adresser aux seules portes que leur ouvraient les usuriers. Mais les charges de ces dettes étaient si lourdes que les

agriculteurs ne parvenaient pas à s'en libérer complètement et demeuraient, au contraire, tributaires de leurs créanciers.

Tenant compte de cette nécessité si impérieuse, le Gouvernement a institué en 1929 la Banque Agricole de Grèce. Elle a pour but de donner aux paysans les capitaux nécessaires pour améliorer leurs entreprises.

Une convention intervint à cet effet entre la Banque Nationale de Grèce et le gouvernement, convention qui fut ratifiée par une loi.

D'après ces actes, la Banque Agricole de Grèce est un organisme bancaire autonome reconnu d'utilité publique. Elle est pourvue de deux sortes d'organes: *a)* Le Conseil d'administration; *b)* Le Conseil de surveillance.

a) Le Conseil d'administration :

Il comprend treize membres, dont un gouverneur nommé par le gouvernement avec le consentement de la Banque Nationale de Grèce; les autres membres sont des représentants de l'Etat et de la Banque Nationale de Grèce, de la Banque de Grèce, des coopératives agricoles et des Chambres d'agriculture, ainsi que de la Faculté de droit d'Athènes.

Le Conseil d'administration a pour mission de déterminer la politique de crédit que la Banque agricole devra suivre et de fixer le montant des capitaux qui seront affectés à l'agriculture.

b) Le Conseil de surveillance :

Il comprend trois membres; un Conseiller d'Etat, un Conseiller à la Cour des Comptes et enfin un Conseiller à la Cour de Cassation; il a pour mission de surveiller

et de contrôler la légalité des actes du Conseil d'administration.

La Banque Agricole de Grèce a reçu lors de sa constitution une première mise de fonds. 811.000.500 drachmes étaient fournies sur ressources d'Etat, 180.000.000 de drachmes devaient lui être remises par la Banque Nationale de Grèce en vertu de la convention passée par cette dernière et l'Etat, aux termes de laquelle l'institut d'émission était obligé de mettre à la disposition du nouvel organisme cette somme qui provenait de la réévaluation de l'encaisse métallique après la stabilisation de 1928, et enfin 90.731.198 drachmes reliquat de la liquidation de quatre banques agricoles locales préexistantes absorbées par la banque nouvelle.

A ces capitaux il faut ajouter les dépôts que les particuliers effectuent à la nouvelle banque. On les évaluait en 1930 à 200 millions de drachmes, ainsi que 75 millions de drachmes, soit 200 mille livres sterling, provenant d'emprunts que la banque des règlements internationaux a consenti à la Banque Agricole de Grèce au taux de 6 %.

Avec ces capitaux la Banque Agricole peut dispenser une masse de crédits considérable. Elle pourrait faire preuve de plus d'élasticité dans sa fonction de crédit, si on lui rendait la faculté de réescompter à la Banque de Grèce (banque d'émission) une partie de son portefeuille. Les fonctions assignées à la Banque Agricole peuvent être ainsi résumées en quelques traits :

a) Assurer le bon fonctionnement du crédit agricole dans le pays, en accordant aux agriculteurs des crédits

à court, à moyen et à long terme par l'entremise des coopératives ou autres groupements agricoles.

b) Faciliter le développement des coopératives, en assurant le contrôle financier.

c) Contribuer au développement des modes d'écoulement des produits agricoles helléniques dans des conditions satisfaisantes. Quant aux moyens d'exécution, auxquelles la Banque Agricole de Grèce peut avoir recours pour recouvrer ses créances, ce sont : le droit de préférence et le droit de mise en gage des produits agricoles et des animaux ; l'exécution a lieu suivant une procédure simplifiée.

Comment la Banque Agricole de Grèce a-t-elle rempli la mission que lui avaient confiée ses fondateurs ?

La fonction de crédit, qui est la principale, s'est étendue à deux domaines différents. D'une part la Banque Agricole a accordé des crédits d'exploitation, et d'autre part des crédits d'amélioration.

Mais avant de donner quelques précisions sur l'importance numérique de ces crédits, il faut noter que l'insuffisance des capitaux a empêché la Banque d'aider les agriculteurs à éteindre les anciennes dettes qui pèsent sur eux. Il aurait cependant été fort désirable de résoudre ce problème dans l'intérêt de l'agriculture naissante.

Les services effectivement rendus par la Banque Agricole de Grèce à l'agriculture depuis sa création apparaissent clairement à l'examen des données numériques, relatives aux années 1930 et 1931 que nous citons ci-après : (1)

(1) C. f. Ch. Evelpidis : *Le crédit agricole en Grèce*, Athènes, 1932, p. 6.

ANNÉE 1930

1^o Prêts cultureux, à court terme, avec garantie personnelle.

a) Aux coopératives agricoles....	Dr.	638.055.651
b) A des agriculteurs isolés.....	—	259.442.738

2^o Prêts à court terme, avec garantie réelle (nantissement).

a) Aux coopératives agricoles	Dr.	284.520.385
b) A des agriculteurs isolés	—	107.086.519

3^o Prêts d'amélioration.

a) A moyen terme.....	Dr.	9.549.600
b) A long terme	—	5.264.500

4^o Crédits faits à des organismes agricoles.

a) A la Caisse agricole de Corfou..	—	14.071.623
b) Au service de concentration des céréales	—	124.283.720

Total — 1.442.274.720

ANNÉE 1931

1^o Prêts cultureux, à court terme, avec garantie personnelle.

a) Aux Coopératives agricoles....	Dr.	609.896.245
b) A des agriculteurs isolés.....	—	332.491.119

2^o Prêts à court terme, avec garantie réelle (nantissement)

Dr. 385.597.736

3^o Prêts d'amélioration.....

Dr. 35.586.599

4^o Crédits faits à des organismes

agricoles

Dr. 352.389.500

Total Dr. 1.603.113.614

Il faut remarquer, d'après ces données, que la grosse majorité de prêts consentis par la Banque Agricole étaient des prêts à court terme.

En effet, les prêts à court terme étaient pour l'année 1930 de l'ordre de 95 % sur l'ensemble des crédits consentis, et pour l'année 1931 ces prêts atteignaient 82% .

L'importance numérique des prêts à court terme s'explique, car il importait de procurer aux agriculteurs les moyens de couvrir les frais d'exploitation. On a remarqué, avec raison du reste, que la politique du prêt à court terme présentait le grand inconvénient de favoriser la consommation. La Banque Agricole a pourtant justifié son attitude (1) en s'appuyant sur deux faits caractéristiques de l'Economie hellénique : D'abord, disait-elle, le prêt à court terme répond aux besoins immédiats des cultivateurs qui, sans ces crédits, se trouveraient dans l'impossibilité de continuer leurs cultures. Ensuite, les prêts à moyen terme ne pourraient pas fonctionner d'une manière satisfaisante en Grèce. Le cadastre y fait défaut et une multitude de formalités, relatives à la constatation du droit de propriété et la constitution d'hypothèques, doivent obligatoirement précéder tout emprunt à longue échéance. Elles le rendent malaisément praticable.

D'ailleurs le prêt à court terme, tel qu'il est conçu actuellement par la Banque Agricole, s'il constitue un prêt à la consommation, doit être considéré plutôt comme un crédit d'exploitation. En effet, c'est grâce à ces prêts

(1) C. f. *Compte rendu de la Banque Agricole de Grèce*, Athènes, 1931, p. 56.

que les cultivateurs renouvellent leur outillage, achètent les semences pour l'année suivante et subviennent en définitive à leurs besoins d'entretien et d'exploitation.

En ce qui concerne l'agriculture en général, il y a des cas où les prêts à la consommation constituent, ainsi que le remarque M. Philippovitch, des prêts à l'exploitation, puisqu'ils procurent aux agriculteurs leurs moyens de subsistance (1).

Mais la Banque Agricole ne limita pas son activité ; ainsi elle consentit des prêts pouvant aller jusqu'à 15.000 drachmes par cultivateur. Ils avaient pour but d'acheter des animaux de trait et le matériel nécessaire, sans exiger des bénéficiaires de ces crédits une constitution d'hypothèque. La Banque envisage en outre la possibilité d'accorder des prêts hypothécaires, à condition que le gouvernement prenne des mesures législatives de nature à simplifier la constatation du droit de propriété.

Les prêts furent consentis par la Banque Agricole, selon les régions, les modalités et les bénéficiaires du crédit, aux taux d'intérêt suivants :

Ainsi, dans les provinces nouvelles, à savoir la Macédoine, l'Épire, la Thrace, les Iles de Crète et Mytilène, les taux pratiqués par la Banque sont 7 % pour les crédits à court terme octroyés aux coopératives, sous forme de prêts cultureux d'une durée annuelle. 7 1/2 % pour les crédits à court terme accordés à des agriculteurs isolés, sous forme de prêts cultureux. 6 % pour les prêts à moyen

(1) C. f. E. Philippovitch : *La politique agraire*, Paris, 1904, p. 273.

terme consentis aux coopératives. 6 1/2 % pour les prêts à moyen et long terme accordés aux agriculteurs isolés.

Dans les régions de l'ancienne Grèce les taux ci-dessus sont majorés de 2 % pour les prêts accordés à des cultivateurs et de 1/2 % pour les prêts accordés à des Unions coopératives.

Si nous comparons ces chiffres avec le taux d'intérêt courant, qui varie sur le marché hellénique entre 12 et 16, nous constatons que la Banque Agricole pratique un taux d'intérêt relativement bas, car, n'ayant pas à rémunérer la mise de fonds d'actionnaires, elle a toute latitude pour poursuivre sans souci de gain sa politique de bienfaisante assistance à l'égard de l'agriculture.

La Banque Agricole ne se borne pas aux opérations de crédit. Elle ajoute à cette tâche normale et essentielle d'autres occupations. Elle organise la production et le marché des produits agricoles. Après une étude attentive et systématique des conditions de travail et de vie des producteurs agricoles, elle essaie de donner aux cultivateurs des directives en vue de l'extension utile de leurs travaux. Elle leur accorde un secours effectif, en effectuant des travaux de drainage, d'irrigation, en améliorant les semences et les cultures.

Quant au placement des produits agricoles, la Banque Agricole intervient en tant que régulatrice des prix. Ainsi, en exécution d'un accord passé entre elle et les services militaires, ces derniers se sont engagés à acheter les céréales secondaires ainsi que les fourrages, destinés à l'alimentation des chevaux de l'armée, aux Unions régionales des Coopératives agricoles.

De plus, pour protéger les producteurs de légumes contre la mévente et la spéculation abusive des intermédiaires, la Banque Agricole a organisé des magasins de vente dans les centres de consommation de ces produits. Enfin elle protège certainesd enrées, notamment les caroubes, qui traversent une sérieuse crise de mévente. Pour les aider à franchir ce passage difficile, elle a acheté des quantités considérables de caroubes et a accordé des crédits aux producteurs. Elle est parvenue à régulariser l'offre suivant les besoins du marché.

Ainsi, la Banque Agricole de Grèce s'est efforcée, depuis sa création, d'une part de rendre possible le relèvement de l'Economie rurale en mettant à la disposition des cultivateurs les capitaux nécessaires et les moyens techniques ci-dessus indiqués ; enfin elle dirige les efforts des agriculteurs, elle encourage leurs initiatives afin d'améliorer leur production et de placer leurs denrées agricoles avec profit.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DU BLÉ

En raison du déficit de la balance des comptes, de l'impossibilité pour la Grèce de se suffire à elle-même, des restrictions dans les échanges internationaux, la Grèce vit, aujourd'hui, sous la menace de l'anéantissement économique. C'est pourquoi, dans la politique économique du pays, on cherche depuis quelques années à réduire, autant que possible, les importations pour diminuer les paiements extérieurs. Il est intéressant de rechercher comment l'on a procédé, en ce qui concerne un des articles les plus importants, à savoir le blé, qui est l'occasion de paiements considérables.

Ainsi : en 1928, les quantités entrées en Grèce représentent 556.747 tonnes, d'une valeur de 7.242.000 livres sterling. En 1929 elles s'élèvent à 687.960 tonnes, leur prix est de 8.200.000 livres sterling.

Le montant des charges annuelles, provenant de l'importation des céréales, varie entre 7 et 8 millions de livres sterling, soit les 43 ou 50 % du déficit total de la balance commerciale (ce dernier a été en 1928 et 1929 de l'ordre de 16 millions de livres sterling).

A la base de la politique du blé, pratiquée en Grèce, il y a la nécessité de supprimer des achats à l'étranger,

qui sont à l'origine du déficit annuel de la balance commerciale dans une proportion de 40 %. Il faut, donc, réaliser, en matière frumentaire, l'autarchie de la Grèce.

Il s'agirait en somme de développer la culture du blé dans le pays et de produire 820.000 tonnes environ chaque année, ce qui correspondrait à la consommation. Etant donné que la production annuelle ne dépasse pas actuellement 350.000 tonnes sur lesquelles 75.000 sont utilisées pour les semences, ce qui laisse à peine 275.000 tonnes pour la consommation, il faudrait que l'agriculture nationale se substituât pour 555.000 tonnes par an aux importations. On voit bien, par conséquent, le caractère vital de l'effort demandé à la nation pour mener à bien une telle entreprise.

Il y a, pourtant, lieu d'ajouter qu'en dehors des besoins immédiats que cette politique du blé est appelée à satisfaire, des raisons d'ordre social et politique imposent à la Grèce une solution semblable.

En effet, il ne faut pas perdre de vue que la culture des céréales et spécialement du blé est la plus importante par le nombre de travailleurs qui en vivent et par la superficie qu'elle occupe (33 % de la superficie cultivée sont affectés à la culture du blé). Depuis que l'émigration est devenue très faible et même qu'elle a disparu, une partie imposante de la population active du pays doit être employée d'une façon productive. Il est naturel que dans un pays où l'agriculture reste, en dépit d'un relatif essor de l'industrie, la principale source de richesse, on cherche à tirer le maximum de la terre par la mise en œuvre d'un travail intensif et l'emploi de méthodes

appropriées. Les avantages que la Grèce en peut tirer sont : la stabilité de sa population, l'amélioration et les perfectionnements de sa structure économique et enfin une indépendance relative à l'égard de l'étranger pour les articles de première nécessité.

Les mesures que cette politique du blé comporte peuvent être groupées en deux catégories :

Les unes tendent à obtenir l'autarchie du pays en blé ;

Les autres ont pour but d'assurer aux cultivateurs un revenu suffisant, grâce à un prix de vente rémunérateur.

I. — *LE PROBLÈME DE L'AUTARCHIE EN BLÉ DEVANT L'OPINION ET LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES*

Bien que l'on doive, à première vue, admettre que la Grèce ne saurait renoncer à son indépendance économique en ce qui concerne le blé, il faut reconnaître que, sur ce sujet, des discussions passionnées se sont fait jour. Il nous faut les résumer brièvement avant d'examiner si la situation matérielle de la Grèce permet de réaliser une telle transformation. Nous aurons ensuite à exposer les mesures d'ordre technique, employées pour la mise en pratique de l'autarchie en blé.

1. — *Les critiques adressées contre l'autarchie en blé*

Les critiques auxquelles s'est heurtée l'autarchie en blé sont de deux ordres : les unes sont fondées sur des

raisons historiques, les autres procèdent des raisons techniques et économiques.

1^o L'argument historique s'appuie sur le fait que dès l'antiquité la Grèce avait à lutter contre le manque de blé. Elle était obligée de recourir au blé venant de l'étranger, et notamment du Pont, pour alimenter sa population.

Que vaut cet argument ? Tout d'abord on peut objecter aux adversaires de l'autarchie que si la Grèce antique manquait de blé, il y avait à cela deux raisons essentielles : d'abord le commerce était pour les Grecs (de l'époque classique tout au moins) une occupation économiquement plus profitable, étant donné surtout les dispositions particulières de l'hellène pour le commerce et spécialement le commerce international. Une autre qualité l'y rendait encore plus apte : il était un marin incomparable (1). Ensuite, quand on parle de la Grèce antique, on oublie, trop souvent, qu'il s'agissait principalement de l'Attique et de quelques régions véritablement peu aptes à la culture du blé. L'argument tiré de l'histoire est ainsi sans valeur quand il s'agit de la Grèce actuelle qui comprend des terres comme la Thessalie, la Macédoine et la Thrace, connues pour leur fertilité, et qui, du reste, envoyaient dans l'antiquité leurs céréales en Attique et dans les villes maritimes.

(1) C. f. L. Gernet : *L'approvisionnement d'Athènes en blé aux 5^{me} et 6^{me} siècles*, Paris, 1909, qui cite le passage suivant de Xénophon : « Lorsqu'il y a abondance de blé et de vin, ce dernier étant à bas prix, la culture cesse d'être rémunératrice, et beaucoup abandonnant le travail de la terre se tournent vers le commerce maritime, le commerce de détail et la banque ».

2^o Quant à l'argument d'ordre technique on peut l'exposer de la manière suivante :

Avant tout, dit-on, le climat de la Grèce ne se prête pas à la culture du blé, étant donné que les changements météorologiques agissent de manière défavorable sur le rendement des cultures du blé. Et les critiques de la politique nouvelle ne manquent pas de rappeler les raisons décisives à leurs yeux, qui plaident contre la transformation de la Grèce en producteur de blé, à savoir :

a) La mauvaise répartition des pluies dans les diverses périodes de l'année (beaucoup de pluie en automne et en hiver, très peu au printemps et en été) ce qui produit, souvent, au mois d'Avril et de Mai une sécheresse destructive de la récolte future du blé, celle-ci étant à cette époque au stade de développement, qui demande la pluie.

b) En second lieu, la constitution géologique du sol hellénique est telle que l'acide phosphorique indispensable à la culture manque généralement dans les terres cultivées. Mais on peut remarquer que ces arguments n'en sont pas moins pertinents. On décrit les défauts du sol hellénique et les partisans de l'autarchie ne refusent pas de les reconnaître. Mais ils estiment que l'on peut lutter contre eux en employant les procédés que la science met à la disposition de l'agriculture.

En effet, ils soutiennent non sans optimisme mais avec raison, croyons-nous, qu'il est possible et même nécessaire de recourir aux progrès de la technique pour suppléer à la disgrâce de la nature. Ainsi : 1^o On peut actuellement utiliser des variétés des semences sélectionnées et capables de s'adapter aux variations météorologiques. 2^o On

peut, également, considérer comme acquis, dans la technique agricole moderne, l'usage de plus en plus généralisé des engrais chimiques pour développer les qualités fertilisantes du sol. De plus, ce qui est urgent en Grèce, c'est de substituer, sans retard, aux moyens rudimentaires, employés actuellement pour labourer la terre, la charrue en fer et les machines à labourer (1).

3° Enfin l'argument d'ordre économique, soutenu contre la politique de l'autarchie, est fondé sur l'insuffisance des terres cultivables en Grèce, qui interdirait de suivre la culture systématique du blé. La Grèce, ayant une population dense, il est économiquement mauvais, dit-on, d'employer le peu de terres disponibles à la culture du blé ; il y a par contre un double intérêt à ce que l'on s'attache plutôt à d'autres cultures spécialement à celle des produits agricoles de luxe. Ces derniers, par leur rendement économique élevé, assureraient une rémunération plus satisfaisante aux travailleurs, en même temps qu'ils occuperaient une masse plus importante de

Sur la question de l'autarchie de la Grèce en blé :

(1) C. f. *L'excellente étude de M. N. Anagnostopoulos*, op. cit. C. f. également la *monographie de M. A. Mouratoglou*, op. cit. Voir aussi pour ce même sujet les articles suivants : 1° Sp. Chassiotis : *L'autarchie de la Grèce en blé*, dans le périodique « *Ta Néa Géoponica* », Athènes, Janvier 1928 ; 2° J. Papadakis : *La Grèce peut-elle s'assurer son autarchie en blé ?* dans la revue « *Ekonomikos Tachydromos* », Athènes, 30 Janvier 1927 ; 3° Ch. Evelpidis : *La culture du blé et l'autarchie en blé*, dans la revue « *Pitharchia* », Athènes, 22 Juin 1930 ; 4° J. Caramanos, qui a publié une série d'articles sur cette même question dans la revue « *Ergassia* », Athènes, Juillet-Août 1931.

producteurs, ce dont l'économie nationale tirerait un plus grand profit.

Cet argument en faveur de la culture des produits de luxe, valable en lui-même, ne porte pas pleinement contre l'autarchie en blé. Sans nier les avantages que peut procurer la culture des produits de luxe en temps normal, lorsque ces derniers ne rencontrent qu'une faible concurrence sur le marché international, cette politique a pour but de réaliser un équilibre de la production hellénique. En effet, si la Grèce arrive à se suffir en blé, il n'y aura pas d'inconvénient, bien au contraire, à intensifier la culture des denrées de luxe à condition qu'elles trouvent des débouchés. La politique de l'autarchie en blé augmentera la vitalité de l'agriculture hellénique sans pour cela détruire sa situation privilégiée de productrice de marchandises de second ordre. Il est indispensable que le pays puisse produire le blé nécessaire pour son pain en toute indépendance, sans être à la merci de l'extérieur. De plus, la crise a condamné à la quasi-stagnation les produits de luxe ; il en résulte une situation critique, car il faut, pour se procurer à l'étranger les marchandises de première nécessité, régler les achats avec des devises que l'arrêt des exportations des denrées de luxe ne permet plus de se procurer.

D'ailleurs, il y a des difficultés techniques presque insurmontables pour remplacer la culture des céréales par celle des produits à grand rendement économique. En effet, sur une superficie cultivée de 27 millions de stremmes, les céréales occupent 16,5 millions soit 61 %. Les terres qui y sont affectées ne se prêteraient point à la culture

des produits de luxe pour des raisons géographiques. Il est difficile et délicat de lutter contre la médiocrité du sol par des procédés techniques et d'obtenir un rendement rémunérateur de ces denrées sur un terrain qui ne leur convient pas. Les améliorations techniques deviendraient pratiquement sans objet, car leur emploi exigerait des dépenses trop élevées en comparaison du profit éventuel qu'elles assureraient.

Après avoir examiné les points sur lesquels portent les controverses relatives à la politique de l'autarchie en blé, il est légitime et même indispensable d'envisager les moyens positifs destinés à la réaliser.

Le problème à résoudre se pose de façon très nette : il s'agit, en somme, que l'agriculture hellénique puisse produire annuellement les 555.000 tonnes de blé que la Grèce importe de l'extérieur ; une fois la culture du blé devenue assez importante pour parer aux nécessités immédiates, il faudrait l'améliorer progressivement pour satisfaire aux besoins nouveaux que crée l'accroissement progressif de la population.

Pour répondre à la première question, nous nous contenterons de présenter l'argument qu'invoquent les partisans de la politique nouvelle. D'après eux, la rationalisation de la culture du blé donnerait un rendement trois fois supérieur à celui obtenu jusqu'à présent. Etant donné que le rendement actuel par stremme cultivé en blé atteint la moyenne de 70 kilogrammes, on pourrait obtenir, selon les adeptes de l'autarchie, un rendement moyen de 200 kilos. Ainsi les 6.000.000 de stremmes, cultivés actuellement (1931), donneraient chaque année,

avec la rationalisation et en comptant un rendement moyen de 150 kilos par stremme, 900.000 tonnes de blé. En déduisant les 90.000 tonnes, utilisées pour les nouvelles semences, il reste une différence nette de 810.000 tonnes que l'on peut affecter à la consommation.

Il faut ajouter que de nouvelles étendues, évaluées à 2.756.000 stremmes, deviendraient cultivables après les travaux en cours ; les terrains éventuellement consacrés à la culture du blé auraient, suivant les mêmes calculs, un rendement annuel de 200.000 tonnes de blé.

Maintenant on peut se demander si ce rythme d'accroissement dans la production peut suivre celui de l'augmentation de la population. La réponse à cette question semble devoir être négative. Si l'on tient compte de la rapidité avec laquelle la population grecque s'accroît, soit de 70.000 âmes par an, on peut demeurer sceptique sur la réalisation intégrale de l'autarchie. En outre, la loi du rendement moins que proportionnel limite le développement indéfini de la production.

Mais nous estimons qu'il vaut mieux apporter au problème une solution partielle, surtout lorsqu'il est aussi grave, que de vouloir le résoudre définitivement et complètement. En ce sens, la politique de l'autarchie constitue une solution d'une incontestable utilité immédiate.

2. — *Les mesures d'ordre technique tendant à l'augmentation du rendement du blé*

Pour mettre en pratique la politique de l'autarchie en blé, on a eu recours à des mesures d'ordre technique,

ayant pour objet le renforcement et le développement du rendement du blé cultivé. Ce sont :

1^o La lutte contre les ennemis du blé, à savoir les sauterelles et les campagnols ;

2^o L'introduction de nouvelles méthodes de culture.

La lutte contre les sauterelles est organisée depuis 1927, époque où les cultures du blé furent dévastées par le passage de ces insectes. Le ministère de l'Agriculture créa des services techniques, ayant pour mission de procéder à la destruction radicale de ces animaux, et on y parvint grâce aux efforts des spécialistes secondés par ceux des agriculteurs.

Contre les campagnols, autres parasites redoutables, une lutte constante est engagée par les agriculteurs. Ils disposent de moyens efficaces que l'Etat leur fournit et que les services techniques sont chargés de répandre.

Quant à l'introduction des nouvelles méthodes de culture, l'Etat hellénique facilite les expériences de sélection des semences et de perfectionnement de l'outillage. Une station a été créée à Salonique pour l'étude et l'amélioration des plantes. Cet organisme, disposant de larges ressources et d'un personnel spécialisé, est chargé de donner des conseils relatifs à la technique agricole du pays. Les essais, effectués jusqu'à présent, ont eu des résultats utiles principalement sur le choix du type de semences qui s'adaptent le mieux aux conditions naturelles de la Grèce. Ainsi, on a constaté que certaines variétés de semences telles celles de Camberra de provenance Australienne, de Medana et de Colognia de provenance Italienne et certaines autres de Chypre et de Turquie,

s'adaptent très favorablement à la nature et au sol de la Grèce ; le rendement obtenu par l'usage de ces semences est deux fois plus important que celui tiré d'autres variétés.

Il y a lieu d'espérer que de semblables essais permettront de guider méthodiquement le développement de la culture du blé dans le pays.

II. — *LES MESURES PRISES POUR ASSURER AUX CULTIVATEURS DE BLÉ UN PRIX RÉMUNÉRATEUR*

Parmi les mesures envisagées pour relever complètement la culture du blé et atteindre l'autarchie certaines étaient destinées à assurer aux agriculteurs un prix rémunérateur de leur travail. C'était, en effet, une question fondamentale que de protéger les producteurs de blé contre la concurrence extérieure et de pallier à toutes les difficultés qui, à l'intérieur du pays, contribuent au placement défectueux de leurs produits.

Les principaux systèmes pour protéger les producteurs sont les suivants :

Le système des droits de douane élevés sur le blé importé ;

Le système des coopératives de vente du blé ;

Le système du monopole de l'importation du blé par l'Etat.

Il est utile de considérer successivement ces solutions pour arriver au système adopté par la Grèce.

1. — *Les différents systèmes possibles de protection
des producteurs de blé*

Assurer aux cultivateurs de blé un prix rémunérateur, ou selon l'expression des Physiocrates « le bon prix », n'est pas facile, car il faut tenir compte du conflit d'intérêts qui oppose les consommateurs et les producteurs. L'intervention de l'Etat rencontrera quelques difficultés, si elle tend à associer les intérêts en conflit d'une manière aussi harmonieuse que possible et si elle veut s'inspirer de l'utilité générale.

Le choix d'une politique de protection du blé devait être difficile, mais un tel obstacle méritait d'être affronté, car une action sage et prudente permettrait de rendre les plus grands services aux agriculteurs. Dans la politique frumentaire, suivie par d'autres pays, la Grèce peut trouver des exemples. Il convient donc d'examiner l'efficacité de ces divers systèmes dans le cas de l'Hellade.

1^o Dans un chapitre antérieur nous avons eu l'occasion de suivre les diverses phases de la politique douanière et commerciale de la Grèce relatives au commerce du blé. Nous avons vu que le système du droit protecteur à l'importation des blés étrangers n'était pas entièrement favorable à l'économie nationale et à la majorité des producteurs. Il était donc naturel que l'Etat ait évité de recourir à des tarifs élevés pour obtenir l'autarchie. Il est certain que le faible coût de production des blés exotiques par rapport aux céréales nationales constitue un véritable danger de mort pour les producteurs de ces dernières. Mais les tarifs douaniers, utiles dans une certaine mesure

aux producteurs de blé, ne le seraient pas à l'ensemble de l'Economie nationale. Ainsi, ils provoqueraient une hausse des prix du pain et par conséquent la hausse du coût de la vie au détriment des classes laborieuses et en général des consommateurs. Les producteurs de marchandises exportables en sont également victimes, car on les met en mauvaise posture pour soutenir la concurrence sur les marchés extérieurs. Il en résulte que le droit de douane protecteur n'est pas une solution. Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que, toujours dans l'économie hellénique, la grande meunerie préfère de beaucoup les blés exotiques à cause de la supériorité de leurs qualités industrielles sur celles des blés indigènes. Il est fort probable qu'une politique de protection, même appliquée de façon systématique, serait incapable d'assurer la parité des prix de ces deux genres de blés.

2° Le deuxième système consiste dans la création par les producteurs de coopératives de vente. Il présente l'avantage incontestable d'éliminer les intermédiaires et de stabiliser les prix par la vente échelonnée de la récolte ; les associés en profitent et avec eux les consommateurs.

Mais le fonctionnement du système coopératif suppose l'existence d'un outillage commercial développé, afin de concentrer et de conserver les récoltes. L'organisation des Kornhauss allemandes et des coopératives de vente françaises pourrait servir de modèle à la Grèce.

En fait, un mouvement tend à développer le plus possible le coopératisme dans le domaine de la vente. Mais tandis que pour d'autres produits certaines coopératives ont été déjà constituées, il n'y en a pas encore

jusqu'à présent pour la vente des céréales. L'explication en est bien simple. A cause de l'insuffisance des crédits mis à la disposition des producteurs, malgré la création de la Banque de Crédit Agricole, les coopératives ne peuvent édifier les silos indispensables pour effectuer le stockage. De plus, il faut tenir compte des difficultés résultant du manque d'aptitude et de pratique commerciale du paysan grec.

Ainsi l'augmentation de la production frumentaire grâce aux coopératives de vente, qui auraient assuré un prix rémunérateur au producteur, apparaît comme une entreprise malaisée.

A supposer même qu'on arrive à organiser la vente coopérative du blé, est-il permis d'espérer une amélioration sensible de la situation économique de nos cultivateurs ? Malheureusement dans un pays comme la Grèce, où la production nationale est insuffisante pour nourrir la population, le prix du blé sur le marché national dépend de celui du marché mondial. Ainsi les coopératives de vente ne pourraient pas agir sur le marché du blé.

Elles pourraient seulement éliminer les intermédiaires. D'ailleurs, elles ne sauraient efficacement influencer sur le marché local, eu égard, comme nous l'avons dit plus haut, à la supériorité du blé exotique au point de vue des qualités industrielles.

3° Le monopole de l'importation du blé est la troisième solution proposée en Grèce pour résoudre le problème de l'autarchie.

L'exemple de certains pays comme la Suisse, l'Esthonie, la Suède et la Norvège, qui ont adopté ce système, pourrait

inviter la Grèce à créer un organisme analogue. L'auteur de cette proposition M. Kapsalis (1) en conçoit ainsi le fonctionnement. Il y aurait, d'après lui, un office spécial, bénéficiant d'une autonomie financière et administrative. Il aurait pour but d'acheter les quantités de blés exotiques, nécessaires à la consommation, et les placerait sur le marché national ; les bénéfices réalisés seraient employés d'une part à assurer aux producteurs nationaux de blé un prix rémunérateur sous forme de prime à la production et d'autre part à développer les moyens de production. En accroissant celle-ci, on réaliserait progressivement l'autarchie.

Que penser du système proposé ? Il est évident qu'il vise à la suppression des intermédiaires. Les bénéfices qu'ils tirent du commerce des céréales profiteraient dorénavant aux producteurs. Mais ce système n'évite pas l'instabilité du marché mondial et la sensibilité excessive des prix du blé. En effet, le prix du blé indigène serait réglé d'après le prix du blé exotique, étant donné que l'office vendrait le blé importé non pas à un prix satisfaisant pour les producteurs nationaux, mais à un tarif qui représenterait les frais d'achat et le bénéfice, autrefois, alloué au commerce.

De plus, et c'est l'objection capitale que l'on a présentée contre tout monopole d'importation du blé, l'office devrait évaluer chaque année, au début de la campagne, le déficit de la récolte nationale et la quantité de blé exotique

(1) C. f. Kapsalis : *op. cit.*, p. 182.

qu'il conviendrait de se procurer ; pour cela, il importerait de connaître, avec précision, l'importance de la production indigène et les stocks de blé existant dans le pays en fin de campagne. Or, évaluer avec exactitude les stocks disponibles et la production nationale est difficile à cause de l'insuffisance des statistiques officielles. Pour tenir à jour les statistiques, il faudrait recourir à la déclaration obligatoire des emblavements et de la récolte. Mais ceci se heurterait à la méfiance du paysan à l'égard des fonctionnaires, qui s'immiscent dans ses affaires. Derrière le fonctionnaire il verrait « se profiler la silhouette redoutée de l'inquisiteur fiscal » (1).

2. — *Le système de protection appliqué en Grèce
au profit des producteurs de blé*

Aucun des trois systèmes, examinés précédemment, n'étant considéré comme applicable, on a dû suivre une politique, qui, tout en protégeant le producteur indigène, n'empêche pas le consommateur de profiter de l'importation des blés étrangers. Ils entrent à meilleur marché que ceux produits dans le pays. Mais la politique du blé, inaugurée en 1927, ne devait parvenir au système actuel qu'en passant par divers stades. Elle évolue progressivement dans un sens favorable aux producteurs et prépare la réalisation de l'autarchie.

(1) C. f. Fels : *Une politique du blé*, in *Revue de Paris*, 1931, tome 6, p. 13.

Afin de comprendre le régime actuel, il nous faudra, par conséquent, examiner les étapes successives, marquées par cette politique. Ainsi :

Première période : Elle commence en 1927 ; sur l'initiative du gouvernement une convention fut conclue. Celle-ci protège les producteurs nationaux contre la concurrence des blés exotiques, en assurant aux céréales indigènes, compte tenu de la qualité, les prix auxquels étaient placées les marchandises étrangères.

Quelles sont les causes de cette intervention gouvernementale ? Ce fut, en dehors de la tendance générale vers l'autarchie, la différence de vente des blés provenant de l'extérieur et de la production indigène sur le marché national. En 1927 le blé importé du dehors était cédé au prix de 6 dr. 40 l'ocque, tandis que le blé grec n'était payé que 3 dr. 50 l'ocque en Macédoine, et seulement 5 drachmes en Thessalie. Il y avait en d'autres termes, déduction faite des frais de transport des blés indigènes à l'intérieur du pays, une différence variant entre 1 dr. 30 et 2 dr. 30 entre le prix de vente de blé étranger et celui du blé indigène (1).

Avec le maintien de la libre concurrence la production nationale était vouée à la ruine, les prix, auxquels ses produits étaient placés, n'étant nullement rémunérateurs pour les producteurs.

(1) C. f. *Le rapport, adressé au ministère de l'Agriculture de Grèce par la Commission centrale pour la protection du blé indigène, sur les résultats obtenus par la concentration du blé*, Athènes, 31 Mars 1930.

Le problème était net et réclamait une solution urgente ; il fallait établir un prix rémunérateur pour le blé indigène. Pour y parvenir le Gouvernement adopta le régime suivant :

Sur l'initiative des ministres des Finances et de l'Agriculture, en tant que représentants de l'Etat, une convention fut passée avec la Banque Nationale de Grèce, la Société privilégiée des Magasins Généraux et l'Union des Minotiers.

D'après cette convention, la Banque Nationale de Grèce est autorisée à procéder, pour le compte de l'Union des Minotiers, à l'achat du blé offert par les producteurs de certaines régions à savoir : la Macédoine, la Thrace, la Thessalie et la Béotie. La concentration et le dépôt des quantités de blé achetées sera assuré par la Société des Magasins Généraux, moyennant un courtage versé par la Banque Nationale de Grèce. Les prix, qui, d'après cette convention, devraient être payés aux producteurs, étaient fixés chaque semaine par une Commission siégeant à Athènes et formée par deux représentants des ministres des Finances et de l'Agriculture, un délégué de l'Union des Minotiers et enfin un représentant de la Banque nationale. Les frais de la concentration sont déduits du prix payé aux producteurs.

Enfin les minotiers s'engagent à employer un pourcentage minimum de 25 % des blés indigènes. Ils les achètent sur les stocks constitués par la Banque Nationale de Grèce. La somme que la Banque gérante avançait aux producteurs, plus les frais de transport, représentaient le prix de vente aux minotiers.

Dans le cas où un déficit résulterait de la gestion,

l'Etat s'engagerait à le combler sur les ressources budgétaires. Comment apprécier cette convention ? (1). Elle présente évidemment des avantages incontestables.

L'obligation imposée aux minotiers d'employer pour partie du blé national dans leurs moulins est une faveur accordée à l'agriculture indigène. La Banque Nationale en achetant au comptant, d'après la convention, des quantités disponibles de blé protège le producteur contre la spéculation et la vente hâtive de ses produits. Enfin, la concentration procure aux cultivateurs les moyens financiers qui leur permettent d'échapper à l'emprise des usuriers.

Mais à côté de ces mérites incontestables, le système, adopté par la convention, ne laisse pas d'avoir des lacunes sérieuses.

La plus importante réside dans le principe, établi par la convention, que les prix de vente du blé indigène sont modelés sur ceux des blés importés. La protection ne serait qu'un leurre dans les moments de surproduction mondiale des céréales, ce qui est justement le caractère de la période traversée par l'économie mondiale depuis 1926. Pour les exploitations nationales, moins résistantes que les entreprises d'Outre-mer en raison de leur coût élevé de production, l'application des prix du blé exotique aux céréales indigènes entraînerait de véritables catastrophes.

Il est, en effet, fort dangereux pour le blé hellénique

(1) C. f. Voir le texte de cette convention, signée le 12 Août 1927, dans le *Compte rendu du service de la concentration de blé indigène de l'année 1927*, Athènes, 1928.

d'être exposé aux coups venant des fluctuations du marché mondial. Ce dernier subit l'influence de certains facteurs d'origine météorologique ou spéculatifs. Il est aussi sensible à l'action des groupements de producteurs, les Pools, qui s'efforcent, souvent, d'agir sur les prix en restreignant l'offre. Etant donné que la vente du blé indigène représente, dans les régions où il est cultivé, la plus grande part des recettes brutes du cultivateur, la moindre diminution du prix du blé correspondrait à l'anéantissement des profits culturaux. Les variations du prix des céréales exercent, en effet, une influence plus que proportionnelle sur les bénéfices de la culture (1).

Le blé hellénique aurait été mieux protégé, si la convention, ci-dessus étudiée, avait prévu une situation plus favorable pour le produit national sur le marché intérieur en cas de baisse excessive des prix.

En deuxième lieu, le système de la convention de 1927 présente le défaut de confier la fixation des prix à l'Etat et aux grands organismes industriels et financiers, sans faire intervenir les producteurs. Il y aurait lieu pourtant de les consulter sur les mesures à prendre en vue de protéger l'agriculture nationale, et, notamment, sur le niveau des prix à établir périodiquement. De plus ce système centralise toute l'organisation de la concentration du blé indigène à Athènes.

Malgré ses inconvénients, le système entra en vigueur en Septembre 1927. Les espoirs que l'on fondait sur lui furent de beaucoup supérieurs aux réalités. Ainsi, au lieu

(1) C. f. D. Zolla : *Le blé et les céréales*, op. cit., p. 67 et suiv.

de 32 millions d'ocques que l'on comptait concentrer dans les régions prévues par la convention, la Banque Nationale de Grèce n'a pu acheter que 2.325.811 ocques, soit 7,27 % de la quantité prévue. Ceci s'explique, d'ailleurs, assez aisément, si l'on prend en considération d'une part la mise en application tardive de cette convention, car les producteurs avaient déjà vendu, pour la plupart, leurs disponibilités en blé pour éteindre des dettes venant à échéance avant le mois de Septembre de la même année, d'autre part l'esprit conservateur des paysans. Toutes ces causes furent pour beaucoup dans cet échec partiel.

Il est certain que, dans la mesure où ce système fut employé, les résultats furent appréciables pour les agriculteurs. Ainsi les prix d'achat des blés indigènes ont atteint en moyenne 7 dr. 01 pour une ocque.

Les frais de la concentration s'élèvent à 1 dr. 05 par ocque ; ils pourraient être moins lourds, si la quantité concentrée, sur laquelle s'en répartit la charge, était plus grande.

Deuxième période : Elle correspond à la campagne de 1928-1929 et marque un progrès sur la période antérieure. Le système nouveau est supérieur au précédent, parce qu'il consacre la participation des producteurs dans la Commission centrale, instituée pour la fixation des prix, et qu'il rend légalement obligatoire l'utilisation par la meunerie hellénique d'une quantité de blé provenant de la production nationale. Ces deux mesures nouvelles sont inspirées par un désir de protection renforcée de la production nationale. Les agriculteurs sont représentés par deux

membres au sein de la Commission centrale des prix. Un contrôle plus strict est organisé ; il est assuré par la présence de nouveaux représentants de l'Etat dans cette même Commission (1). C'était, en somme, combler en partie les lacunes du système antérieur.

La base du système est restée à la vérité la même, à savoir la fixation des prix du blé national en tenant compte de ceux des céréales sur le marché mondial. La production hellénique restait toujours exposée aux dangers de la baisse des prix du blé à l'étranger. On en fit l'expérience, lorsqu'en 1928 le prix du blé sur le marché de Chicago subit une chute retentissante (de 163,1/8 cents par bushel en 1927 il descendit à 128,5/8 cents en 1928) la Commission centrale hellénique porta le prix du blé en Grèce à 6 dr. 75 au lieu de 7 dr. 1 en moyenne de l'époque précédente. Cependant les agriculteurs, recevant un prix inférieur pour leurs blés, étaient obligés d'acheter à des prix élevés les objets manufacturés dont ils avaient besoin pour leur production ou leur consommation domestique. Ainsi l'indice moyen des prix de détail (nous ne disposons pas en Grèce, pour la période antérieure à 1930, d'indices des prix de gros) était de 1888 en 1927 et passa à 1932 en 1928, ce qui marque nettement la hausse, due à la stabilisation monétaire effectuée à un taux très bas (2) ; le pouvoir d'achat intérieur de la monnaie s'étant trouvé supérieur à son pouvoir d'achat extérieur, un relèvement

(1) C. f. La loi 3.598 de 1928.

(2) C. f. X. Zolotas : *La stabilisation monétaire*, Athènes, 1929, p. 176.

des prix se fit à l'intérieur du pays pour égaliser les deux pouvoirs d'achat.

Quant aux quantités achetées en cette deuxième période, nous constatons un progrès sensible, puisque la concentration a porté sur 6.469.034 ocques, soit une quantité supérieure de 178 % à celle de l'année précédente. Il en résulta un allègement des frais de stockage, qui furent déduits à 0 dr. 77 par ocque.

Troisième période : La troisième période, marquée par l'évolution du système protecteur en Grèce, correspond à la période 1929-1930, où la réglementation devait être modifiée par suite de faits nouveaux.

Il est utile de rappeler en quelques mots la situation du marché mondial à la veille de cette période, afin de mieux apprécier la nécessité d'un nouveau système, qui protège les cultivateurs et les consommateurs de blé.

Le marché mondial des céréales, et spécialement du blé, est caractérisé par un excédent d'offres sur la demande. Comment expliquer ce phénomène ?

L'intensité de la production et le fléchissement des quantités de blé consommées en sont les deux causes. En effet, la production du blé dans le monde était pendant les années 1925-1928 supérieure de 16 % à celle d'avant guerre, cependant que la population ne s'est accrue que de 11 %. Le rythme d'accroissement de la production devait aboutir à la grande récolte de blé obtenue en 1928 aux Etats-Unis et au Canada.

Par ailleurs, la consommation du blé devenait de moins en moins développée, car l'évolution économique tend à y substituer d'autres denrées. Ainsi, les populations des

viles consomment de moins en moins de pain et des quantités plus importantes d'autres aliments, par exemple : viande, légumes, etc. Enfin l'augmentation du niveau de bien-être a entraîné un raffinement des goûts, se manifestant par la recherche de satisfactions plus subtiles.

Ce double phénomène de l'accroissement continu de la production du blé et de la restriction progressive de la consommation devait se traduire par des excédents sensibles de la production sur la consommation. Ils ont été reporté d'une année à l'autre ; aussi les disponibilités en blé passent de 73 millions de quintaux en 1928 à 115 millions de quintaux de blé en 1929. Avec un excédent de 115 millions de quintaux de blé il est fatal que l'on assiste à une baisse de prix de ce produit ; c'est bien ce qui est advenu en fait en 1929 lorsque le prix du blé tomba sur le marché de Chicago de 1,37 dollar le bushel, prix de 1928, à 1,17 dollar en 1929 (il s'agit du prix moyen auquel était vendu le blé, variété hard winter N° 2).

Mais en nous plaçant au point de vue de l'économie hellénique, il faut reconnaître que la baisse des prix du blé est conforme à son intérêt, étant établi que par les bas prix du pain — élément fondamental de la nourriture des classes laborieuses de la Grèce — le prix de revient de la production industrielle et des denrées agricoles de luxe étant plus faible, le pays est mieux en mesure de résister à la concurrence étrangère.

Il ne faut, pourtant, pas oublier qu'en laissant les agriculteurs sans protection, on aurait assister à une diminution du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population, qui se traduirait, en dernière analyse, par

la suppression des débouchés pour les produits industriels sur le marché intérieur.

Ainsi le système de protection, qui correspond à notre troisième période, avait à concilier les intérêts des consommateurs et des producteurs.

Quelles mesures comporte ce nouveau système ? On peut les résumer en les classant de la façon suivante : (1)

Pour fixer les prix, la Commission centrale a reçu, de par la loi de 1929, la faculté de déterminer chaque semaine le prix du blé, avec une marge d'une drachme, en plus ou en moins. Ce système souple permet de protéger, selon les cas, le producteur ou le consommateur. Il repose sur l'idée qu'il y a pour le blé un prix normal qui est satisfaisant pour les producteurs et non oppressif pour les consommateurs. Ainsi le prix du blé indigène était établi suivant le cours du blé exotique sur le marché intérieur. Mais, lorsqu'une baisse du prix du blé étranger se produisait sur le marché national, la Commission pouvait accorder aux producteurs un supplément de prix. Lorsqu'en sens contraire le prix sur le marché s'élevait, le prix du blé indigène était réduit au profit du consommateur. (Ceci rappelle le système de l'échelle mobile appliquée en France sous la Restauration et en Grande-Bretagne jusqu'en 1846).

Mais, et c'est ici le défaut du régime, que faire, lorsque le prix du blé sur le marché national viendrait à marquer une baisse de plus d'une drachme par ocque, c'est-à-dire

(1) C. f. La loi 4.382 de 1929.

à dépasser la marge légale ? Quel serait alors le prix à déterminer pour le blé indigène ? Cette hypothèse ne tarda pas à se réaliser et l'on assista en 1930 à une baisse rapide des céréales sur la marché mondial. Devant l'impossibilité légale pour la Commission centrale des prix de défendre les producteurs indigènes, on a eu recours à la majoration des droits de douane sur le blé importé. Ils ont été élevés de 4 dr. 30 à 6 drachmes-or par quintal.

En deuxième lieu, les meuniers sont tenus de se procurer, au gré de la Commission centrale, le blé indigène à un prix égal à celui payé aux producteurs lors de l'achat. La Commission peut même vendre le blé à un prix supérieur à celui payé aux cultivateurs pour se créer les ressources nécessaires à l'attribution des primes destinées à encourager les améliorations agricoles.

Or, quand la Commission centrale payait aux cultivateurs un prix supérieur au prix de vente du blé exotique sur le marché national, l'écart des cours était en fin de compte supporté par la consommation car le meunier était tenu d'acheter à la Commission centrale au prix payé aux producteurs. Il pesait, par conséquent, sur les classes laborieuses, qui consomment plus de pain que les classes aisées. Il en résultait, en d'autres termes, une mauvaise répartition des charges que les sacrifices faits au profit des agriculteurs imposaient à la nation.

En outre, les primes à la culture devraient être étendues aux producteurs d'autres denrées, pour atténuer les effets de la monoculture pratiquée en Grèce. Le bénéfice devrait en être accordé, surtout, aux agriculteurs des régions où le blé coûte plus cher, en raison de la difficulté des moyens

de transport. C'est ce dernier système qui fut appliqué en Suisse (1).

En troisième lieu, l'intendance militaire est légalement obligée d'employer du blé indigène pour les besoins alimentaires de l'armée. Cette mesure est fort heureuse, étant donné que l'armée peut constituer un débouché stable, en même temps qu'important pour la production nationale.

Enfin le régime du stockage du blé, selon le système de la convention de 1927, est étendu par la loi de 1929 à d'autres régions.

Quels sont les résultats obtenus par le nouveau régime ?

Les éléments statistiques pendant cette troisième phase indiquent un progrès sur les périodes antérieures.

Ainsi le blé acheté en 1929 par la Banque Nationale gérante atteint 9.356.416 ocques, soit un chiffre de 43 % supérieur à celui de l'année précédente.

Les prix payés pour le blé national ont varié entre 6 dr. 50 et 7 dr. 20 l'ocque, tandis que le prix du blé importé sur le marché national oscillait autour de 6 dr. 40. Quant aux frais de stockage, ils s'élèvent à 0 dr. 84 l'ocque et sont un peu supérieurs à ceux de l'année précédente. C'est la conséquence des transports effectués pour faire parvenir le blé des régions éloignées aux centres d'emmagasinage et de l'emmagasinage lui-même.

Quatrième période : Elle commence avec la loi 4817,

(1) C. f. G. Paillard : *Du nouveau régime de blé en Suisse*, in *Revue économique internationale*, 1929.

votée en 1930. Elle perfectionne le système protecteur de la production nationale.

Les points essentiels sur lesquels la nouvelle loi complète le fonctionnement du système existant sont les suivants :

En premier lieu la loi de 1930 a établi un prix minimum, au-dessous duquel le prix du blé national ne peut être vendu. Cette innovation comble une lacune. Auparavant les producteurs n'étaient pas garantis contre les fortes baisses du prix du blé extérieur. On s'était efforcé d'y remédier par des droits de douane élevés. Les avantages que le système du prix minimum présentaient pour les agriculteurs ont été contestés par certains économistes, notamment en France où l'on a critiqué vivement le projet de loi déposé par M. Victor Boret, alors ministre de l'Agriculture, afin d'établir un prix minimum. Ces objections peuvent être résumés ainsi : (1)

Il est délicat de déterminer le prix de revient moyen, nécessaire pour la fixation du prix minimum.

Le prix de revient varie d'une entreprise agricole à l'autre, suivant la nature, l'étendue et le mode d'exploitation. Il diffère encore d'une région à l'autre, suivant les éléments météorologiques et géologiques. Il faut, enfin, tenir compte des mouvements généraux des prix à l'intérieur et à l'extérieur.

En second lieu, le prix minimum favoriserait les

(1) C. f. H. Lamor : *Le problème national et international du blé*, Paris, 1931, p. 109.

C. f. Egalement. A Liesse : *Le prix du blé*, dans l'« *Economiste français* », 31 Janvier 1931.

cultivateurs les mieux outillés produisant à meilleur marché. Ils en tireraient un bénéfice supplémentaire.

Enfin le prix minimum constitue une erreur économique étant donné qu'il aboutit, s'il est trop élevé, à un accroissement de la production et à une diminution de la consommation.

Pratiquement, dans tous les pays ayant opté pour un système protecteur de la production nationale avec un monopole de l'importation du blé de l'étranger, le prix minimum fut adopté. Comme la Grèce s'efforçait de produire le blé nécessaire à sa consommation, les difficultés de détermination du prix minimum ne furent pas considérées comme des obstacles insurmontables. L'intérêt général interdisait de s'arrêter à des motifs tirés du plus ou moins grand avantage de chaque producteur.

En deuxième lieu, afin d'assurer l'incorporation du blé indigène dans la farine du blé exotique, la loi nouvelle a institué le permis d'importation délivré par la Commission centrale aux importateurs de blé étranger. Aux termes d'un décret d'Octobre 1930, il devra être présenté à l'Administration des douanes au moment de l'importation de la marchandise. Sur ce permis mention doit être faite de la quantité de blé indigène que l'importateur est obligé d'acheter. Elle s'élève à un pourcentage fixé par la Commission centrale à la fin de la concentration du blé. Ce chiffre reste fixé jusqu'à l'année suivante. Pour le déterminer, la Commission en question tient compte des importations de l'année précédente, ainsi que des disponibilités en blé du pays. La vente du blé indigène

est effectuée pendant toute l'année par un système d'échelonnement, afin d'éviter la hausse excessive à certains moments du prix du blé importé (1). Les permis accordés par la Commission centrale, sont de deux sortes : 1^o Les permis personnels et incessibles, ayant pour objet la consommation du blé indigène dans les centres mêmes de la concentration ; 2^o le permis impersonnel et cessible.

La troisième innovation apportée par la loi de 1930 c'est la protection de la petite meunerie ; elle est utile à deux points de vue :

a) Au point de vue économique, il serait fort onéreux de procéder au transport des blés indigènes, stockés ou non, mais en tous cas de les transporter pour les transformer en farine de leur lieu de production jusqu'aux ports où sont situés les grands moulins. Les frais de transport, qui s'ajouteraient au prix du blé, provoqueraient une nouvelle augmentation à l'occasion de la mouture. Par contre, en favorisant les petits moulins régionaux, on assurait à moindres frais le travail de la farine. Le législateur pourrait, fort aisément, défendre le consommateur en même temps que le producteur. Il en résulterait également une stabilité des marchés locaux.

Pour maintenir le fonctionnement des petits moulins régionaux, la nouvelle loi prévoit la possibilité pour la petite meunerie de se procurer le blé indigène au service de concentration au même prix que la grande meunerie des ports obtenait les blés exotiques. La Commission

(1) C. f. La loi 4932 de 1931.

centrale, en vertu de cette loi, intervient pour accorder aux petits moulins la quantité de blé qu'ils pourront moudre au prix du blé étranger.

b) Mais cette protection des petits moulins était également imposée par des raisons sociales, étant donné que les petits meuniers régionaux, assez nombreux, souffrent depuis quelques années de la concurrence de la grande meunerie.

Il faut, d'ailleurs, se garder de pousser à l'extrême cette faveur accordée aux petites entreprises, qui en se multipliant risqueraient de relever le prix de la farine par la hausse des frais généraux. Il est, en effet, incontestable que la concentration de l'industrie meunière entre les mains des gros industriels tend à diminuer de plus en plus le rôle des petits moulins. Les multiplier par des faveurs spéciales c'eût été permettre un accroissement de petites industries chargées de frais généraux, et les inciter à se disputer une clientèle diminuant sans cesse. « Un nouvel arrivant, dit M. Ch. Gide (1) parlant des boulangers — l'exemple vaut aussi pour les meuniers — ne peut pas abaisser les prix, puisqu'ils sont déjà juste suffisants pour permettre aux anciens boulangers de vivre et il va les faire surhausser, au contraire, puisqu'il faudra dorénavant en faire vivre un de plus sur la même quantité vendue ».

Pour éviter l'accroissement excessif du nombre des

(1) C. f. Ch. Gide : *Cours d'Economie Politique*, 10^e éd., tome I, p. 214.

petits moulins on a proposé (1) de distinguer ceux-ci en moulins qui travaillent pour les agriculteurs et perçoivent le droit de mouture en nature et les moulins qui transforment les blés en farine en vue de la vendre au commerce. Seuls ces derniers seraient favorisés. Par le système proposé on éliminerait les petits moulins dépourvus d'outillage perfectionné et travaillant pour un prix relativement élevé, car ils se font payer en nature, quelquefois même en établissant leurs droits de façon arbitraire.

Enfin, le régime nouveau apporte une innovation de première importance, en instituant les silos pour le nettoyage, la standardisation et la conservation du blé emmagasiné jusqu'au jour de la vente. Il est évident que la création de ces silos se heurte à des difficultés, mais il y a lieu d'espérer qu'on y parviendra par les moyens prévus par la loi de 1930. Ainsi, la Commission centrale de protection du blé peut prendre deux sortes de mesures pour obtenir les ressources nécessaires : 1^o elle peut prélever sur le prix de vente à payer au producteur du blé concentré 0 dr. 03 par ocque de blé ; le solde de ce prélèvement devra passer aux Unions coopératives des producteurs de blé avec l'obligation pour celles-ci de procéder à la construction des silos ; 2^o elle peut recourir à l'emprunt, garanti par l'Etat, pour se procurer les capitaux nécessaires à la construction des silos.

Si le système prévu fonctionne dans des conditions

(1) C. f. S. Coumanoudis : *Comment a évolué la protection du blé indigène*, dans la revue « *Ergassia* », Septembre 1932.

favorables, il y a lieu d'en attendre des résultats satisfaisants. Il est heureux, en tout cas, que l'intervention de l'Etat se soit aussi énergiquement manifestée pour créer cet outillage indispensable à la production. C'est sur l'invitation de l'administration que furent édifiées les constructions indispensables à l'agriculture en Allemagne et en France.

En Allemagne furent organisés en 1895 par les producteurs, avec l'appui de l'Etat, les Kornhauss. En Prusse l'Etat a consacré une somme de 5 millions de marks à l'édification des silos, dont il conserva la propriété. Il les louait pour une période de cinq ans aux sociétés coopératives moyennant un loyer très bas, correspondant à 8 % du capital, et avec des facilités de paiement (1).

De même en France, l'Etat a prêté un appui effectif pendant les dernières années à la construction des silos. Il a fourni les plans et les indications techniques nécessaires pour la bonne construction et une aide financière sous forme des subventions atteignant 33 % de l'ensemble des dépenses de construction (2).

Si l'on arrive à vaincre en Grèce cette difficulté primordiale, soit réunir les capitaux nécessaires, on aura à s'occuper de la partie technique de la construction. D'ores et déjà, nous croyons utile d'attirer l'attention des spécialistes sur la nécessité d'établir plusieurs types de silos,

(1) C. f. A. Souchon : *Les cartels de l'agriculture en Allemagne*, 1903, p. 40.

(2) C. f. B. Fernagut : *Le redressement agricole par l'association professionnelle*, Paris, 1932, p. 140.

répondant aux conditions et aux besoins propres de chaque région. Selon la proposition faite par M. Coumanoudis (1) les silos coopératifs, qui recevront le blé, le nettoieront et le classeront, devront être installés près des centres de communication pour économiser les frais de transports. Les silos qui assureront la concentration devront être divisés en deux catégories : 1^o les silos centraux qui recevront le blé destiné au marché local et 2^o les silos des ports où l'on réunira le blé à transporter d'une région à l'autre du pays.

Il est hors de doute qu'un système de silos, bien organisé, est destiné à jouer un rôle important dans l'Economie rurale de la Grèce, en facilitant, notamment, le crédit par le développement du warrant.

Tel est le régime nouveau organisé par la loi de 1930. Il faut ajouter, avant de terminer cette période, que la loi de 1930 a étendu les mêmes mesures protectrices aux producteurs des céréales secondaires.

Quels furent les résultats de la protection inaugurée par la loi de 1930 ?

Les quantités de blé concentrés jusqu'à la fin de l'année 1930 ont atteint plus du double de celles de l'année précédente. Ainsi de 9.356.416 ocques en 1929, elles sont passées en 1930 à 19.299.948 ocques (2), réparties par région de la façon indiquée au tableau ci-après.

(1) C. f. S. Coumanoudis, article cité.

(2) C. f. *Compte rendu du service de concentration et de distribution du blé indigène, année 1930*, Athènes, 1932.

Régions	Quantités achetées en ocques	Valeur payée en drachmes
Thessalie	8.775.893	54.413.889
Macédoine	4.422.615	27.435.762
Thrace	5.464.855	35.288.255
Béotie	522.167	3.403.659
Péloponèse	114.418	700.156
Total...	19.299.948	121.241.761

Les prix ont varié entre 6 dr. 30 et 7 dr. l'ocque. Les frais de concentration, s'élevant à 15.547.180 drachmes, constituent en cette année une charge de 0 dr. 79 l'ocque au lieu de 0 dr. 84 l'année précédente.

Cinquième période : Cette cinquième et dernière phase de la politique du blé en Grèce correspond à l'année 1931. Les causes de la nouvelle réglementation du blé doivent être cherchées dans la modification des conditions économiques intérieures. La situation économique mondiale les a provoquées. L'économie internationale au cours de la période 1930-1931 se caractérise par le ralentissement extrêmement marqué des activités industrielles et commerciales, la baisse accentuée des produits agricoles et notamment du froment. Tout cela a donc contribué à aggraver la crise économique. Mais si la dépression du marché du blé se rattache en grande partie aux conditions générales de la situation économique mondiale, elle n'en est pas moins l'effet des circonstances particulières au marché même du blé. En effet, d'une part la récolte abondante de 1930 dans les pays producteurs et l'accumulation des stocks disponibles et d'autre part la reprise des

exportations de la Russie ont été cause de la chute des cours du blé.

La baisse notable des prix du blé, ressort, nettement, des nombres-indices suivants dûs aux cotations des deux plus importants marchés du blé, à savoir Winnipeg et Chicago (1).

NOMBRES-INDICES DES PRIX DU BLÉ (1926=100)

	Winnipeg (Manitoba N° 1)	Chicago (Hard Winter N° 2)
1929.....	89	79
1930 (1 ^{er} semestre) ...	75	70
1930 (2 ^e semestre) ...	51	53
1931 (1 ^{er} semestre) ...	39	51

La dépression générale a eu naturellement sa répercussion sur l'économie grecque ; elle se traduit par une baisse générale des prix. Mais quels en furent les effets sur la production nationale des blés ?

Les cultivateurs, défendus par le minimum que le système en vigueur leur assurait, ne risquaient pas de subir les conséquences des bas prix pratiqués à cette époque sur le marché mondial. D'un autre côté, la baisse générale des cours leur procurait l'avantage d'acheter à bon compte les produits industriels et de restreindre ainsi leur coût de production.

(1) C. f. *Les conditions de l'Agriculture en 1930-1931. Publication de l'Institut International d'Agriculture*, Rome, 1932, p. 35.

Il y a lieu cependant de tenir compte de la faible compressibilité du prix de revient agricole surtout quand il s'agit des petites exploitations, ce qui est le cas en Grèce. En dehors de certains instruments de production que les agriculteurs peuvent se procurer moins cher et de certains frais qui peuvent être restreints à un moment de baisse de prix, il y a dans le coût de production des éléments sur lesquels la chute des cours est sans aucun effet ; ce sont les dettes hypothécaires, dont l'amortissement exige chaque année une somme fixe, et les dettes à court terme.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le législateur grec, constatant une certaine diminution sur le prix de revient des producteurs de blé, a voulu faire bénéficier les consommateurs atteints par la crise économique du bas prix du blé exotique.

Le décret-loi du 14 Novembre 1931 modifia le système antérieur. Par ce décret le prix minimum dont bénéficiait la production est supprimé. La Commission centrale pour la protection du blé fixe chaque année, au début de la période de la concentration du blé, un prix qui est valable pour toute la période. Pour le déterminer, la Commission centrale doit être guidée par le prix du blé exotique pratiqué au Pirée, plus les droits d'entrée. Elle a, enfin, la possibilité d'ajouter à ce prix un supplément jusqu'à concurrence d'une drachme, pour obtenir selon les circonstances la stabilité des prix. Mais le prix établi par la Commission est soumis à l'approbation du Conseil des Ministres, qui peut l'élever ou le restreindre selon les variations du prix des blés exotiques.

Tel que nous l'avons montré, en quelques lignes, ce système présente les caractères suivants :

D'abord la fixation du prix dépend en dernière analyse du Gouvernement ; elle peut être une cause de difficultés. Ainsi l'Etat peut subir, pour la détermination du prix, la pression politique des agriculteurs ; par ailleurs ces derniers peuvent être victimes de manœuvres.

Pour éviter ces inconvénients, il serait préférable de donner à la Commission centrale pleine liberté de procéder, en dehors de toute action gouvernementale, à la détermination des cours du blé.

Ensuite, la suppression du prix minimum était imposée par les événements de cette période : L'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre en Septembre 1931 eut des répercussions capitales sur la monnaie hellénique. L'instabilité, qui en résulta et qui devait conduire aussi à l'abandon de l'étalon-or par la Grèce, rendait beaucoup plus difficile la fixation du prix minimum.

En application du nouveau système, le Conseil des ministres décida que pour l'année 1931-1932 le prix moyen du blé indigène ne devait pas dépasser 6 drachmes l'ocque ; ainsi le prix minimum du système précédent devint un prix maxima.

Les résultats obtenus par l'application du nouveau système furent assez favorables. Les quantités qui furent achetées sur la production du blé de l'année 1931 s'élèvent à 29.480.131 ocques, d'une valeur totale de 168 millions de drachmes. Les blés stockés pendant cette année dépassèrent de 52 % ceux de l'année précédente. Il serait utile de suivre la marche de ce système pendant l'année 1932.

Mais ne disposant pas des données numériques nécessaires nous nous voyons forcés de limiter notre étude à la fin de l'année 1931.

Après l'examen des faits et des remèdes apportés en Grèce pour défendre la production nationale du blé, nous pouvons nous demander si la politique de protection a eu des résultats favorables. La réponse que nous croyons pouvoir donner à cette question est la suivante : l'agriculture hellénique en a, certes, bénéficié dans une large mesure. Mais quant à son but final, c'est-à-dire l'autarchie relative du pays en blé, elle dépendra principalement de l'amélioration des conditions de la production. Elle-même est fonction du progrès de l'économie générale du pays.

CHAPITRE III

LES MESURES PROTECTRICES DU TABAC

Après avoir passé en revue le régime d'une denrée agricole de première nécessité, c'est à l'examen d'un produit de luxe que nous devons nous attacher maintenant.

Parmi les produits agricoles, qui ont bénéficié en Grèce de mesures protectrices, on ne saurait négliger le tabac. La crise de ce produit peut avoir en Grèce des conséquences très graves pour les producteurs et pour l'ensemble de l'Economie nationale, car son importance est grande. Il faut d'ores et déjà noter que le bon rendement intéresse directement le fisc qui, comme nous le verrons, prend sa part des résultats en percevant sur lui des impôts très lourds.

En effet, 170.000 familles, soit 23 % de la population paysanne, en tirent leurs moyens de subsistance. Les quantités de tabac récoltées annuellement représentent 40 et même 50 millions d'ocques, d'une valeur totale de 2 milliards de drachmes. Le seul énoncé de ce chiffre se passe de tout commentaire. Mais le tabac présente cette particularité que son importance ne dérive pas seulement de ce qu'il intéresse une classe agricole, il concerne aussi toute une catégorie de personnes employées dans l'industrie. Si l'on tient compte, en effet, de la main-d'œuvre occupée dans le travail de manipulation, qui atteint

40.000 personnes, on comprend qu'une crise de ce produit soit susceptible de créer un problème social très grave.

En outre l'équilibre du budget national en dépend dans une forte mesure, puisque le tabac est une source de recettes fiscales ; en effet, pour l'année 1930-1931 les finances publiques ont tiré de l'impôt sur le tabac la somme de 1.622 millions de drachmes. Toute diminution dans le rendement de la taxe serait de nature à créer un déséquilibre dangereux pour les finances publiques.

Enfin, il constitue l'article le plus important de la balance commerciale, atteignant une moyenne de 55 à 57 % de la valeur totale des exportations helléniques (1). L'entrée des devises, que ces exportations de tabac provoquent, permet de solder en partie les paiements exigés par les importations.

Il est évident que toute crise du tabac hellénique représente un péril pour l'économie nationale de même que pour l'équilibre social.

Nous chercherons d'abord les causes et les caractères particuliers de la crise du tabac et nous examinerons ensuite les mesures prises en Grèce pour protéger cette marchandise.

I. — *LES CAUSES DE LA CRISE DU TABAC ET SES CARACTÈRES PARTICULIERS*

La Grèce est devenue un des principaux producteurs de tabac depuis l'annexion d'une part de la Macédoine

(1) La valeur globale des exportations helléniques en 1929 était de 18 millions de livres sterling.

à la suite des guerres Balkaniques et d'autre part de la Thrace en 1920. Ces deux régions sont particulièrement propres à la culture du tabac de qualité supérieure, et l'Etat hellénique n'a pas manqué de favoriser le développement de ces cultures et de créer ainsi une source considérable de richesses.

En examinant, dans la première partie du présent travail, l'évolution de la production agricole de la Grèce, nous avons eu l'occasion de constater qu'à la suite de l'échange des populations consécutif à la catastrophe de l'Asie Mineure, les gouvernements successifs ont dirigé leurs efforts vers le développement des cultures à rendement économique élevé pour deux raisons principales : d'abord c'est l'insuffisance des terres cultivables — celle-ci était certaine déjà avant les agrandissements du territoire grec qui ont suivi les guerres balkaniques. — Depuis la guerre mondiale et surtout depuis l'échange des populations, qui a accru dans une très large mesure l'importance des classes paysannes, le sol susceptible de convenir à des usages agricoles est plus disproportionné encore par rapport à l'augmentation du nombre des habitants. De plus, les aptitudes spéciales des réfugiés les prédisposaient à la culture des produits agricoles de luxe. Ainsi, les émigrés de l'Asie Mineure et de la Thrace Orientale se consacrèrent en grande majorité à la culture des denrées de luxe et spécialement du tabac. Il faut noter, par ailleurs, que leur installation devenait plus facile en Macédoine et dans la Thrace hellénique où le tabac trouvait des conditions de développement très favorables.

Par suite de l'afflux des émigrés s'est posé le double

problème qui apparaît dans toute l'économie hellénique d'après guerre : recevoir les réfugiés ne suffit pas ; il faut leur trouver une occupation, il importe également de vendre à un prix rémunérateur le fruit de leur culture. Or si on réussit à les employer il en résulte une surproduction, dont nous retrouvons ici un aspect. La culture du tabac qui s'étendait en 1922 sur 319.955 stremmes est passée en 1923 à 615.636 stremmes soit une augmentation de 92 %.

Mais cet accroissement dans la production n'a pas été aussi profitable que ces chiffres sembleraient le montrer, pour l'Economie nationale, car aussitôt après 1923 une crise, qui devait d'ailleurs être longue, atteignit le tabac ; atténuée pendant les années 1925-1927, elle reprit une nouvelle acuité avec les difficultés économiques mondiales de 1929.

Quelle est la nature de ce malaise dont le tabac hellénique souffre depuis 1923 ?

Ici encore il convient de déterminer si cette crise n'est que la manifestation, en un domaine limité, d'un état pathologique général et voire même mondial ou si, au contraire, elle est l'expression de difficultés propres à la Grèce.

Pour arriver à nous prononcer sur sa véritable nature, il est indispensable d'étudier certaines conditions propres à la vie économique grecque. Elles exercent une influence sur les prix et l'écoulement du tabac ; de plus il importe, car nous procédons ici à l'étude d'un produit destiné à l'exportation pour une large part, d'examiner la situation

générale de la production et de la consommation mondiales du tabac.

1. — *Le prix de revient, le commerce et les débouchés
du tabac hellénique*

Nous avons eu l'occasion, à maintes reprises, de constater que le prix de revient de la production hellénique est élevé ; les causes de cette défavorable situation en sont les mêmes pour tous les produits. La culture du tabac, comme les autres, souffre de la médiocrité des moyens techniques et du manque de capitaux. On se souvient de la pénurie des capitaux, qui est la conséquence des appels trop fréquents au crédit que pratique le gouvernement et de la méfiance des prêteurs étrangers. Mais à côté de ces facteurs généraux, qui sont une cause de hausse du coût de production pour toutes les cultures, le tabac en subit une autre dont le poids est écrasant : ce sont les charges fiscales.

L'Etat hellénique ayant éprouvé des difficultés financières à plusieurs reprises n'a pas manqué de recourir à l'imposition de ce produit, qui paraissait assurer des bénéfices considérables aux producteurs. En apparence aussi c'était l'impôt rêvé, car il conciliait les avantages positifs d'un fort rendement avec les mérites théoriques d'un système fiscal démocratique. Assis sur un produit de large consommation intérieure et extérieure, il pesait non seulement sur les consommateurs nationaux, ce qui lui valait le reproche d'être générateur de vie chère, mais aussi sur les étrangers.

Par là même, la forte imposition du tabac a eu le grand inconvénient d'accroître le prix de revient de ce produit et de le mettre dans l'impossibilité de résister à la concurrence. Le système de taxation en vigueur jusqu'en 1925 comportait une foule de droits perçus au profit de l'Etat, de Communes ou d'établissements d'utilité publique. Un pareil régime prêtait trop aisément à la critique pour pouvoir être maintenu. La complication s'y ajoutait à la lourdeur. Aussi, en 1925, un système plus simple lui fût-il substitué.

L'impôt foncier perçu, actuellement, sur le tabac est fixé au taux de 16 % du prix de vente. En lui ajoutant quelques taxes supplémentaires on atteint un pourcentage de 19,20 % d'impôt assis sur le revenu brut du tabac vendu en feuilles (1). De plus la Banque de Grèce prélève, depuis une date récente, 30 % des devises étrangères provenant de l'exportation des produits. Elle les achète à un cours correspondant à la parité de la valeur de la monnaie étrangère par rapport à la drachme lors de la stabilisation monétaire. Or ce prélèvement d'une partie des devises étrangères constitue, en réalité, une taxe à l'exportation.

L'impôt sur le revenu brut, pratiqué en Grèce, s'inspire d'une conception fiscale primitive, il est injuste et il handicape sur le marché mondial les marchandises qui en sont frappées. Le tabac grec supporte, du fait de cette

(1) C. f. *Le rapport présenté à la Ch. des députés helléniques par MM. N. Nicolaïdès et Lambrianidès, sur l'impôt foncier sur le tabac, publié par le Ministère de l'Economie nationale dans un volume intitulé : « La question du tabac », Athènes, 1931, p. 81.*

contribution, une charge sept fois supérieure à celle qui pèse sur les produits de Turquie et de Bulgarie.

La manipulation complémentaire dite commerciale, dont il peut être l'objet avant son exportation, provoque aussi la hausse du prix de revient. Elle peut être plus ou moins perfectionnée suivant la qualité que l'on peut obtenir. Mais le travail supplémentaire qu'elle implique est une source de dépenses qui se répercutent, en dernière analyse, sur le prix de revient. Sources de dépenses, certes, mais aussi source d'enrichissement pour la population qui en vit. Aussi une tendance curieuse se manifeste-t-elle chez quelques gros clients de la Grèce ; elle consiste à conserver pour eux-mêmes la charge et par là les bénéfices des manipulations. Certains pays, notamment l'Allemagne, qui est le principal importateur de tabac grec, ont pris l'habitude, dès avant la guerre mais surtout depuis, d'exiger la livraison du tabac tel qu'il est après la première manipulation, dite villageoise, afin d'éviter les frais de la manipulation complémentaire. C'est une branche de l'industrie que la Grèce laisse échapper.

En présence de ce mouvement, les autorités helléniques ne sont pas restées inactives. L'exportation des tabacs après la première manipulation n'était pas sans entraîner d'assez graves conséquences sociales, car la main-d'œuvre industrielle employée à de semblables opérations allait être condamnée au chômage. C'est pour y parer que le législateur grec est intervenu en 1922 pour interdire l'exportation des tabacs aromatiques, s'ils n'avaient pas subi les manipulations complémentaires. La loi 2869 de 1922 fut appliquée jusqu'en 1925.

Les effets furent aussi immédiats que défavorables, car les exportations après le vote de ce texte décreurent brutalement. En essayant de sauver l'industrie de transformation on risquait de ruiner la culture. Force fut au décret-loi du 11 Juillet 1925 de rétablir la liberté des manipulations commerciales. Seule la première manipulation restait obligatoire. En outre, pour diminuer les conséquences du chômage qui résulterait pour les travailleurs spécialisés dans les manipulations, ce décret-loi institue une caisse d'assurance. Mais, comme l'a remarqué M. Bakalbassis (1), ancien ministre de l'Agriculture, cette assurance ne pourra pas supprimer le chômage ; elle ne pourra que le rendre moins pénible pour la main-d'œuvre. Ce sont des mesures *a posteriori* et non pas préventives comme l'étaient les dispositions relatives aux manipulations. Cependant on peut tenter de remédier au chômage en reclassant ces ouvriers urbains dans la vie agricole ; la solution a été préconisée en Angleterre où la renaissance de l'agriculture semblait devoir apporter ainsi un remède au chômage. Mais en Grande-Bretagne on se heurtait aux difficultés résultant du manque d'espaces libres. En Grèce, au contraire, on peut diriger les ouvriers du tabac qui sont d'une origine paysanne, vers l'agriculture en leur accordant un lot de terre pris sur les étendues qui deviendront bientôt cultivables.

Quant à l'organisation du marché du tabac hellénique,

(1) A. Bakalbassis : *Introduction générale à l'étude de la question du tabac*, insérée dans le volume publié par le Ministère de l'Economie nationale, op. cit.

nous constatons à l'intérieur du pays l'intervention des intermédiaires et des commerçants, dont l'activité supplée au défaut d'organisation coopérative suffisante entre les producteurs. Mais les bénéfices que ces intermédiaires tirent du commerce du tabac et qui atteignent avec les frais généraux 27 % du produit de la récolte (1) contribuent à la hausse du prix de vente, ou, au contraire, à une restriction du bénéfice des producteurs.

Le commerce extérieur est exercé en grande partie par des compagnies étrangères, qui possèdent en Grèce des représentants et des installations pour la manipulation du tabac. Cette participation des entreprises étrangères au commerce du tabac grec s'explique, en partie, par la pénurie des capitaux qui caractérise le marché hellénique. Ainsi les profits que l'agriculture pourrait tirer de la vente de ses produits lui échappent dans une assez large mesure, puisqu'ils passent soit entre les mains d'intermédiaires, soit même à des compagnies étrangères. Il serait désirable que les cultivateurs pussent bénéficier à proportion de leurs efforts.

Il nous reste encore à examiner en quelques lignes les efforts faits ou qui restent à faire pour étendre les débouchés du tabac grec. Il est étonnant et fort regrettable que rien n'ait été tenté en Grèce, tout au moins jusqu'à une époque récente, pour vulgariser le tabac grec dans les pays où pourtant la consommation du tabac turc,

(1) C. f. A. Mantzaris : *La question des travailleurs du tabac*, Athènes, 1927, p. 46.

connu sous le nom de tabac oriental (1), est très forte.

L'expérience montre, cependant, qu'une propagande bien faite est possible, lorsque la vente du tabac est assurée par un monopole d'Etat. Il importe seulement que l'organisme qui en assume la responsabilité ait assez d'importance pour disposer de moyens de publicité puissants. Cela fait malheureusement défaut en Grèce, car les opérations sur la tabac s'effectuent entre des cultivateurs et des commerçants sans qu'une institution solide vienne coordonner leur action. En dehors du marché allemand qui en absorbe la plus grande partie, le tabac hellénique est presque inconnu dans les pays qui seraient, sans doute, disposés à l'accepter, d'autant plus volontiers qu'il est d'une qualité supérieure à tous les autres. Nous estimons qu'une politique de propagande, en faveur du tabac hellénique, doit être organisée dans les pays qui n'en consomment que peu actuellement. Elle est indiquée et même imposée par la nécessité de donner à ce produit la place qu'il mérite sur le marché mondial. Cela présenterait, en outre, l'avantage supplémentaire d'atténuer la dépendance de la production nationale du tabac, car si la clientèle hellénique se borne à quelques pays, en cas de rupture des relations diplomatiques ou de revirement dans les rapports commerciaux des pays consommateurs l'action de ces derniers peut être très efficace et ôte toute indépendance à la politique douanière de la Grèce.

(1) C. f. Ce terme est impropre, car les tabacs d'Orient comprennent tous les tabacs produits en Yougoslavie, Bulgarie, Grèce et Turquie.

C'est encore un des périls de la monoculture que de faciliter, au cours des négociations douanières, l'emploi des moyens de pression par l'Etat avec lequel la Grèce doit contracter ; il suffit d'une interdiction d'importation du tabac hellénique, pour amener notre pays à résipiscence. Il faut reconnaître, toutefois, que l'extension de la consommation du tabac hellénique se heurtera à des difficultés très fortes. Ainsi, dans les pays pratiquant le monopole d'Etat pour le tabac, la propagande en faveur du tabac hellénique devra s'adapter à la politique commerciale du pays envisagé. A la vérité, il est permis d'envisager une entente avec la régie française par exemple, puisque celle-ci se charge de la vente seulement et se borne à surveiller et à réglementer la culture. Une certaine entente a, d'ailleurs, eu lieu dernièrement : En effet, en contrepartie du régime restrictif imposé aux importations des vins grecs, le gouvernement français s'est engagé de recommander au service de l'exploitation industrielle des tabacs d'employer une quantité des tabacs grecs correspondant à une somme de 49 millions de francs et cela à partir du mois de Juin 1932 et jusqu'au mois de Juin 1933. (1)

Dans les pays où il n'existe pas de monopole d'Etat, les grands trusts industriels de tabac résisteront à cette importation du nouveau produit, si leurs intérêts y sont contraires.

Il est souhaitable que, dès maintenant, la politique du tabac en Grèce soit orientée vers la recherche de

(1) C. f. A. Antoniou : *Le régime douanier des vins grecs en France*, Paris, 1932, p. 99.

débouchés de plus en plus étendus. Tel est l'aspect, le plus actuel, du problème du tabac.

2. — *La production et la consommation mondiale du tabac*

Cette attitude s'impose d'autant plus maintenant que le courant général, observé dans la période d'après-guerre, tend dans tous les pays à renforcer la production. Il n'a pas manqué de s'étendre au tabac. Cette culture a donné dans les pays qui s'y consacraient un rendement de 41 % supérieur à celui d'avant-guerre.

Ainsi la moyenne annuelle, étant pour les années 1910-1913 de 3.410.000.000 pounds, remonte en 1930 à 5.790.000.000 pounds (1). Cette production est répartie entre différents pays de la façon ci-après :

a) Production au Japon :

1909-1913 pounds	94.000.000	en moyenne
1927-1932	— 142.000.000	—

b) Production en Chine :

1909-1913 pounds	150.000.000	en moyenne
1923-1927	— 289.000.000	—

c) Aux Etats-Unis la production du tabac, suivant les données fournies par le bulletin de l'Institut international d'agriculture (Décembre 1929) (2), s'élève en 1923-1927 à 603.500 tonnes.

Cette production fut portée en 1928 à 625.000 tonnes.

(1) C.f. *Compte rendu des travaux de la Conférence des tabacs d'Orient*, paru dans la revue « *Les Balkans* », Athènes, Juillet, 1932.

(2) C.f. *Annuaire économique de la Grèce de l'année 1929*. Athènes, 1931, p. 63.

La production dans les pays producteurs des tabacs d'Orient est indiquée dans le tableau ci-dessous (1).

Années	Grèce	Turquie	Bulgarie	Total en tonnes
1923	56.108	25.988	45.000	127.096
1924	50.174	52.352	48.903	151.429
1925	65.564	53.686	38.582	157.832
1926	55.534	45.000	26.979	127.513
1927	61.898	55.500	15.827	133.225
1928	53.288	35.000	17.000	105.288
1929	79.263	40.000	30.000	149.263
1930	64.125	46.500	26.000	136.625
1931	42.000	46.000	32.000	120.000

Pour ce qui est spécialement des tabacs d'Orient, d'après les données ci-dessus, leur production en 1929 est de 17 % supérieure à celle de 1923.

Cet accroissement de la production du tabac ne pouvait, en aucune manière, se restreindre jusqu'à une date assez récente, car la consommation augmentait parallèlement. Le niveau de vie des classes laborieuses s'est élevé après la guerre, pour des raisons psychologiques les divers besoins se sont développés spécialement celui de fumer. Alors une véritable mystique de la prospérité domine toute la vie économique ; le progrès semble être dans l'augmentation continue de la consommation, manifestation d'un « standard of living » supérieur, et dans le

(1) C.f. E. Pirounakis : *Remarques sur la politique du tabac hellénique*, dans la *Revue d'Economie sociale et financière*, Athènes, Mai-Août 1932, p. 268.

maintien de prix élevés qui permettent d'étendre le pouvoir d'achat des producteurs.

De ces idées générales nous retrouvons l'influence dans le mouvement de la production et de la consommation du tabac. Les données suivantes, bien qu'insuffisantes, car il est malaisé de connaître plus ou moins exactement la consommation mondiale du tabac, indiquent nettement la tendance à la hausse de la consommation du tabac dans les principaux pays d'Europe depuis 1926 (1).

Tels sont les chiffres en tonnes pour :

	1926	1929	1930
Allemagne	100.934	112.345	116.498
France	46.541	55.943	55.877
Angleterre	37.428	45.094	46.898
Italie.....	28.941	29.695	26.042

A la production accrue a répondu une consommation intense et toujours croissante. Mais depuis 1927, et surtout en 1929, la production du tabac fut très abondante et le marché mondial commence à être encombré. Ici encore nous retrouvons l'expression particulière d'un phénomène universel. Entre une production toujours orientée vers la croissance et une consommation qui brusquement s'arrêta, un décalage s'est produit. Il fut fatal au tabac grec.

(1) C.I. *Bulletin de l'Office pour la protection du tabac*, Cavalla, Décembre, 1931.

3. — *La nature de la crise du tabac grec*

Après avoir jeté un coup d'œil sur le coût de production, sur l'état des débouchés, sur l'évolution de la production et de la consommation mondiales du tabac au cours de la période postérieure à 1923, nous pouvons déterminer la nature de la crise subie par le tabac hellénique depuis cette date. Mais pour ce faire il faut distinguer deux périodes : une première qui va de 1923 à 1929 et l'autre qui commence avec l'année 1929.

Dans la première période, ce dont a souffert le tabac hellénique n'était dû ni à la surabondance ni à la sous-consommation mondiale du tabac. Bien au contraire, la consommation mondiale était forte à cette époque ; et tandis que les tabacs des autres pays producteurs étaient facilement placés sur les marchés de consommation, ceux de la Grèce étaient peu répandus, à cause de leurs prix élevés. Il y avait là une crise de mévente spéciale au produit hellénique.

On aurait pu la lui éviter, si l'on avait pratiqué des prix plus bas. Il ne faut pas oublier, en effet, que les tabacs helléniques sont recherchés dans de nombreux pays pour être mélangés avec des tabacs de qualité inférieure. Si donc le tabac grec avait été offert à des prix moins élevés, il se serait substitué aux tabacs inférieurs. Les tabacs d'Orient, autres que celui de la Grèce, offerts à bas prix, ils ont toujours connu une vogue intense sur le marché mondial. On a, d'ailleurs, démontré que le tabac hellénique pouvait être placé lorsqu'il est offert à bas prix : ce fut au cours des années 1925 et 1926. Les cours en baisse, conséquences

d'une part de la hausse du change et d'autre part de la diminution du prix de revient, ont permis non seulement de vendre entièrement la récolte, mais encore d'écouler en totalité les stocks des années précédentes (1).

Eu égard à ces difficultés permanentes de placement, notre produit se trouvait, si l'on peut dire, en état de moindre résistance au moment où la crise économique mondiale l'atteignait en même temps que tous les autres produits. En effet, à la différence de cette crise de mévente, qui lui était spéciale, la crise de 1929 devait être générale pour les tabacs de toute provenance.

La diminution du pouvoir d'achat des consommateurs, conséquence de la crise économique générale et les récoltes abondantes obtenues depuis 1927, spécialement dans les pays d'outre-mer, ont eu pour effet normal la baisse des prix. Celle-ci a été plus forte pour les tabacs de qualité supérieure, pour lesquels a joué, naturellement, la loi de substitution. Le tabac hellénique souffre donc, depuis 1929, d'une crise de sous-consommation.

Pour apprécier la baisse des prix dont a été affectée la vente des tabacs, autres que ceux de qualité, nous nous référons aux renseignements statistiques du Ministère du Commerce des Etats-Unis ; selon ces données le prix moyen d'un pound de tabac était avant 1929 de 0 dol. 21 ; mais en 1929 il descendit à 0 dol. 186, en 1930 à 0 dol. 129 et en 1931 à 0 dol. 097 (2). Telle fut sur le marché américain

(1) C.f. A. Mantzaris : *La question des travailleurs du tabac*, op. cit., p. 36.

(2) C.f. Em. Piroukanis, op. cit., p. 267.

la manifestation de la crise mondiale. Elle n'apparut pas avec une moindre brutalité sur les places helléniques. Les tabacs grecs étaient vendus avant 1929 sur le marché national au prix de 44 dr. 44 l'ocque. Depuis 1929 la baisse fut rapide ; ainsi en 1929 le prix de l'ocque est à 43 dr. 66, en 1930 à 31 dr. 69 et en 1931 à 27 dr. 29 ; pour cette dernière année la chute des cours est encore plus marquée, si l'on tient compte de la dépréciation de la monnaie nationale.

La diminution des prix de vente, par laquelle les producteurs de tabac supérieur ont cherché à se défendre contre la crise, devait atteindre le niveau du coût de production. Mais le prix de revient du tabac grec étant élevé, les cours de vente étaient, généralement, inférieurs au coût de production.

Au point de vue de la quantité, la récolte de tabac grec, à considérer l'exportation moyenne des années 1929-1931, a pu être écoulée malgré l'abondante récolte de 1929. Mais ce résultat ne fut obtenu qu'au détriment des prix. Des stocks demeurèrent disponibles dans le pays, du reste ils n'étaient pas supérieurs à ceux non exportés les années précédentes représentant environ 13,6 millions d'ocques. Il était malaisé de les employer, car ils provenaient des tabacs des récoltes antérieures à 1929 et étaient ou de qualité inférieure, parce que détériorés par les mauvaises conditions climatiques, ou très chers parce que grevés de frais élevés consécutifs d'une manipulation compliquée. A la difficulté provenant de l'existence de ces quantités massives s'ajoutait un autre obstacle, conséquence du fait que produites en période de prospérité

et de hausse des prix mondiaux, elles avaient été grevées de frais fort élevés qu'à cette époque on ne pensait pas à réduire.

Ainsi apparaissent dans la crise des tabacs helléniques deux éléments bien distincts, dont nous ne saurions trop souligner les différences : une situation permanente d'infériorité pour les tabacs grecs, un phénomène temporaire qui l'a aggravé, savoir : la crise mondiale.

S'il est malaisé pour le gouvernement hellénique d'agir directement sur celui-ci, il lui est beaucoup plus facile d'y pallier en tentant d'améliorer celle-là. A cette tâche les pouvoirs publics se sont activement employés.

II. — *LES MESURES DE PROTECTION DU TABAC*

La crise du tabac eut, en effet, pour les cultivateurs et l'économie nationale toute entière de si périlleuses conséquences que le gouvernement, docile aux appels des agriculteurs et des commerçants, dut intervenir. Trois buts s'offrirent à son activité. Il s'efforça de diminuer le prix de revient, d'améliorer la qualité, enfin d'agir directement sur les prix par la restriction de l'offre. Ces mesures durent être prises rapidement pour aider les agriculteurs à traverser une passe difficile. Aussi ont-elles été édictées avec la préoccupation exclusive de limiter l'extension de la crise. A l'heure actuelle il faut stabiliser et améliorer cette politique de défense. Aussi examinerons-nous en premier lieu les dispositions protectrices de la culture du tabac pour considérer ensuite brièvement les réformes proposées.

1. — *Les mesures prises*

Depuis 1925, le gouvernement hellénique fut conduit par la crise spéciale, dont souffrait le tabac grec, à formuler toute une série de prescriptions destinées à éviter les dommages, qui pourraient en résulter pour la vie économique du pays.

En dehors de l'intervention législative, qui a supprimé en 1925 la manipulation commerciale obligatoire, on trouve dans l'histoire du tabac hellénique, non seulement des mesures appelées à régler des points spéciaux, mais d'autres tendant, dans leur ensemble, à diminuer les chances de dépréciations du produit sur le marché mondial et, même, à en développer les débouchés.

Ainsi, la loi du 31 Octobre 1925 institua des offices autonomes pour la protection du tabac dans les principales régions productrices. Ils sont au nombre de trois : à Salonique, Volo et Cavalla, et chacun est dirigé par un Conseil d'administration, composé de membres représentant l'Etat, les institutions de crédit agricole, les producteurs, les industriels et les commerçants de tabac. Seuls les délégués des producteurs, des industriels et des commerçants ont le droit de vote, ceux des institutions de crédit et de l'Etat ont pour mission de surveiller et de contrôler les décisions des intéressés.

S'il y a eu intervention de l'Etat, celle-ci s'est effectuée avec la plus grande souplesse. Le Parlement a entendu remettre aux agriculteurs eux-mêmes le soin de défendre leur production. Mais il ne pouvait se départir du légitime contrôle que doit exercer l'administration sur l'activité

des intéressés, le sort de l'économie nationale, que mettait en jeu la politique du tabac, ne saurait être abandonné à une coalition d'intérêts particuliers. Entre ces derniers, du reste, un arbitre doit apporter la conciliation et maintenir la bonne entente. Nul n'est plus qualifié pour assumer de semblables fonctions que la puissance publique.

Le rôle que le législateur a assigné à ces offices est de poursuivre l'amélioration de la culture par des procédés techniques nouveaux, d'obtenir une bonne qualité, un prix de revient plus faible et, en particulier, l'extension des débouchés.

Un autre trait caractérise ces offices : c'est la collaboration que le législateur a voulu organiser entre producteurs, industriels et commerçants, pour permettre aux premiers de profiter de l'expérience des seconds ainsi que de leur connaissance du marché mondial. Mais on peut reprocher à cette institution d'être encore imparfaite, la représentation des forces économiques qui concourent à la culture du tabac est incomplète, parce que les ouvriers, qui forment pourtant un élément considérable dans l'industrie du tabac, n'y désignent pas de délégués. On souhaiterait dans l'intérêt de la paix sociale, du développement de la bonne harmonie entre le capital et le travail, que les salariés siègent à côté de leurs employeurs. Ainsi les décisions des offices auraient une plus grande autorité, car elles exprimeraient, réellement, le sentiment de toute une branche de la production.

Installés dans les principales régions productrices de tabac, les offices sont en mesure de connaître les conditions de la culture locale et de prendre les dispositions utiles.

Mais pour concentrer les efforts, tendant à la protection de l'ensemble de la production, les trois offices sont unis en une Ligue siégeant à Salonique. C'est d'un commun accord que ces offices ont fondé un Institut du tabac, dont la mission est de poursuivre des recherches et des expériences relatives à la rationalisation de la plantation du tabac. Cet Institut n'a pourtant pas pu fonctionner utilement, à cause de la modicité des moyens financiers mis à sa disposition.

Nous avons, en indiquant au début de ce paragraphe quelle action bienfaisante pourrait être la leur, précisé ce qu'ils auraient dû faire. Ils n'ont pas malheureusement réalisé le beau programme qui leur était tracé. Qu'ils n'en soient pas rendus entièrement responsables. La modicité de leurs ressources financières les a souvent arrêtés dans l'exécution de leurs projets, on ne saurait leur faire grief de leur pauvreté, mais plutôt leur rendre hommage pour ce qu'ils ont pu créer avec des moyens médiocres. Moins excusable est l'opposition d'intérêts qui existe dans leur sein et les paralyse. Pour remédier à de tels inconvénients, on a proposé d'accorder le droit de vote aux représentants de l'Etat qui pourraient ainsi rétablir l'équilibre à l'intérieur de ces offices (1).

En dépit de ces difficultés, l'effort gouvernemental a persisté et s'est étendu à d'autres domaines. C'est ainsi que, pour améliorer la qualité du tabac, diverses mesures

(1) C.f. E. Pirounakis : *La question de l'organisation des producteurs du tabac*, in *Revue mensuelle économique et sociale*, Athènes, 31 Mars 1931.

législatives furent prises dans la crise de 1929. Ainsi la loi 4660 de 1930 a interdit de cultiver du tabac sur les terres humides. L'application stricte de cette loi donna des résultats satisfaisants : l'étendue cultivée en tabac, atteignant 1.242.614 stremmes en 1929, fut restreinte en 1931 à 861.946 stremmes soit 30 % en moins. Cette restriction de la culture entraîna en même temps une diminution de la production et permit un allègement des stocks.

D'autres lois furent votées en 1931 pour encourager l'amélioration qualitative du produit. La loi 5165 prit des mesures rigoureuses mais depuis longtemps réclamées par les évènements. Elle a prescrit la destruction contre indemnité des tabacs détériorés par les circonstances atmosphériques. L'application de cette loi eut pour effet de supprimer 5,5 millions d'ocques de tabac rendus inutilisables. En sacrifiant cet arriéré, elle supprimait une lourde hypothèque, qui, sans nul doute, aurait continué à peser sur les récoltes futures. La loi 5.166, de la même année, interdit la cueillette et la vente des feuilles inférieures de la plante et de celles de la seconde végétation.

Toutes ces mesures tendaient à améliorer la qualité pour mieux lutter sur le marché mondial contre la concurrence des tabacs d'espèce similaire ; cependant elles ont abouti en même temps à restreindre l'offre et à contraindre les cultivateurs à se mettre exactement au niveau de la demande. Une action directe en fut le corollaire. Ainsi le décret-loi du 23 Septembre 1931 autorise le gouvernement à acheter les stocks disponibles entre les mains des producteurs et provenant de la récolte de l'année 1930

et des années précédentes. Une commission centrale autonome fut instituée (elle est composée de hauts fonctionnaires, de représentants de la Banque Nationale de Grèce et de la Banque Agricole et de deux experts), elle procède à ces opérations d'achat et de manipulation et de vente du tabac. Elle fixe les prix d'achat et de vente que le Conseil des Ministres approuve. Le financement de ses opérations est assuré par la Banque Nationale de Grèce et la Banque Agricole.

C'est un office chargé de gérer et de vendre les stocks de tabac disponibles dans le pays. On a adressé des critiques à ce système d'intervention de l'Etat, auquel on reproche d'être inefficace, parce que les quantités non vendues, tout en étant retirées du marché, n'en continuent pas moins à peser sur lui. Elles sont, en effet, destinées à être écoulées par l'Office ; on ajoute que l'Etat est inapte à exercer le commerce et l'industrie. A quoi les partisans du système répondent : d'une part, les faits montrent que la Commission créée a administré avec prudence et économie les produits (8,5 millions d'ocques depuis 1931, offerts à 24 dr. 07 pour les tabacs de Macédoine et de Thrace et 10 dr. 76 pour ceux des autres régions). Elle a procédé à leur manipulation, les frais ont atteint en moyenne 5 dr. 90 par ocque au lieu de 12 dr. 10 selon les calculs des adversaires du système (1). Il faut ajouter que le rôle de l'Office a été utile au point de vue social,

(1) C.f. A. Bakalbassis : *Compte rendu du service central pour l'achat et la gestion des tabacs*, article paru dans le journal « *Proïa* », Athènes, 23/12/32.

puisque les manipulations ont donné une occupation lucrative à de nombreux ouvriers, qui auraient chômé si les stocks des tabacs étaient restés entre les mains des producteurs. Enfin, ce qui est essentiel, cette politique en débarrassant les producteurs des stocks invendus leur a permis de continuer leur culture. Ajoutons également que l'Office régularise les mouvements des prix, il évite, en effet, les ventes brutales et massives qui provoquent l'effondrement des cours ; les cultivateurs peuvent lui céder leurs récoltes à des conditions raisonnables, ils évitent ainsi de faire appel aux usuriers pour financer la campagne suivante. L'Office constitue donc indirectement un moyen de crédit.

Nous croyons, pour notre part, que les mesures prises étaient justifiées, car il importait d'aider les producteurs de tabac à triompher des difficultés présentes. Le sacrifice qui serait imposé à la collectivité nationale, en cas de vente en perte du tabac géré par l'Office, permettra au principal produit agricole du pays de sortir de l'embarras dans lequel la crise actuelle l'a mis. En ce qui concerne la vente du tabac, acheté par l'Office, elle sera, certainement, effectuée par petites fractions suivant les besoins du marché. Certes, des expériences défavorables, telles le Farm Board aux U. S. A. et le Pool Canadien, peuvent donner à réfléchir, mais une politique prudente de liquidation des stocks ne semble pas devoir entraîner de risques sérieux. Cependant une restriction de la production du tabac ne saurait être admise ; cette solution unilatérale aurait pour résultat de permettre le développement de la demande sur le marché mondial des tabacs d'Orient

de la Turquie et de la Bulgarie. Une entente avec les autres pays producteurs de tabac d'Orient, à savoir la Bulgarie, la Turquie et la Yougoslavie serait de nature à faciliter les solutions du problème de l'offre du tabac d'Orient. Dans l'entr'aide internationale, se superposant à l'action nationale, doit se trouver la solution du problème du tabac.

Les pays balkaniques l'ont compris et une conférence des tabacs d'Orient fut tenue à Istambul du 15 au 22 Mai 1932, en vue d'établir les bases de l'action commune des états producteurs de tabac d'Orient. Au cours de cette réunion, après avoir recherché les causes de la crise du tabac d'Orient, les délégués des nations intéressées ont élaboré un plan de réglementation du marché, ils ont proposé à leurs gouvernements respectifs la création d'un office de tabac d'Orient. Il aurait pour mission de poursuivre l'amélioration qualitative de la production du tabac, l'extension des débouchés et enfin l'adaptation de l'offre à la demande.

Quoiqu'il en soit, les mesures prises par le gouvernement hellénique, si elles n'apportent pas une solution parfaite, constituent pourtant des remèdes appréciables ; elles permettent d'attendre la conclusion de conventions internationales, elles les facilitent en organisant la production à l'intérieur du pays.

En troisième lieu, et afin de maintenir et même d'élargir les débouchés du tabac hellénique, on a pratiqué le système de contingentement. Depuis la crise de 1929, et surtout depuis celle de 1931, beaucoup de pays pour protéger leur monnaie, leur production et leur commerce

ont eu recours à la restriction ou la monopolisation du change au profit des Banques Centrales. Corrélativement ils ont restreint les importations par le contingentement, par la conclusion d'accords d'échange, par la création de bureaux de compensation et enfin par toute sorte de mesures de protectionnisme ouvert ou déguisé.

La Grèce avait toutes les raisons de pratiquer la compensation, pour éviter d'aggraver le déséquilibre de sa balance des comptes, fort atteinte, surtout, depuis la nouvelle dépréciation de sa monnaie qu'entraîna la dévalorisation de la livre sterling en 1931. Elle a conclu des accords avec des Etats ou des institutions étrangères pour organiser l'échange de produits ; le tabac occupa la place principale parmi les denrées contingentées.

Le procédé de contingentement, utile peut-être en des circonstances exceptionnelles, ne doit pas être considéré comme une panacée à la situation économique troublée, ni même comme susceptible de développer les relations commerciales. C'est le type du palliatif que justifient seules les circonstances anormales du temps présent. Il est en effet la source de nombreux inconvénients que M. le Professeur Roger Picard a mis en relief, d'une façon très nette, dans un article publié dans le *Capital* (1).

Ainsi M. Picard reproche à ce système de nuire aux intérêts privés en même temps qu'aux intérêts généraux. Les intérêts privés sont lésés, car c'est l'accord entre

(1) C.f. Roger Picard : *Le commerce international des denrées alimentaires et le contingentement*, in « *Capital* », Paris, 5 Mars 1932.

les importateurs nationaux et les exportateurs étrangers qui fixe les contingents et les livraisons, ce qui aboutit « à une sorte de monopole corporatif » et à l'abandon des prérogatives de l'Etat à des groupements particuliers. Les intérêts généraux sont aussi sacrifiés, car les contingents, comme d'ailleurs les tarifs douaniers, entraînent l'augmentation du coût de la vie, ils réduisent la consommation nationale, ils nuisent à son écoulement extérieur. Ils risquent d'aboutir à un appauvrissement généralisé, conséquence d'un isolement presque complet.

La situation économique actuelle a besoin de tout autre chose que des mesures prohibitives. « Le commerce mondial souffre d'une maladie de circulation ; ce n'est pas en le ligotant qu'on le guérira. Les crises précédentes se caractérisent surtout par la baisse des prix, celle-ci y ajoute un fait, qui lui est particulier, la diminution du volume des échanges ».

La Grèce avant de recourir à la pratique du contingentement s'était adressée à la Société des Nations. Elle désirait que l'on étendit à son principal produit, le tabac, le système préférentiel alors à l'étude pour les céréales de l'Europe centrale. Dans le mémoire présenté par la Grèce au Comité d'études, il était démontré que les tabacs helléniques et, en général, tous les tabacs européens subissaient un préjudice du fait du traitement différentiel dont jouissaient en Europe les tabacs d'outre-mer. Les modifications tarifaires demandées ne devaient pas porter de grands dommages aux tabacs d'outre-mer, étant donné que le tabac hellénique ne dépasse pas 11 % de l'ensemble

de l'importation en Europe des tabacs extra-européens (1). En le favorisant elles auraient pour résultat d'accroître le pouvoir d'achat d'une partie importante de la population hellénique, qui serait ainsi capable d'importer plus de produits étrangers. La demande de la Grèce n'a pas reçu satisfaction jusqu'à présent.

Du reste, l'étude jusqu'à présent du traitement préférentiel pour les céréales de l'Europe centrale marque aujourd'hui un temps d'arrêt. Puisse la prochaine conférence économique mondiale reprendre la question et apporter au problème, sans en excepter la Grèce, une solution large que les circonstances rendent chaque jour plus nécessaire.

2. — *Les mesures proposées*

En raison de l'intérêt que la question du tabac présente pour la Grèce, des discussions et des propositions nombreuses préconisèrent des solutions diverses pour permettre à ce produit de sortir de la crise qu'il traverse et de retrouver dans l'avenir la prospérité. Parmi les systèmes présentés aux pouvoirs publics nous en retrouvons deux qui nous paraissent les plus notables et les plus aptes à satisfaire aux besoins de la culture du tabac. D'après le premier, on envisage la création d'un organisme autonome du tabac, qui, administré par des représentants de la production, de l'industrie, du commerce, des ouvriers de l'Etat, des banques et de l'Ecole supérieure d'agriculture,

(1) C.f. N. Hatzivasilliou : *L'union européenne*, Athènes, 1932, p. 339.

aurait pour but de poursuivre la diminution du coût de production ainsi que l'amélioration de la qualité et à l'extension des débouchés. Il aurait aussi pour tâche de maintenir l'entente avec les pays producteurs de tabac similaire et d'assurer la protection des travailleurs.

Cet organisme autonome concentrerait les efforts développés en ordre dispersé par les producteurs, les ouvriers, et les commerçants. Il est fondé sur une large représentation. Mais il faut noter que cette solution, qui permettrait une collaboration étroite de tous les intéressés, serait incomplète, si elle n'est pas liée à la diminution des charges fiscales qui pèsent sur le tabac.

La deuxième proposition, émanant des producteurs, présente avec la précédente certains traits communs, elle prévoit également la création d'un organisme autonome par la fusion des offices existants. Il serait administré par les délégués de la production en majorité, ainsi que par des représentants de l'Etat. Mais les attributions de cet organisme devraient être beaucoup plus larges que celles confiées à l'office dans le système ci-dessus préconisé. Les agriculteurs sont disposés à confier à une institution, qui est leur émanation directe, des pouvoirs étendus. Ainsi, en dehors de l'amélioration de la production et de la propagande en faveur du tabac hellénique à l'étranger, elle s'efforcerait d'adapter l'offre à la demande, elle procéderait à l'achat des quantités de tabac non écoulées qu'elle s'efforcerait d'exporter, grâce au concours des coopératives de production. On voit bien que cette deuxième proposition s'inspire de l'espoir, qui, traditionnellement, guide les producteurs : supprimer les intermédiaires

et les commerçants pour bénéficier des profits que ceux-ci retirent du commerce du tabac.

Mais si l'on tient compte de l'état embryonnaire des coopératives de production en Grèce, on ne manquera pas de remettre à plus tard l'application de ce système. En effet, dans les circonstances actuelles, l'abandon du commerce du tabac aux mains des agriculteurs produirait des effets plutôt défavorables pour la production et la consommation du tabac grec. Quelles que soient les divergences, qui séparent les deux propositions, il importe de signaler que l'une et l'autre témoignent de la nécessité, universellement reconnue, de mieux coordonner la production du tabac, de doter l'organisme à créer de moyens puissants. C'est vers une économie organisée que doit s'orienter l'agriculture grecque.

CHAPITRE IV

LE SYSTÈME DE VALORISATION DU RAISIN SEC DE CORINTHE

En examinant dans la première partie de la présente étude l'évolution de la production et de l'exportation du raisin sec de Corinthe, nous avons eu l'occasion de constater l'essor considérable de ce produit dans le dernier quart du XIX^{me} siècle.

Les circonstances étaient particulièrement favorables au développement des vignobles. Le plus grand producteur vinicole, la France, était alors hors de cause, les vignes françaises étaient en 1878 ravagées par le phylloxéra et se trouvaient dans l'impossibilité, en raison des mesures draconiennes qui avaient été prises pour combattre ce fléau, de satisfaire aux besoins du marché national. Celui-ci s'approvisionnait à l'étranger, en Espagne, en Italie, mais aussi en Grèce. Les produits helléniques étaient l'objet d'une demande intense de la part des consommateurs français et ils avaient sur ce marché une clientèle de première importance, qui leur procurait chaque année des débouchés croissants.

Pour donner un aperçu des progrès manifestes que la culture du raisin sec a réalisé pendant ces quelques vingt ans, il nous suffira de rappeler qu'elle n'était que

d'environ 210 millions de livres vénitiennes en l'année 1878 ; elle est passée à 343 millions de livres vénitiennes en 1891.

Mais cette prospérité fut de courte durée, car en 1892 le marché français se ferma, par suite de la reconstitution des vignobles et le retour assez rapide à la production normale de raisin en France. Ajoutons, du reste, que la France devait assez rapidement étendre la culture de la vigne et que le péril de la surproduction apparaissait parmi les éventualités redoutables. Aussi le marché français ne tarda-t-il pas à être interdit aux importations étrangères, et le nouveau tarif douanier de 1892 fit-il sur ce point également application des idées protectionnistes, alors en vogue. Le droit sur le raisin sec était fixé à 25 francs par quintal, il prohibait toute entrée en France de la marchandise grecque. La situation était d'autant plus grave, que ces quinze ans, pendant lesquels le placement était aisé, avaient donné l'illusion aux producteurs hellènes qu'ils ne parviendraient jamais à subvenir à une demande toujours grandissante.

Le réveil n'en fut que plus brutal. Ainsi, sur la récolte annuelle, une quantité de 100 à 130 millions de livres vénitiennes restaient invendues. Fatalement, il en résulta une crise et une baisse des prix du raisin de Corinthe. Les 1.000 livres vénitiennes qui, avant 1892, valaient 300 drachmes, n'étaient vendues en 1893 que 37 drachmes. Si l'on prend en considération que le coût de production du raisin de Corinthe était, à la même époque, de 90 drachmes pour 1.000 livres vénitiennes, on aperçoit le dommage

que supportaient les producteurs du fait de cette chute des cours.

Comment protéger les agriculteurs contre les dangers de cette crise ?

Après l'ère de prospérité qu'avait connu le raisin de Corinthe, on estimait que la crise ne serait que provisoire. C'était donc dans des mesures de circonstances que devait être cherchée la solution. Mais une solution immédiate était absolument indispensable. En effet, l'équilibre économique du pays aurait été troublé, puisque le raisin sec constituait 55 % de la valeur totale des exportations du pays. A l'époque, le libéralisme économique était encore la doctrine à la mode, aussi les gouvernements ne voulaient-ils pas prendre de mesures définitives, car ils avaient confiance dans le seul jeu de l'offre et de la demande pour rétablir l'équilibre entre la production et la consommation. On pensa tout d'abord recourir à un de ces moyens désespérés, qui, en pareilles circonstances, sont toujours mis en avant. On avait proposé d'arracher une partie des vignes de Corinthe pour réduire la culture et remédier ainsi à la crise. C'était inapplicable ; en effet, les propriétaires des vignobles ne consentiraient pas facilement à un aussi lourd sacrifice. La plantation de leurs vignes avait coûté 1.000 drachmes-or par stremme, il avait fallu attendre sept ans jusqu'à ce que leurs vignobles deviennent productifs ; même en admettant que ce procédé fût possible, il en serait résulté de nouvelles difficultés, car on ne pouvait remplacer la vigne par une culture pouvant donner le même rendement économique sur la même superficie cultivée.

Une autre solution aurait consisté d'arracher un même pourcentage de plants de chaque exploitation. La difficulté pour la réaliser n'aurait pas été moins grande, car d'une part on se serait heurté à la résistance de l'ensemble des viticulteurs, et d'autre part on aurait abouti à ce résultat indésirable d'arracher une grande quantité de plants donnant des raisins de bonne qualité.

De plus elle était d'une application incertaine : limiter les plantations, en interdire l'extension est déjà malaisé ; mais obliger les propriétaires à détruire de leurs propres mains leur exploitation, c'est soumettre l'initiative individuelle à une contrainte qui risque fort de la décourager.

La méthode d'action directe sur la production étant écartée, l'Etat ne s'est pas désintéressé du sort du vignoble grec ; il s'est efforcé d'agir sur les prix en essayant de les maintenir à un taux rémunérateur pour les producteurs.

Par quels moyens les gouvernements helléniques ont-ils cherché à pallier à la crise de surproduction dont souffrait depuis la fin du dernier siècle jusqu'à nos jours le raisin de Corinthe ? C'est à l'histoire de la protection de ce produit que nous consacrerons les deux sections suivantes.

Elles traiteront respectivement de la politique de valorisation du raisin sec depuis 1895 jusqu'en 1925 et de la politique suivie depuis la création du Comptoir Central du raisin de Corinthe.

I. — *LA POLITIQUE DE VALORISATION DU RAISIN SEC DEPUIS 1895 JUSQU'EN 1925*

La crise dans laquelle entra le raisin de Corinthe

depuis 1893 fut causée par la perte de la clientèle du marché français. Elle devait être longue et prendre par la suite des aspects différents. En effet, le raisin sec hellénique bénéficiait d'une situation privilégiée pendant le XIX^{me} siècle sur le marché international, tant par sa qualité que grâce à l'absence de concurrents. Cette situation favorable ne devait pas durer longtemps, puisque d'autres pays producteurs de raisin identique devaient apparaître sur la scène économique mondiale. Ces rivaux auxquels nous faisons allusion, ce sont les cultivateurs des pays neufs, Australie ou Amérique, qui, produisant à moindres frais sur de plus grandes étendues, inondèrent le marché mondial de leur récolte à bas prix. Devant les difficultés que rencontrait le produit essentiel de la Grèce, les Gouvernements ne sont pas restés inactifs. L'intervention législative ne tarda pas ; elle revêtit des formes très diverses parce qu'elle dut envisager à plusieurs reprises des solutions variées, répondant chaque fois à des nécessités sans cesse renouvelées.

1. — *La gestion du raisin de Corinthe par l'Etat*

La première immixtion du Parlement dans les problèmes agricoles avait pour but de valoriser le raisin de Corinthe sans recourir à la restriction de la production. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, la restriction du rendement par la destruction des vignobles n'était pas réalisable. Il restait donc à poursuivre la réglementation de l'offre en tenant compte de la demande sans entraver le cours normal de la production. L'action gouvernementale

devait assurer un équilibre entre celle-ci et la consommation des marchés internationaux. Les mesures prises pour atteindre ce résultat furent très diverses.

a) On réduisait d'abord de 4 drachmes par mille livres vénitiennes l'impôt foncier et le droit à l'exportation du raisin sec, s'élevant à 16,50 et même 19 drachmes ; en échange un impôt en nature de 15 % était acquitté par les exportateurs de raisin de Corinthe. Le produit devait en être géré par l'Etat lui-même.

b) Ce fut ensuite une tentative pour réserver au vignoble grec la clientèle de l'industrie nationale. Il était interdit à tous les fabricants d'alcool d'employer d'autres matières que le raisin sec pour la fabrication de l'alcool (1).

Ce régime a duré jusqu'en 1899 et il a donné des résultats médiocres. Il eut semblé, cependant, qu'on put en attendre de meilleurs à cette époque où la Grèce avait le monopole naturel du produit sur le marché mondial. Son insuccès relatif est dû à l'insuffisance du système, qui ne prévoyait aucune mesure destinée à écouler les stocks des années précédentes. Il restait donc tout un arriéré provenant des années précédentes qui continua à peser sur les cours. L'achat par les fabricants d'alcool n'intéressait donc qu'une très petite quantité de raisin de Corinthe. La portée d'une telle mesure était trop limitée pour qu'elle pût exercée sur les tarifs de vente une action efficace. Ainsi les prix auxquels les producteurs

(1) C.f. Lois du 25 Juillet 1895, 26 Février 1896 et 6 Mai 1896.

cédèrent leur récolte se maintinrent au-dessous du coût de production (sauf toutefois pendant deux années).

Les chiffres suivants indiquent la production et l'exportation du raisin de Corinthe au cours de la période de 1895 à 1898 (1).

Récoltes	Production en millions de livres V.	Exportation en millions de livres V.	Prix par mille livres V. en francs or
1895	322,5	345,5	66,65
1896	323,5	296	87,70
1897	243,5	211	158,22
1898	325,5	280	91,35

La gestion des stocks par l'Etat ne fut pas plus satisfaisante. L'Etat débutait à cette date dans la voie de l'interventionisme économique, il n'était pas encore accoutumé à la tâche nouvelle qui s'offrait à lui. Ses organes étaient en matière économique absolument incompetents. De plus, l'administration était obligée de vendre à bas prix aux nombreux fabricants d'alcool qui se concurrençaient sans d'ailleurs pouvoir absorber entièrement la matière première.

De cet échec relatif, l'Etat tint compte au cours de la deuxième phase de son intervention qui commence avec la loi de 1899 (2).

(1) C.f. Léonardos, op. cit.

C.f. De même, Kapsalis, op. cit., p. 43.

(2) C.f. Loi du 17 Juin 1899.

Ce texte apporta des modifications au régime antérieur. Il régla avec souplesse le taux du produit retenu, qui pouvait varié maintenant entre 10 et 20 %, suivant la production et les besoins du marché extérieur. En présence de la crise, il était utile de donner aux agriculteurs le temps d'attendre des jours meilleurs et de les soutenir par les crédits. Une Banque viticole fut créée dans ce but. C'était une société anonyme et dont les actionnaires devaient être les viticulteurs ; cette banque était chargée :

- 1° D'étendre les débouchés du raisin sec de Corinthe ;
- 2° De consentir des avances culturales aux producteurs de raisin de Corinthe pour leur permettre de continuer leur exploitation en cas de mévente de leur produit ;
- 3° Enfin de réunir et de gérer le produit stocké et le vendre aux fabricants d'alcool exclusivement.

Ainsi la gestion du raisin sec était confiée aux producteurs eux-mêmes. Le système ne répondit pas aux espoirs qui l'avaient fait naître.

Bien que le régime eut été amélioré, il manquait encore de souplesse ; contre le maintien de cet équilibre, instable et malaisément réalisé, agissaient des causes permanentes. En effet, la vente sur le marché national du produit concentré ne fut pas plus avantageux qu'auparavant, à cause de la lutte que se livraient les industriels. Il faut tenir compte en plus de l'impossibilité d'écouler des stocks réunis depuis plusieurs années. Il est vrai que la Banque Viticole a procédé à l'achat des quantités excédentaires. Mais ce ne fut fait que trop tard. Aussi la mévente de leurs produits interdisait-elle aux viticulteurs bénéficiant de prêts consentis par la Banque

Viticole de payer leurs dettes. Enfin, la Banque fut médiocrement dirigée. Cette institution se hasardait sur le terrain neuf et combien délicat de l'intervention sur le marché du raisin. Les personnes qui durent prendre ces responsabilités n'étaient pas préparées à leur tâche. C'est par la faillite de la Banque Viticole que la deuxième période de l'évolution se termina en 1905.

Le tableau suivant montre bien les mouvements en sens inverse de la production du raisin de Corinthe et des prix de vente pendant les années 1900 à 1904 (1).

Années	Production en millions de livres V.	Exportation en millions de livres V	Valeur de mille livres V. en francs or
1900	98	104	424,25
1901	300	259	146,35
1902	337	275	81,50
1903	389	245	91,80
1904	322	256	100,00

Une nouvelle réglementation s'imposait pour sortir de l'embarras dans lequel se débattaient les producteurs de raisin sec. La politique antérieure avait laissé un stock de 200 millions de livres vénitiennes, dont l'écoulement était problématique.

2. — *La Société privilégiée*

La loi de 1905 institua un nouveau système. Une Société privilégiée était constituée par la participation

(1) C.f. *Compte rendu du Comptoir Central de raisin sec de Corinthe* 1925-1926, Athènes, 1927, p. 2.

des principales banques grecques. Elle avait pour but d'assurer la gestion du raisin sec de Corinthe. L'Etat lui reconnaissait le bénéfice de certains avantages financiers et en échange lui imposait l'obligation de régulariser, par des procédés fixés au contrat, le marché du raisin de Corinthe. Aux termes du contrat passé pour une durée de vingt ans entre l'Etat et la Société privilégiée, cette dernière était investie de différents droits :

a) De retenir 20 % sur le raisin exporté plus 15 % d'impôt foncier perçu en nature au moment de l'exportation ;

b) De percevoir 7 drachmes par mille livres vénitiennes sur la production totale en raisin à titre de prime allouée à la Société pour compenser l'obligation d'acheter aux cultivateurs les quantités excédentaires de raisin ;

c) De veiller à ce que soit appliqué l'interdiction de planter en vigne de nouvelles étendues ;

d) De faire des avances sur warrant aux viticulteurs. En contre-partie elle s'engageait. :

a) A acheter les quantités de raisin sec disponibles sur les marchés intérieurs moyennant un prix de 115 à 145 drachmes les mille livres vénitiennes ;

b) A affecter chaque année une somme de 10.000 livres, afin de favoriser la propagande pour la consommation du raisin sec à l'étranger ;

c) A vendre à un prix fixe sur le marché intérieur les quantités de raisin sec qui étaient demandées par les fabricants d'alcool ; il faut y ajouter l'interdiction de pratiquer le commerce du raisin sec, exception faite

du cas où son stock en produit retenu s'élèverait à 90 millions de livres vénitiennes ;

d) A payer une redevance annuelle de 4 millions de drachmes à l'Etat. On pouvait légitimement supposer que de ses opérations elle tirerait du profit auquel il était juste que l'Etat participât.

A ce système les critiques n'ont pas été ménagées. On lui a reproché d'entraver le libre cours des lois économiques. Normalement la baisse des prix et la mévente auraient abouti à la diminution de la production et par là même à la restriction de la culture des vignes. Il était évident qu'en achetant le raisin sec à un cours fixé, on encourageait la stabilisation voire même le développement de la viticulture, qui était toujours assurée de placer ses produits à la Société privilégiée.

De plus, confier à une société privée la gestion du raisin sec, constituait, d'après ces détracteurs, une erreur, car la Société privilégiée, organisme privé doté d'avantages spéciaux, serait portée surtout à rechercher des bénéfices en négligeant l'intérêt des producteurs qu'elle était appelée à défendre.

Quelle est la valeur de ces observations ?

En premier lieu, il faut reconnaître qu'il était indispensable de restreindre la production ; une loi fut votée en 1910 pour inciter les cultivateurs à arracher leurs vignes moyennant une indemnité. Ce n'était là qu'une faculté et non une obligation (1). Cette loi a entraîné

(1) C.f. Loi du 27 Mars 1910.

jusqu'en 1915 la suppression de 33.253 stremmes de vignobles. Pour la Société privilégiée la dépense fut lourde, les capitaux, destinés à indemniser les propriétaires des vignobles supprimés, provenaient non de ses ressources normales, mais d'un emprunt de 500.000 livres sterling conclu spécialement dans ce but (1).

Quant au grief, tiré de la divergence nécessaire entre les intérêts de la Société et ceux des viticulteurs, il n'est pas absolument fondé : à la vérité, l'intérêt de la Société privilégiée n'était pas toujours opposé à celui des producteurs de raisin de Corinthe ; il faut remarquer que l'accord existait quand la récolte était abondante. La Société privilégiée voulait éviter d'être contrainte à acheter les quantités excédentaires de raisin qu'elle ne pourrait vendre sur le marché intérieur, si ce n'est à bas prix. Elle avait donc tout avantage à développer la propagande à l'extérieur en faveur du produit, elle s'efforçait de provoquer l'exportation à des prix rémunérateurs pour éviter de prendre en charge les stocks invendus.

Par contre, les années de récolte moyenne ou mauvaise créaient un antagonisme entre la Société privilégiée et les producteurs. La Société, en percevant une fraction sur les produits exportés et la part d'impôt foncier en nature, représentant dans l'ensemble 35 % des exportations, adopterait une mesure défavorable aux producteurs en les empêchant de vendre à l'extérieur la totalité de

(1) C.f. *Compte rendu du Comptoir autonome du raisin de Corinthe*, op. cit., p. 58.

leurs récoltes au prix courant. La charge pèse sur l'ensemble de l'Economie nationale pendant les périodes de récoltes moyennes successives ; la Société privilégiée effectuant une retenue de 35 % sur l'exportation, l'Economie nationale était privée, comme le remarque le professeur Andréadès (1), de l'avantage des entrées d'or qui autrement se seraient produites. Ainsi le régime manquait d'élasticité à cause du prélèvement fixe de 35 % qui interdisait l'exportation même en cas d'augmentation de la demande extérieure.

Les chiffres ci-dessous, relatifs aux mouvements de la production et de l'exportation du raisin sec de 1905 à 1914, indiquent la stabilité presque absolue de l'exportation en présence de la hausse des prix (2).

Années	Production en millions de livres V.	Exportation en millions de livres V.	Prix de mille livres V. en francs or
1905	342	241	119,05
1906	288	231	201,85
1907	332	267	185,18
1908	398	229	132,08
1909	393	256	127,45
1910	253	243	200
1911	334	239,6	185
1912	345	255	163
1913	325	248,1	163
1914	300	248	179

(1) C.f. Andréadès : *Une nouvelle expérience économique. La crise de surproduction du raisin de Corinthe et la Société privilégiée*, in *Revue économique internationale*, Avril 1909.

(2) C.f. *Compte rendu du Comptoir autonome du raisin de Corinthe*, op. cit., p. 2.

Il faut pourtant remarquer que le système en question ne peut résister dans deux hypothèses, dont l'une, d'ailleurs, s'est réalisée dans l'histoire économique de la Grèce. Ce sont, d'une part une série de récoltes abondantes et d'autre part la diminution décroissante des exportations annuelles. Dans le premier cas la Société privilégiée aurait dû disposer de capitaux abondants pour acheter les quantités excédentaires de la production sans être sûre que l'industrie intérieure fût capable d'absorber ces disponibilités. Il est fort probable que la Société eût succombé devant cette éventualité.

La deuxième hypothèse eut lieu pendant la guerre. Dès 1914, la Société privilégiée, afin d'éviter sa ruine, a demandé et obtenu d'être dispensée par le gouvernement de l'exécution de toutes les obligations prescrites par la loi, sans toutefois renoncer aux avantages que son privilège lui assurait.

Durant les années de guerre la production du raisin de Corinthe a diminué, à cause de la mobilisation et restriction des exportations du fait de la guerre.

Les chiffres ci-après indiquent bien le mouvement de la production et de l'exportation, ainsi que la hausse des prix du raisin sec :

Années	Production en millions de livres V.	Exportation en millions de livres V.	Prix de mille livres V. en francs or
1915	255	209	250
1916	185	107	350
1917	240	52	350
1918	240	209,3	350

Mais alors que l'exportation diminuait dans une importante proportion, il faut noter que la consommation intérieure se développa grâce à la présence sur le territoire hellénique des armées alliées et au blocus, qui avait contraint la population à employer le raisin comme succédané des produits alimentaires étrangers dont l'importation était suspendue. Ainsi la perte causée aux producteurs par la suspension du privilège de la Société était compensée par la hausse des prix, conséquence de la consommation intérieure et de l'exportation.

La guerre finie celle-ci reprit une certaine importance jusqu'en 1920.

En effet, en 1918, la production s'élève à 240 millions de livres vénitiennes, l'exportation à 209,3 millions de livres vénitiennes ; le prix à l'exportation est de 350 francs-or pour 1.000 livres vénitiennes. En 1919 la production atteint 258 millions de livres vénitiennes, 600 francs-or représente la valeur de mille livres vénitiennes.

La Société privilégiée étant proche de l'expiration de son privilège, assurée qu'elle était de n'en pouvoir obtenir le renouvellement, refuse de continuer l'exécution des obligations prescrites par la loi au profit des producteurs de raisin de Corinthe. Elle se contentait d'utiliser les avantages qui lui en revenaient.

Depuis 1920, l'exportation de notre denrée subit une forte diminution, par suite de la concurrence des pays nouveaux producteurs de raisin sec, notamment la Californie et l'Australie. Ces pays ont étendu leurs cultures d'une façon intense pendant la guerre, car la demande était devenue plus forte.

A cette raison essentielle il faut en ajouter deux autres qui ont contribué dans une forte mesure au fléchissement de l'exportation, ce sont :

a) La concurrence des succédanés, notamment les fruits ;

b) Les fluctuations brusques et amples du change n'ont pas moins contribué au ralentissement des relations commerciales avec les marchés internationaux, bien que la baisse de valeur de la monnaie nationale ait constitué une prime à l'exportation. Celle-ci n'avait pas tous les effets que l'on pouvait en attendre, car les mouvements erratiques de la monnaie constituaient un facteur d'instabilité fort nuisible dans les transactions commerciales.

Le tableau suivant indique nettement le fléchissement des exportations du raisin de Corinthe depuis 1920 jusqu'en 1924.

Années	Production en millions de livres V.	Exportation en millions de livres V.
1920	275	178,1
1921	245	197
1922	243	161,9
1923	200	189,5
1924	340	179,7

La diminution des exportations et l'accumulation des stocks se traduisirent par une baisse sensible des prix. Pour éviter les graves conséquences de cette crise qui était aussi néfaste pour les cultivateurs que pour l'ensemble

de l'Economie nationale, l'Etat intervint en 1924 afin de prévenir l'aggravation.

Ainsi, la politique fondée sur la création de la Société privilégiée a échoué en raison de la divergence d'intérêts qui la mettait en opposition avec les producteurs. Cet antagonisme se manifesta nettement lorsqu'elle arriva au terme de son contrat. Il faut, cependant, reconnaître que grâce à son intervention fut créée en 1906 la Société Hellénique des vins et spiritueux. Il parut, en effet, fort judicieux de profiter de la crise, qui atteignait la matière première et des bas prix qui en étaient la conséquence, pour donner à la production vinicole un nouvel élan. C'est un organisme économique remarquable tant au point de vue industriel qu'au point de vue commercial ; il a beaucoup contribué au développement de la consommation. Il utilise chaque année plus de 100 millions de livres vénitiennes de raisins qu'il transforme en vins et spiritueux. Ces produits sont vendus en quantités considérables tant à l'intérieur que sur les marchés extérieurs, ce qui permet à la Société Hellénique des Vins et Spiritueux d'absorber, au profit des producteurs, une grande partie des récoltes excédentaires.

II. — *LE SYSTÈME DE VALORISATION DU RAISIN DE CORINTHE DEPUIS 1925*

Par suite de la crise grave dans laquelle se débattait le raisin de Corinthe et pour remédier à la carence de la Société privilégiée, l'Etat hellénique prit une série de mesures ; les unes avaient pour but de prévenir le danger

immédiat et imminent qui menaçait le marché intérieur, et les autres tendaient à organiser la protection de la production nationale contre la concurrence étrangère sur le marché mondial.

Dans le premier ordre d'idées, le gouvernement hellénique a passé en 1924 un contrat avec la Banque Nationale de Grèce, par lequel cette dernière s'engageait à acheter les quantités abondantes de raisin de Corinthe provenant de la récolte de 1924. Celles-ci alourdissaient sans possibilité d'écoulement le marché national. Mais ce n'était là que pratiques de circonstances. Un régime permanent s'imposait. Une banque, dont les intérêts pouvaient être contraires à ceux des viticulteurs, n'était pas qualifiée pour assumer la gestion du raisin de Corinthe. A ceux-ci unis sous le contrôle de l'Etat devait revenir le soin d'administrer leurs propres destinées.

1. — *Le Comptoir du raisin de Corinthe, son organisation, sa nature et son rôle.*

Pour défendre le produit en question l'Etat créa un organisme autonome. Il fut institué par la loi du 20 Novembre 1925 sous le nom de Comptoir Central du raisin de Corinthe. Le texte lui reconnut le bénéfice de la personnalité morale. Il est fondé sur cette idée de concours des initiatives privées à des entreprises d'intérêt général qui apparaissent maintenant comme un mode d'intervention commode de l'Etat dans la vie économique.

Par la création de cet office, l'Etat a voulu permettre aux producteurs de raisin de Corinthe de participer à la

gestion de ce produit ; cette collaboration était aisée, car les cultivateurs étaient depuis longtemps organisés en puissantes sociétés coopératives (à la fin de l'année 1925 il y avait en Grèce 275 associations coopératives, 623 en 1927. Elles étaient groupées en Unions régionales). Mais les intérêts généraux du pays étant en cause, l'Etat, qui redoutait aussi que des conflits entre les divers groupements de viticulteurs ne paralysent leur action, a cru nécessaire d'intervenir comme arbitre, il n'a pas voulu laisser la gestion de cet organisme aux seuls producteurs ; d'autres éléments sont appelés à y participer.

Ainsi le Conseil d'administration qui dirige le comptoir est composé de treize membres, dont cinq représentants de la production (leur nombre pourrait être porté à 8 par la suite), trois représentants de l'Etat, pris parmi les hauts fonctionnaires des ministères de l'Agriculture, de l'Economie nationale et des Finances, deux représentants du commerce d'exportation, un représentant de la Banque Nationale, organisme qui est le dispensateur du crédit agricole, un représentant de la Société des Magasins Généraux et enfin un représentant des propriétaires de vignobles.

Après avoir tracé une esquisse de l'organisation du Comptoir, il importe de donner un aperçu de son fonctionnement et de son rôle.

Le comptoir a pour but :

a) De pratiquer l'achat, à un prix minimum, des quantités excédentaires de raisin sec, ou de retenir une partie de la récolte destinée à l'exportation, afin d'équilibrer l'offre et la demande. Les quantités ainsi achetées,

ainsi que les quantités retenues à l'exportation seraient placées par le Comptoir même sur le marché intérieur ;

b) D'étudier et de répandre les procédés scientifiques de culture tendant à l'amélioration de la qualité du produit et à la réduction du prix de revient ;

c) De garantir la production contre les différents risques ;

d) De chercher par une publicité systématique à étendre le marché ;

e) De procéder à la concentration et à l'emmagasiner du raisin sec pour le compte des producteurs ou des commerçants ;

f) D'organiser le crédit à l'exportation ;

g) De créer des agences commerciales dans les centres de consommation, afin de faciliter le placement du produit.

La politique du Comptoir se présentera, en somme, soit sous forme d'une intervention temporaire sur le marché au moment de la récolte pour pallier à une chute brutale des prix, soit sous forme d'un effort continu pour développer la qualité de la production hellénique et obtenir une compression définitive des prix de revient.

Pour faire face aux obligations qui lui incombent en vertu de son statut, le Comptoir dispose d'un stock représentant 35 % de l'exportation ainsi que d'un droit perçu en argent et fixé chaque année par le Conseil d'administration.

Il ressort de l'énumération ci-dessus que la politique fixée au Comptoir avait pour but de coordonner et de systématiser l'action des producteurs de raisin de Corinthe, de supprimer la concurrence qui les divisait, afin de les

défendre contre la concurrence des producteurs étrangers.

Avant d'aborder l'examen des mesures prises par le Comptoir, il est utile de déterminer les caractères économiques de cette institution. Il nous semble intéressant d'insister sur les similitudes qui se rapprochent d'organismes analogues.

Le comptoir central du raisin de Corinthe ressemble aux cartels et aux coopératives. Comme les cartels, il associe les producteurs en vue d'étendre les débouchés et de stabiliser les prix par la réglementation de l'offre et la suppression de la concurrence. De plus, les débouchés sont répartis, car le Comptoir détermine la part à exporter de la production et celle à transformer industriellement à l'intérieur du pays. En conservant la marchandise, il assure le maintien du niveau des prix fixés d'ailleurs à un minimum de base, de même que les cartels établissent les prix minima et empêchent l'arrivée sur le marché des quantités surabondantes. Le prix minimum, auquel le Comptoir achète sur le marché, évite la concurrence à la baisse de la part des producteurs. Enfin le Comptoir organise entre producteurs une certaine répartition indirecte des bénéfices résultant de l'exportation du raisin ; ainsi les exportations sont soumises à une taxe dont le montant est fixé chaque année. Elle est destinée à donner un prix minimum pour les quantités vendues à l'intérieur. Il y a là une discipline nécessaire dans la répartition des débouchés. Ce procédé n'est pas sans analogie avec les ristournes distribuées par les coopératives à leurs adhérents.

Mais tandis que les cartels sont issus d'une convention

entre les industriels, ce qui, d'ailleurs, n'exclut pas un contrôle ou concours de l'Etat avoué ou dissimulé, comme ce fut le cas en Allemagne, le Comptoir central du raisin de Corinthe est dû à l'initiative de l'Etat hellénique. Cette différence n'est pourtant pas essentielle, car l'Etat ne se borne plus à protéger le cartel comme dans certains pays, il contraint les producteurs à y adhérer ou bien il le constitue ou il oblige toute une profession à en faire partie et à prévenir ainsi les risques de la concurrence (c'est le cas du cartel allemand « Kalisyndikat » auquel l'adhésion de tous les producteurs de potasse est forcée). (1)

Enfin, à l'exemple des coopératives d'achats en commun, le Comptoir tend à abaisser les prix de revient en procurant aux cultivateurs des matières premières et des instruments à bon compte. En s'efforçant de placer lui-même les marchandises il se substitue à la spéculation.

Mais si le Comptoir a pu supprimer la concurrence entre les agriculteurs nationaux, il n'a pas, cependant, obtenu la maîtrise du marché international, car, ainsi que nous l'avons vu précédemment, le raisin de Corinthe a perdu, depuis la guerre mondiale, le monopole qu'il possédait autrefois. Les producteurs étrangers étaient mieux placés que ceux de la Grèce pour vendre sur le marché international des quantités de raisin sec plus abondantes à un prix peu élevé, grâce à leur coût de production de plus en plus faible. Tel n'était pas le cas

(1) C.f. J. Costa : *Le rôle économique des Unions internationales des producteurs*, Paris, 1932, p. 30.

de la Grèce, qui ne put résister à la concurrence des autres pays cultivateurs de raisin sec.

La première partie de cet ouvrage a montré quels facteurs rendaient malaisé tout abaissement du prix de revient des denrées helléniques. La consommation internationale du raisin sec s'étant développée après la guerre, la Grèce resta au rang des pays exportateurs de deuxième ordre fournissant le tiers de la consommation totale. Elle ne put retrouver la situation prépondérante qui avait été autrefois la sienne. Les autres nations ont atteint en 1926 une production fort importante :

Ainsi,

La Californie	produisit	255.572 tonnes		
L'Australie	—	35.032	—	(1)
La Turquie	—	50.000	—	

La Grèce ayant perdu son monopole naturel, on a proposé de recourir à l'entente entre les pays exportateurs de raisin sec pour restreindre l'offre et maintenir les prix à un niveau satisfaisant. Les adeptes de l'entente internationale entre producteurs, et en premier lieu le chef du parti agraire-travailliste M. Papanastassiou, ont préconisé la solution, mais aucun effort n'a été fait dans ce sens. Le problème trouverait peut-être une solution dans le cadre d'accords à négocier avec les pays neufs, mais les difficultés qui se sont présentées à propos du blé des

(1) Il faut noter que seul le raisin d'Australie est de la même qualité que le raisin de Corinthe. Les autres pays produisant du raisin de qualité inférieure.

pays danubiens ne laissent pas d'être peu favorables. Malgré tout, l'entente internationale est une nécessité pour donner une solution définitive au problème du raisin sec. L'exemple de l'échec de la valorisation du caoutchouc en fournit la preuve.

Ainsi la tentative de valorisation, connue sous le nom de plan Stevenson, fut entreprise en 1922 au profit des planteurs de caoutchouc de Malaisie (1). Or elle échoua. Cet insuccès est dû aux prix trop élevés, au défaut d'adhésion des planteurs néerlandais, qui alimentent 35 % de la consommation mondiale, enfin au coût de production élevé des cultivateurs de Malaisie, à leur mauvaise organisation. Il serait à craindre qu'une telle situation ne se retrouvât en Grèce et qu'elle n'eût des conséquences identiques. Faute d'entente le Comptoir Central du Raisin de Corinthe fut obligé de faire un plus large appel à la consommation nationale. Malheureusement cela ne permettait pas de résoudre le problème international du placement des exportations.

Afin de mener à bien l'étude, il suffit d'examiner successivement les quatre points essentiels qu'elle comporte à savoir :

La politique des prix ;

La gestion de l'excédent de la production ;

Les mesures tendant à obtenir une réduction du prix de revient ;

(1) C.f. Ed. Payen : *Le marché du caoutchouc et le plan Stevenson*, in *Economiste français*, 1927, 2 sem., p. 419.

C.f. Egalement. J. Costa, op. cit., p. 67.

Les corrections apportées au système de la protection.

Dans un dernier paragraphe nous tâcherons de montrer les similitudes entre le système de protection grec et celui inauguré en France au profit des viticulteurs.

2. — *La politique des prix*

Le Comptoir Central du Raisin devait, selon son statut légal, assurer un prix juste et rémunérateur aux agriculteurs, afin de leur permettre de continuer leur exploitation et de chercher à élargir la clientèle par une diminution des prix ; celle-ci n'était possible que si une réduction du coût de production la précédait.

Le Comptoir devait fixer ainsi un prix minimum couvrant le prix de revient, et au delà duquel les producteurs seraient libres de fixer leurs tarifs de vente selon les circonstances. Mais les dirigeants du Comptoir n'ont pas interprété ainsi les dispositions du statut. Au lieu d'empêcher la baisse des prix au-dessous du prix normal, ils ont poursuivi, malgré un prix de revient élevé, une politique de hauts prix pour procurer de forts bénéfices aux producteurs. C'était une erreur qui devait avoir des conséquences néfastes pour l'exportation. En effet, étant donné la disparition du monopole du raisin de Corinthe sur le marché international et la concurrence sévère de pays économiquement mieux outillés, il était imprudent d'exposer ce produit aux dangers multiples qui le menaçaient sur le marché international. La hausse du prix de vente d'un produit de luxe a pour résultat une diminution de la consommation, car le consommateur

le remplace par des succédanés ou le supprime. Il est vrai que des bénéfices furent assurés aux producteurs, mais ce ne fut qu'une prospérité passagère. Une décadence, marquée par la substitution sur le marché mondial des raisins de Californie et d'Australie au raisin grec, devait lui succéder rapidement.

Pour se rendre mieux compte de la diminution des exportations et par conséquent de la production du raisin de Corinthe, nous empruntons au compte rendu du Comptoir les chiffres suivants, relatifs à la période de 1925 à 1929 (1).

Années	Production en millions de livres V.	Exportation en millions de livres V.	Prix fixé par le comptoir pour l'achat des raisins en excédent en drachmes
1925-26	325	178	2.300
1926-27	281,5	173	2.400
1927-28	269,6	182,5	3.500
1928-29	296,1	146,3	4.100

Ainsi l'exportation au cours de la période ci-dessus a diminué de 19 % par rapport à l'exportation moyenne annuelle de la période d'après-guerre, qui se maintenait aux environs de 180 millions de livres vénitiennes. Ajoutons que la production a subi une assez sensible diminution qui atteint environ 9 %, tandis que les prix, auxquels

(1) C.f. *Compte rendu du Comptoir central du raisin de Corinthe des années 1926, 1927, 1928, 1929.*

les cultivateurs ont cédé leurs récoltes, ont presque doublé pendant la période envisagée.

Cette diminution des exportations n'était pas due à un fléchissement de la consommation. Tout au contraire, la consommation se développa en raison de l'extension des besoins alimentaires. Celle-ci était la conséquence directe du progrès du bien-être économique à cette époque. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer au mouvement croissant, marqué par les exportations des autres pays producteurs de raisin, à savoir la Californie et l'Australie (1).

Production et exportation des raisins de Californie :

Années	Production en milliers de tonnes	Exportation en milliers de tonnes
1926-27	255,5	68
1927-28	268,3	86
1928-29	232	98

Production et exportation des raisins de l'Australie :

Années	Production en milliers de tonnes	Exportation en milliers de tonnes
1926	35	23,6
1927	55,2	38,3
1928	31,8	21,2
1929	71,7	57,3

Le phénomène de régression était par malheur spécifiquement hellénique. Un rapide examen de la situation

(1) C.f. *Annuaire économique de la Grèce*, Athènes, 1932, p. 79.

d'un des meilleurs clients de la Grèce suffit à en témoigner.

Le marché le plus important pour la consommation du raisin sec est l'Angleterre. Or, les quantités consommées sur ce marché, au cours de la même période, marquent une diminution des produits de provenance helléniques en faveur de ceux expédiés de Californie et d'Australie. Les données numériques suivantes sont caractéristiques de ce phénomène :

Années	Importations de raisins de Corinthe en milliers de tonnes	Importations de raisins d'Australie en milliers de tonnes	Importations de raisins de Californie en milliers de tonnes
1925-26	51,9	7,6	52
1926-27	53,1	5,6	66,4
1927-28	59,5	6,6	75,2
1928-29	46,5	10	86,2

L'accroissement de la consommation du raisin sec en Angleterre est ainsi un fait certain pour les quatre années qui vont de 1925 jusqu'en 1929. L'importation des denrées viticoles en Angleterre subit une forte baisse en 1928-1929. Celle-ci est due à la concurrence des récoltes de Californie, qui furent alors jetées sur le marché mondial. Des quantités considérables de raisin résultat de l'excellente récolte de 1928 et des stocks disponibles de la récolte précédente furent exportées à des prix dérisoires. (Il suffit de noter que l'Angleterre reçut en 1928-1929 du raisin sec de provenance californienne en quantité de 65 % supérieure à celle de 1925-1926).

Toutefois la diminution de l'importation du raisin de

Corinthe en Angleterre aurait été moindre, si les marchandises helléniques avaient pu adapter leurs prix aux conditions nouvelles du marché de Londres. C'est un des principaux griefs qui peut être présenté contre l'administration du Comptoir. Ce dernier a essayé de justifier sa politique des prix en alléguant : Si l'on avait pratiqué des cours moins élevés au début de la campagne de 1928-1929, qui s'est terminée par l'effondrement des prix, le seul résultat eut été la diminution des devises étrangères entrées dans le pays. La consommation n'aurait pas dépassé le chiffre des 180 millions de livres vénitiennes, montant normal de la consommation pendant la période d'après-guerre. En effet, dit-on, bien que les tarifs de vente du raisin hellénique sur la place de Londres aient été, depuis 1920, toujours inférieurs aux prix obtenus par les raisins des autres pays sur le marché, la consommation du produit grec n'a pas dépassé le chiffre en question (1).

D'après cet argument, l'abaissement des prix du raisin grec n'aurait exercé aucune action sur la demande. Or admettre ce point de vue, ce serait nier l'existence dans la formation des prix sous le régime de concurrence « des relations nécessaires entre l'offre, la demande et les prix » (2).

Par contre, si ce principe correspond bien à la réalité nous aurions dû voir la demande croître tant que le prix du raisin grec, pratiqué sur le marché mondial, restait bas par rapport aux prix des raisins des autres pays.

(1) C.f. *Compte rendu du Comptoir du raisin de Corinthe*, Athènes, 1929, p. 11.

(2) C.f. H. Truchy, *op. cit.*, p. 451.

Cependant cet effet ne s'est pas produit. Pour expliquer ce phénomène, il faut préciser les conditions dans lesquelles était offert le raisin grec sur le marché. Il est certain que la présentation extérieure était défectueuse. L'absence de réclame n'avait pas permis de faire connaître cette denrée dans les centres de consommation. Bref, la propagande pour attirer la clientèle, qui était un des buts principaux du Comptoir, était des plus insuffisantes.

La faiblesse des prix, auxquels le raisin grec pouvait être vendu sur le marché mondial depuis 1920, étant liée à ces deux causes principales, la politique à suivre par le Comptoir aurait dû consister non pas dans la recherche des prix élevés pour atteindre directement le niveau des cours des raisins des autres pays, mais, au contraire, dans l'amélioration de la qualité ainsi que dans l'intensification de la propagande, en vue d'élargir la consommation.

Cependant le Comptoir s'est efforcé d'améliorer la qualité et de donner une plus grande diffusion à ce produit, malgré l'insuffisance des moyens financiers mis à sa disposition. Mais au lieu de considérer ces deux procédés comme des moyens suffisants du relèvement des prix, il a eu recours à l'action directe pour assurer la hausse des cours.

De toute façon, la spéculation eut pour conséquence naturelle de diminuer les exportations, qui descendirent au-dessous du niveau auxquelles le Comptoir les avait trouvées lors de sa création. Cette diminution fut légèrement atténuée pendant les années 1929-1930 et 1930-1931, grâce à une politique moins spéculative.

Ainsi :

En 1929-1930 sur une production de 272,3 millions de livres vénitiennes, 146,5 millions furent exportées.

En 1930-1931 sur les 285,8 millions de livres vénitiennes, furent exportés 162,5 millions.

Si l'on tient compte du fait que pendant la période envisagée ci-dessus la crise générale bat son plein, on conviendra facilement que le raisin sec n'a pas été très fortement atteint. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le raisin sec est un produit de luxe, dont la demande est susceptible d'une élasticité considérable, à condition qu'il soit offert à bas prix. Cela ressort de façon nette des données suivantes relatives aux importations en Angleterre de raisin grec et australien en tonnes pendant les années 1928, 1929, 1930 et 1931.

	1928	1929	1930	1931
Grèce	53.851	42.879	46.004	42.826
Australie ..	654	12.847	13.374	10.559

Ainsi, la consommation du raisin sec sur le marché anglais n'a pas fléchi, malgré la crise ; mais dans la consommation anglaise la marchandise hellénique le cède aux denrées australiennes. Cependant, le maintien stable de la consommation anglaise n'a été obtenu qu'au détriment des prix.

En effet, on constate tout d'abord une baisse sensible du raisin grec sur le marché de Londres ; elle se poursuit pendant quatre années. Les chiffres ci-après représentent

le prix maximum et le prix minimum en shilling par quintal anglais.

Catégories de raisins grecs	1928-29	1929-30	1930-31
Pyrgos	40/- — 49/6	34/- — 40/-	30/- — 34/-
Amalias	41/- — 52/-	36/- — 43/6	31/- — 35/6
Zante.....	41/- — 51/6	35/6 — 43/-	31/- — 37/-
Patras.....	41/- — 53/-	37/- — 45/-	32/- — 38/-
Corfou.....	46/- — 58/-	36/- — 48/-	36/- — 44/-
Aighion.....	48/- — 66/-	35/- — 70/-	40/- — 60/-

D'autre part, et pour mieux saisir la baisse des prix, on peut recourir à l'examen comparé des prix des raisins d'Australie sur le même marché et pendant la même période.

Années	Prix	Shilling
1928-29	Maximum	45/- — 55/-
	Minimum	42/- — 49/-
1929-30	Maximum	40/- — 65/-
	Minimum	35/- — 38/-
1930-31	Maximum	43/- — 60/-
	Minimum	25/- — 29/-

L'exposé des faits et des chiffres nous conduit à constater que la politique des prix élevés, partiqués par le Comptoir, eut pour résultat final la diminution des exportations du raisin de Corinthe, alors que sur le marché mondial les denrées des pays concurrents ont gagné du terrain au détriment du produit hellénique. De la période

de prospérité les producteurs de raisin sec n'ont obtenu qu'un profit provisoire. Ils n'ont pu utiliser ce temps de répit pour faire l'effort d'adaptation. De cette abstention ils devaient subir lourdement les effets.

3. — *La gestion de l'excédent de raisin de Corinthe par le Comptoir*

Une des attributions capitales du Comptoir consistait à équilibrer l'offre et la demande en retenant une certaine quantité sur les exportations de raisin de Corinthe. Le Comptoir devait intervenir, et il n'a pas manqué de le faire, pour acheter en plus le raisin qui n'était pas absorbé par l'exportation. Le solde entre la production et l'exportation représentait 50 % de la production totale. De cette masse le Comptoir assumait la gestion. La production représentant en moyenne 300 millions de livres vénitiennes, le Comptoir administrait donc de 120 à 150 millions.

Le rôle ainsi confié au Comptoir était de premier plan ; cet organisme apparaissait comme le régulateur du commerce du raisin de Corinthe. Le sort même de la culture était lié à la manière dont il interpréterait et exécuterait ces obligations.

Il est important d'examiner l'emploi qui en fut fait, car de l'écoulement de cette quantité de raisin dépendent, en dernière analyse, les charges qui pèseront sur les quantités exportées ; il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les quantités exportées paient un droit perçu en argent, qui varie suivant les circonstances — durant les premières

années du fonctionnement du Comptoir il était de 3,68 livres sterling par tonne — et qui est destiné à couvrir la somme payée chaque année par le Comptoir au fisc, ainsi que les ressources nécessaires pour garantir un prix minimum aux quantités excédentaires, en résumé pour assurer le fonctionnement continu du Comptoir.

Or si la vente du produit non exporté n'est pas effectuée à un prix satisfaisant, ces charges pèseront plus lourdement sur les exportations. Il sera plus difficile d'abaisser le prix de revient sur le marché international. Il s'agit donc ici d'une action dans le domaine interne, qui seule a pour but de dégager le marché international.

Le raisin conservé par le Comptoir dans la proportion de 50 % fut écoulé selon deux procédés : le raisin sec fut cédé à l'industrie nationale pour être transformé en alcool, ou le raisin frais fut employé par l'industrie des vins.

a) La quantité de raisin réservée aux fabricants d'alcool est fixée à 75 millions de livres vénitiennes par an, ce qui constitue un débouché stable et certain, car ils sont tenus de n'employer que du raisin sec de Corinthe. Mais si le déplacement de cette quantité est assuré, le prix que la production en tire est loin d'être satisfaisant, car il ne couvre qu'un peu plus de la moitié des frais de la production. En effet, l'Etat hellénique intervient, en fixant un maximum de prix pour l'alcool qu'il considère comme un article de première nécessité (tout au moins l'alcool combustible) ; il s'efforce de maintenir les cours aussi bas que possible dans l'intérêt des consommateurs. Cette faveur excessive, accordée aux consommateurs

d'alcool, l'est au détriment, bien entendu, de la production. Il est fort difficile de la justifier.

b) Quant aux raisins frais destinés à l'industrie vinicole, leur prix de vente ne pouvait pas être fixé arbitrairement par l'office, car, les vins grecs étant destinés surtout à l'exportation, le prix de la matière première, à savoir du raisin, était déterminé par les cours du vin sur le marché international. Le Comptoir devait prendre une fois de plus une lourde responsabilité, car de la manière dont il fixait les prix dépendaient les possibilités de vente des vins sur les places étrangères. Pour cette détermination il a eu recours aux enchères au plus offrant. Ce procédé avait été déjà employé auparavant par l'Etat, mais il avait donné des résultats médiocres, car les industriels ne tardèrent pas à s'entendre pour aborder le marché des enchères avec un prix unique (1) et ne pas soumettre de propositions supérieures à un certain chiffre.

Pour éviter de tels inconvénients, le comptoir a pensé, à un moment donné, trouver la solution du problème en se chargeant lui-même de la transformation industrielle du raisin frais en vin. Mais on s'est rendu compte que cette intégration était inapplicable à cause des difficultés techniques et financières auxquelles elle se heurterait.

Un autre procédé fut adopté ; il avait pour but de donner au comptoir une clientèle stable. Le Comptoir Central du Raisin de Corinthe passa en 1929 des contrats

(1) C.f. B. Simonidès : *Vérités concernant le Comptoir du raisin de Corinthe*, Athènes, 1931, p. 61.

de dix ans avec les industries existantes. Aux termes de ces contrats :

1^o Le Comptoir s'engage à fournir à chacune des entreprises industrielles contractantes une quantité de raisin suffisante au fonctionnement normal de celle-ci ;

2^o Les entreprises s'engagent à leur tour à transformer en vin les quantités de raisin reçues et à écouler le vin produit ;

3^o Sur le produit de la vente les entreprises contractantes prélèvent un intérêt pour les capitaux engagés, ainsi que les frais généraux. Sur le reste elles reçoivent 8/120^e à titre de bénéfice. Les 112/120^e sont attribués au Comptoir ; 100/120^e représentent la valeur du raisin cédé aux industriels, et 12/120^e restants constituent sa part dans les profits (1).

Ce système n'a pas répondu aux espoirs de ses auteurs.

C'est donc par une série d'accords avec les industries de transformation des produits alimentaires, alcool et vins, que l'on a cru pouvoir résoudre le problème de l'écoulement sur le marché intérieur des excédents de raisin sec. La convention entre le Comptoir et les entreprises industrielles au lieu d'y remédier consolida un état de faits dangereux. Elle donna une force nouvelle au front commun constitué par les industriels en face du fournisseur de la matière première. Les prix obtenus par le Comptoir

(1) Au point de vue juridique, ce contrat est un contrat de louage de services et de mandat. Voir à ce sujet *La sentence juridique de M. Anastassiades*, dans la revue « *Thémis*, » Athènes 1931, p. 445.

furent de ce fait dérisoires, ils ne permirent pas d'assurer à l'intérieur des prix rémunérateurs.

Ni sur le marché extérieur, ni sur le marché intérieur le Comptoir n'a obtenu les succès que l'on en attendait. Dans cette double action, du reste, il fallait conduire de front le placement à l'exportation et la vente à la consommation nationale. Un échec sur le plan interne par ses conséquences sur les prix entraînait la ruine de l'effort sur le terrain mondial.

Le Comptoir a-t-il été plus heureux dans son effort non pour aménager la répartition des stocks mais pour perfectionner la production ? C'est ce qu'il importe d'examiner maintenant.

4. — *Les mesures tendant à obtenir une réduction du prix de revient et l'amélioration de la qualité*

La politique du Comptoir Central du Raisin de Corinthe a enfin pour but d'améliorer la qualité du produit hellénique en même temps d'abaisser le prix de revient. Cet organisme a, très justement, compris qu'une politique de standardisation, qu'un effort de rajeunissement des cadres et des procédés étaient susceptibles de défendre sur le marché mondial la position fort compromise du raisin de Corinthe.

L'amélioration de la culture a été une des préoccupations essentielles du Comptoir ; pour ce faire, il s'est efforcé d'introduire des méthodes nouvelles de culture, de vendange et de séchage, de créer des magasins pour la conservation et la standardisation du produit. De telles

innovations sont faites, du reste, pour faciliter le stockage et permettent, en concentrant une certaine quantité, d'agir sur les prix. Elles se lient donc indirectement à la politique de valorisation. Il a également favorisé l'achat en commun par les producteurs des matières et de l'outillage nécessaires à la culture. Il a été aidé dans cette tâche par le mouvement coopératif dont il a encouragé le développement. Enfin, le Comptoir fonda à Pyrgos un Institut du Raisin de Corinthe, organisme scientifique spécialisé, dont le but était :

a) D'étudier au point de vue biologique, phytopathologique géologique et climatérique l'adaptation et l'amélioration de la culture du raisin de Corinthe, afin de diminuer le coût de la production ;

b) Si spécialisé que soit l'Institut créé à Pyrgos, il ne s'occupe pas uniquement de la viticulture ; il a aussi pour mission d'envisager et poursuivre le développement d'autres cultures pour atténuer les inconvénients de la monoculture. Mais toutes ces mesures bienfaisantes, prises par le Comptoir, perdent de leur utilité en raison des charges fiscales qui absorbent à peu près 50 % du revenu net. Il est à souhaiter que l'Etat allège le lourd fardeau qui pèse sur la culture du raisin de Corinthe. Ici, comme en d'autres domaines de l'économie nationale, l'attitude de la puissance publique est contradictoire. Elle prétend par sa politique agricole encourager certaines branches de la production, les aider à affronter sur les marchés mondiaux la concurrence des pays neufs puissamment outillés, en même temps par sa fiscalité elle leur fait supporter des charges qui les paralysent. Il est permis de se demander,

si le meilleur stimulant que l'on puisse donner à l'agriculture ne serait pas, lorsque l'équilibre du budget hellénique aura été définitivement établi, un plan de dégrèvements bien ordonné.

5. — *Le nouveau régime du Comptoir Central
du Raisin de Corinthe*

En attendant que se réalise cet espoir qui n'est qu'un vœu pieux, il faut bien parer au plus pressé et corriger les imperfections et les défauts fondamentaux de l'organisme central du raisin de Corinthe. La loi 5.208 du 12 Avril 1932 a apporté quelques modifications dont l'expérience avait montré l'utilité.

a) La composition du Conseil d'administration a été modifiée, le rôle de l'Etat y est accru, car le gouvernement y dispose d'un plus grand nombre de représentants. En outre, aucune décision ne peut être adoptée si les délégués de l'Administration y opposent leur veto. Le Parlement espère ainsi éviter les erreurs commises précédemment à l'instigation des producteurs, qui détenaient la majorité dans le Conseil d'Administration. Avant d'adopter une politique, qui risque le sort de l'Economie nationale, car c'est bien à cela qu'aboutit la question du raisin de Corinthe, il importe que l'Etat ait la faculté de donner son avis, et d'interdire l'application des mesures qu'il estime nuisibles à l'intérêt public.

b) De plus, la nouvelle loi a établi le prix minimum en tenant compte des frais de la production et d'un juste profit en faveur des producteurs. C'est à ces conditions

que le Comptoir doit acheter les quantités excédentaires de raisin sur le marché national. Ainsi est supprimé toute possibilité de spéculation, ce qui donne au marché national une stabilité certaine.

c) En troisième lieu, la loi de 1932 limite les abus commis par les entreprises industrielles de transformation du raisin. On avait précédemment constaté que certaines affaires commerciales ou industrielles se constituaient sans assise solide, elles ne pouvaient donc apporter aucun concours sérieux à la politique du Comptoir. Aucune nouvelle entreprise ne peut donc recevoir du comptoir des raisins secs ou frais pour des transformations en alcool ou en vin, si elle n'est pas constituée sous la forme de la Société anonyme et ne dispose d'un capital liquide de 20 millions de drachmes. Cette mesure tend à empêcher les petites exploitations de bénéficier des avantages du régime, sans offrir en contre-partie les garanties de bonne exécution.

La législation encourage la concentration industrielle, qui procurera des avantages à la production, puisque les viticulteurs pourront désormais compter sur la clientèle de sociétés puissamment outillées.

Il est évident que le nouveau régime est destiné à mieux servir les intérêts des cultivateurs. Mais ce n'est qu'une partie des mesures à prendre pour résoudre le problème viticole tel qu'il se présente dans l'état actuel de l'Economie internationale. Il semble que la politique, suivie en Grèce, pour adapter l'offre à la demande, abaisser le prix de revient, améliorer la qualité et mieux organiser l'industrie de transformation, n'est qu'un des éléments

d'un système qui trouvera son plein épanouissement quand il sera complété par une entente internationale.

6. — *Les similitudes du système protecteur grec
et des mesures de protection prises en France en faveur
des viticulteurs*

En aucun autre domaine plus que dans le domaine viticole n'apparaissait la nécessité de soutenir la production. Cette assertion est tellement l'expression de la réalité que sur ce terrain la Grèce a précédé la France et lui a donné l'exemple. Il suffit de signaler la loi du 4 Juillet 1931 votée par le Parlement français, pour montrer que, en dépit de sa situation incontestablement plus favorable, la viticulture française a dû recourir à des procédés analogues.

Elle a connu, elle aussi, une crise de mévente, conséquence de la perte de ses marchés ; la prohibition a supprimé complètement la clientèle américaine et celle d'autres pays européens ou extra-européens, une production locale s'est développée chez d'autres nations. Restaient donc les débouchés purement nationaux, car la France est grande consommatrice de vin, mais ici les difficultés identiques à celles qu'ont éprouvées les producteurs grecs sur le marché britannique sont apparues, les viticulteurs de la métropole se sont heurtés à la concurrence des vignobles algériens et tunisiens. Comme cela est advenu pour la Grèce, ils n'ont pu résister à la poussée continue vers la baisse que ces pays neufs faisaient subir au marché viticole.

Toute une partie de la population, toute une région de la France, déjà fort éprouvée par le dépeuplement des campagnes, risquaient d'être ruinées par la mévente ; si le nombre des viticulteurs s'élève à environ 1.550.000, la transformation et l'utilisation des produits dérivés du raisin occupent cinq millions de personnes fixées dans 70 départements.

Sauver la viticulture, c'était, comme en Grèce, tirer d'un mauvais pas une des branches les plus importantes de l'Economie nationale. Mais alors qu'en Grèce il était impossible d'espérer écouler sur le marché intérieur une partie notable de la récolte, l'importance de la clientèle locale permettait en France d'envisager cette éventualité.

Sauf cette réserve, il y a entre les solutions adoptées en France et celles qui triomphèrent en Grèce une évidente analogie. Elle s'explique par la similitude des problèmes à résoudre.

Sur le territoire français la limitation de la production pouvait être efficace, parce qu'à la différence de l'Hellade la constitution d'un système d'économie fermée peut tant bien que mal être envisagée à titre provisoire. C'est pourquoi quelques divergences apparaissent sur ce point. La législation française a pu s'engager dans une voie nettement protectionniste, elle a recouru aux contingents à l'égard de la Tunisie.

Elle a surtout interdit toutes nouvelles plantations supérieures à 10 hectares et a instauré une taxe progressive sur les gros rendements.

En ce qui concerne l'amélioration de la qualité, le Parlement a pu édicter des dispositions relatives à la

protection dans chaque région viticole des produits récoltés. Des décrets en fixent la teneur. Ces mesures ressemblent aux prescriptions de la loi grecque de 1932 et s'apparentent aux efforts de l'Institut de Pyrgos.

Mais c'est essentiellement dans la politique de placement des récoltes que se révèlent les similitudes entre les systèmes français et grec.

En cas de surproduction un décret ordonne le blocage des quantités excédentaires.

Réciproquement si le cours moyen de produits s'élève au-dessus de celui des cinq campagnes précédentes le chef de l'Etat décide obligatoirement le déblocage. Ces règles sont en théorie temporaires alors que la Grèce les applique d'une manière permanente. Elle doit en effet pourvoir depuis de longues années déjà au placement des excédents. Il n'en existe pas moins une parenté certaine dans leur but entre les achats par le Comptoir central et le blocage chez les producteurs.

La similitude est, cependant, plus marquée encore si l'on se réfère aux principes qui inspirent ces deux législations : même sacrifice de la liberté du commerce et de l'industrie, mêmes limites apportées au droit de propriété, même foi en l'efficacité de l'action gouvernementale. Telles sont quelques-unes des idées directrices identiques sur lesquelles sont fondées, avec des modalités différentes dans l'application, ces deux systèmes juridiques. Elles sont caractéristiques de la tendance à une économie d'Etat qui par la force des choses n'est souvent qu'une économie close.

CONCLUSION

Après avoir procédé à un exposé objectif de la situation agricole de la Grèce, après avoir décrit impartialement la politique ou plutôt les diverses politiques suivies en Grèce à l'égard de l'économie rurale, nous possédons tous les éléments d'information et le moment est venu de passer au jugement. Celui-ci devrait être sévère. Mais nous ne pouvons nous refuser à admettre l'existence de larges circonstances atténuantes, voir même d'un état de nécessité qui emporte une complète absolution. Les conditions naturelles ont toujours placé l'agriculture hellénique dans des conditions défavorables et la vie économique mondiale n'a fait qu'aggraver cet état d'infériorité permanent.

L'intervention de l'Etat fut donc dictée par les événements, elle aboutit d'ailleurs à une véritable emprise sur l'agriculture, car c'était le seul moyen de défendre l'Economie rurale contre l'anéantissement qui la menaçait. Elle avait jusque-là associé ses destinées à celles de l'étranger et voilà que les marchés extérieurs se fermaient, que les divers clients de la Grèce restreignaient ou supprimaient leurs commandes pour vivre en économie fermée.

A la suite de cette crise devant laquelle l'initiative

privée était absolument désarmée, l'administration s'efforça d'aider les cultivateurs helléniques à s'adapter à la situation qui leur était faite. Pour le blé, il importait de produire sur le sol national les récoltes nécessaires au ravitaillement de la population. En ce domaine l'autarchie avait de bons effets, puisque, assurant du travail à une classe nombreuse de paysans, elle a évité les troubles sociaux.

Mais la politique agricole ne s'est pas limitée à quelques mesures de circonstances. Elle a cherché à résoudre dans son ensemble le problème de l'Economie rurale hellénique. La concurrence des pays neufs lui était d'autant plus sévère que les cultivateurs grecs continuaient à employer des procédés arriérés pour mettre leurs terres en valeur. Le coût de production de leurs récoltes était trop élevé pour affronter avec quelques chances de succès les produits de leurs rivaux sur les marchés mondiaux. La réduction de leurs prix de revient était donc indispensable.

Car pour ces denrées de luxe l'autarchie n'apportait pas de solution. La Grèce est, pour transposer un mot célèbre, une véritable plaque de résonnance de l'Economie mondiale. En la séparant de la vie internationale, elle risquerait le suicide d'une économie fondée sur l'exportation.

L'intervention de l'Etat a justement tenté de maintenir la place de l'Hellade à l'extérieur, elle a contraint l'agriculture à faire l'effort nécessaire pour affronter les conditions nouvelles de la lutte.

Dès que la culture sera en situation d'égalité avec ses rivaux, elle pourra par des accords internationaux, passés avec eux, se faire reconnaître les débouchés auxquels elle a droit.

Mais ce ne sont là que perspectives d'avenir. Est-on parvenu à l'heure actuelle à vaincre les causes permanentes d'infériorité de la production hellénique ? Malheureusement la réponse ne peut être satisfaisante.

Reconnaissons que la crise économique et particulièrement les crises monétaires n'ont pas permis de poursuivre avec continuité ce plan de redressement agricole, et, notamment, la réduction des charges fiscales. De plus, il faut faire la part des fautes commises. Citons-en une à titre d'exemple : Il suffit de se rappeler la politique du Comptoir du Raisin de Corinthe. Dominé par les représentants de la production, il a préféré, au lieu d'envisager les incertitudes de l'avenir en incitant les producteurs à abaisser leurs prix de revient, encourager plutôt les cultivateurs à jouir du présent en poussant à la hausse des prix. On sait ce qu'il advint, lorsque la crise se développa : la diminution des exportations fit payer cher cet excès d'optimisme.

En présence de tels obstacles, qui s'opposent au progrès de l'agriculture hellénique, il apparaît clairement que les solutions purement nationales, indispensables en l'état actuel du monde, ne sont qu'un pis aller. Un retour à un régime normal d'échanges apporterait à la Grèce l'aide internationale qui lui est nécessaire et c'est de toutes ses forces que l'Hellade s'associe aux paroles d'espoir

que prononçait, il y a douze ans déjà, M. Ch. Gide (1) :
« Souhaitons du moins qu'il reste dans le monde quelques
nations qui auront la mission de servir d'agents de liaison
entre les autres et de représenter, au-dessus de ces
nationalismes économiques, la coopération internationale.
Il semble que les nations insulaires ou péninsulaires
soient spécialement appelées à jouer ce rôle très noble,
qui ne laissera pas d'être très lucratif ».

Vu : *Le Doyen* :

Vu et permis d'imprimer :

H. BERTHÉLEMY.

Le Recteur
de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

Vu : *Le Président de thèse* :

R. PICARD.

(1) C.f. La préface donnée par M. Ch. Gide au travail de
M. E. Tsoudéros, intitulé : « *Le relèvement économique de la Grèce* »,
Paris, 1920.

BIBLIOGRAPHIE

I. — BIBLIOGRAPHIE EN FRANÇAIS

ALIVISATOS (B). — *La réforme agraire en Grèce au point de vue économique et social*, Paris, 1932.

ALLIX (Ed.). — *Traité de science des finances et de législation financière*, 5^e édit., Paris, 1927.

ANDRÉADÈS (A.). — *Les progrès économiques de la Grèce*, Paris, 1919.

Une nouvelle expérience économique : La crise de surproduction du raisin de Corinthe et la Société privilégiée, dans la *Revue économique internationale*, Avril 1909.

ANTONIOU (A.). — *Le régime douanier des vins grecs en France*, Paris, 1932.

BOYAZOGLU (A.). — *Contribution à l'économie rurale de la Grèce d'après-guerre*, Paris, 1931.

Bulletin de l'Office pour la protection du tabac, Cavalla, Décembre, 1931.

- CARAMANOS (J.). — *Rapport sur la crise agricole en Grèce*, inséré dans “ *La Crise agricole* ”, publication de la S. D. N., vol. I, Genève, 1931.
- CAZIOT (P.). — *La valeur de la terre en France*, Paris, 1914.
- Le capital foncier et les capitaux d'exploitation*, dans la *Revue d'économie politique*, Janvier-Février 1930.
- CHARITAKIS (G.). — *Le mouvement industriel en Grèce pendant les années 1915-1925*, article inséré dans l'ouvrage “ *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce* ” (public. de la Dotation Carnegie), Paris.
- Compte rendu des opérations de la Banque Nationale de Grèce*, année 1927.
- COSTA (J.). — *Le rôle économique des Unions Internationales de producteurs*, Paris, 1932.
- DAMIRIS (Ch.). — *Le système monétaire grec et le change*, Paris, 1920.
- DANNEMULLER (J.). — *La politique française du blé*, Paris, 1924.
- FELS (de). — *Une politique du blé*, dans la *Revue de Paris*, 1931, tome VI.
- FERNAGUT (B.). — *Le redressement agricole par l'Association professionnelle*, Paris, 1932.
- GERNET (L.). — *L'approvisionnement d'Athènes en blé aux V^{me} et VI^{me} siècles*, Paris, 1909.

- GIDE (Ch.). — *Cours d'Economie politique*, 10^e édit., tom. I, Paris, 1930.
- KAPSALIS (Th.). — *La balance des comptes de la Grèce*, Lausanne-Genève, 1927.
- LAMOR (H.). — *Le problème national et international du blé*, Paris, 1931.
- LEFEUVRE-MÉAULE (H.). — *La Grèce économique et financière*, Paris, 1916.
Les conditions de l'agriculture en 1930-1931, publication de l'Institut International d'Agriculture, Rome, 1932.
- LIESSE (A.). — *Le prix du blé*, dans *l'Economiste français*, 31 Janvier 1931.
- PAILLARD (G.). — *Du nouveau régime du blé en Suisse*, dans la *Revue économique internationale*, 1929, vol. IV.
- PAYEN (Ed.). — *Le marché de caoutchouc et le plan Stevenson*, dans *L'Economiste français*, 1927, 2^{me} sem.
- PERTOUNTZI (C.). — *Les coopératives agricoles de production et de vente en Grèce*, Paris, 1931.
- PHILIPPOVITCH (E.). — *La politique agraire*, Paris, 1904.
- PICARD (Roger). — *Le commerce international des denrées alimentaires et le contingentement*, in “*Capital*”, Paris, 5 Mars 1932.
- RIST (Ch.). — *Cours d'Economie politique*, année 1930-1931.
- SIMONIDE (B.). — *L'économie rurale grecque et la crise de la guerre mondiale* dans “*Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce*”.

SOUCHON (A.). — *Les cartels de l'Agriculture en Allemagne*, Paris, 1903.

THÉRY (Ed.). — *La Grèce actuelle au point de vue économique et social*, Paris, 1905.

THIERCH. — *De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration*, 2 vol., Leipzig, 1833.

Travaux de la Conférence des tabacs d'Orient, tenue à Istamboul en 1831, dans la revue " *Les Balkans* ", Athènes, Juillet 1932.

TRUCHY (H.). — *Cours d'Economie politique*, 3^e édit., tome I, Paris, 1929.

TSOUDÉROS (E.). — *Le relèvement économique de la Grèce*, Paris, 1920.

ZOLLA (D.). — *Le blé et les céréales*, Paris, 1909.

II. — BIBLIOGRAPHIE EN GREC

ANAGONSTOPOULOS (N.). — *La culture du blé et l'autarchie en blé de la Grèce*, Athènes, 1930.

Annuaire économique de la Grèce, années 1929 à 1931.

BAKALBASSIS (I.). — *Introduction générale à l'étude de la question du tabac*, rapport inséré dans le volume " *La question du tabac* ", publication du Ministère de l'Economie Nationale, Athènes, 1931.

Compte rendu du Service central pour l'achat et la gestion des tabacs, dans le quotidien *Proïa*, du 23 Décembre 1932.

CANAGHINIS (P.). — *Comment exploiter les terres desséchées de Macédoine*, dans le périodique “ *Economikos Tachydromos* ”, 4 Septembre 1932.

CARAMANOS (J.). — *Rapport sur les travaux productifs*, Athènes, 1932.

Une série d'articles sur l'autarchie en blé de la Grèce dans la revue “ *Ergassia* ”, Athènes, Avril 1917.

CHASSIOTIS (Sp.). — *L'autarchie en blé de la Grèce*, dans le périodique “ *Néa Géoponica* ”, Athènes, Avril 1917.

Les droits d'entrée sur les céréales, in “ *Néa Géoponica* ”, Janvier-Février 1915.

Compte rendu de la Banque Agricole de Grèce, Athènes, 1931.

Compte rendu de la Banque de Grèce, Athènes, 1932.

Compte rendu du Comptoir Central du Raisin de Corinthe, années 1926-1929.

Compte rendu du Ministère de l'Agriculture de Grèce, Athènes, 1932.

Compte rendu du Service de Concentration et de distribution du blé indigène, années 1927 à 1931.

COUMANOUDIS (S.). — *Comment a évolué la protection du blé indigène*, dans la revue “ *Ergassia* ”, Athènes, Septembre 1932.

CYPRIADÈS (Ep.). — *L'organisation de notre production de blé*, Athènes, 1930.

Rapport sur le partage définitif des terres, publication du Ministère de l'Agriculture de Grèce.

EVELPIDIS (Ch.). — *La crise agricole en Grèce*, Athènes, 1931.

Le crédit agricole en Grèce, Athènes, 1932.

HATZIVASSILIOU (N.). — *L'Union Européenne*, Athènes, 1932.

LÉONARDOS (B.). — *L'évolution de la question du raisin sec*, dans la *Revue mensuelle économique et sociale*, Athènes, Novembre, 1925.

MANTZARIS (A.). — *Nos tabacs*, Athènes, 1929.

La question des travailleurs du tabac, Athènes, 1927.

MOURATOGLOU (A.). — *Comment peut être augmentée et améliorée la production du blé en Grèce*, Athènes, 1930.

PAPADAKIS (J.). — *La Grèce peut-elle s'assurer son autarchie en blé ?* dans le périodique "*Economikos Tachydromos*", Athènes, 30 Janvier 1927.

PIROUNAKIS (E.). — *Remarques sur la politique du tabac hellénique*, dans la *Revue d'Economie sociale et financière*, Athènes, Mai-Août, 1932.

La question de l'organisation des producteurs de tabac dans la *Revue mensuelle économique et sociale*, Athènes, 31 Mars 1931.

PRAMBOLINI. — *Rapport sur les travaux de dessèchement*, dans le quotidien *Elefthéron Vima*, du 19 Mai 1932.

Rapport, présenté à la Chambre des députés helléniques, par M. N. Nicolaïdès et Lambrianidès sur l'impôt foncier sur le tabac, inséré dans le volume "*La question du tabac*", publication du Ministère de l'Economie Nationale, Athènes, 1931.

*Rapport, adressé au Ministère de l'Agriculture de Grèce
par la Commission centrale pour la protection du blé
indigène, sur les résultats obtenus par la concentration
du blé, Athènes, 31 Mars 1930.*

SIMONIDÈS (B.). — *Vérités concernant le Comptoir du
raisin de Corinthe, Athènes, 1931.*

Statistique annuelle agricole de la Grèce.

Statistique du commerce spécial de la Grèce.

ZOGRAPHOS (D.). — *L'histoire du raisin grec, Athènes, 1930.*

ZLOTAS (X.). — *La Grèce dans le stade de l'industrialisation, Athènes, 1926.*

*Les phénomènes monétaires et de change de 1910 à
1927, Athènes, 1928.*

La stabilisation monétaire, Athènes, 1929.

Les charges de la dette publique en Grèce, Athènes, 1931.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les principaux aspects de l'Economie rurale en Grèce

CHAPITRE I. — <i>LA PRODUCTION ET LA CONSOM- MATION DES PRODUITS AGRICOLES</i>	11
I. LES CÉRÉALES	13
1. <i>La production des céréales dans ses rapports avec les mouvements de la population</i>	14
2. <i>La demande en céréales</i>	19
II. LES PRODUITS AGRICOLES DE LUXE.....	28
1. <i>Le tabac</i>	30
2. <i>Le raisin sec de Corinthe</i>	36
CHAPITRE II. — <i>LES CONDITIONS DE LA PRODUC- TION AGRICOLE EN GRÈCE</i>	45
I. LA VALEUR DE LA TERRE.....	46
1. <i>Les facteurs déterminant la baisse de la valeur des terres</i>	48
2. <i>Les facteurs déterminant la hausse de la valeur de la propriété rurale</i>	51
II. LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE.....	56
1. <i>La situation de la main-d'œuvre agricole dans la période d'avant guerre</i>	57
2. <i>La situation de la main-d'œuvre agricole dans la période d'après guerre</i>	59

III. LES CAPITAUX DANS L'ÉCONOMIE RURALE HELLÉNIQUE	64
1. <i>L'épargne nationale</i>	65
2. <i>Les capitaux étrangers</i>	66
CHAPITRE III. — <i>L'ÉTAT DU MARCHÉ DES PRODUITS AGRICILES EN GRÈCE</i>	71
I. LES FACTEURS QUI INFLUENT LE PRIX DE REVIENT DANS LE SENS DE LA HAUSSE.....	73
1. <i>Les frais élevés de transport à l'intérieur du pays</i>	73
2. <i>Le prix élevé des produits industriels</i>	76
3. <i>Les difficultés techniques de l'agriculture hellé- nique</i>	78
4. <i>Les charges fiscales et le lourd endettement de la propriété paysanne</i>	81
II. LES FACTEURS QUI EMPÊCHENT LE PRIX DE VENTE D'ÊTRE RÉMUNÉRATEUR.....	84
1. <i>La politique commerciale de la Grèce</i>	85
2. <i>Les groupements des producteurs et le rôle des intermédiaires dans l'écoulement des produits agricoles</i>	91
3. <i>L'influence des variations monétaires sur le marché des produits agricoles</i>	95
4. <i>L'organisation du crédit agricole</i>	99

DEUXIÈME PARTIE

Les mesures protectrices de la production agricole

CHAPITRE I. — <i>LES MESURES DE PROTECTION EMBRASSANT L'ENSEMBLE DE L'AGRICUL- TURE</i>	105
I. LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA TERRE...	109
II. L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.....	114
III. L'APPLICATION DES MÉTHODES NOUVELLES DANS LA CULTURE.....	115
IV. LA BANQUE AGRICOLE DE GRÈCE.....	118
CHAPITRE II. — <i>LA POLITIQUE DU BLÉ</i>	127
I. LE PROBLÈME DE L'AUTARCHIE EN BLÉ DEVANT L'OPINION ET LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES.....	129
1. <i>Les critiques adressées contre l'autarchie</i>	129
2. <i>Les mesures d'ordre technique tendant à l'aug- mentation du rendement du blé</i>	135

II. LES MESURES PRISES POUR ASSURER AUX CULTIVATEURS DE BLÉ UN PRIX RÉMUNÉRATEUR....	137
1. <i>Les différents systèmes possibles de protection des producteurs de blé</i>	138
2. <i>Le système de protection appliqué en Grèce au profit des producteurs de blé</i>	142
CHAPITRE III. — LES MESURES PROTECTRICES DU TABAC.....	167
I. LES CAUSES DE LA CRISE DU TABAC GREC ET SES CARACTÈRES PARTICULIERS.....	168
1. <i>Le prix de revient, le commerce et les débouchés du tabac hellénique</i>	171
2. <i>La production et la consommation mondiales du tabac</i>	178
3. <i>La nature de la crise du tabac grec</i>	181
II. LES MESURES DE PROTECTION DU TABAC.....	184
1. <i>Les mesures prises</i>	185
2. <i>Les mesures proposées</i>	194
CHAPITRE IV. — LE SYSTÈME DE VALORISATION DU RAISIN DE CORINTHE.....	197
I. LA POLITIQUE DE VALORISATION DU RAISIN SEC DEPUIS 1895 JUSQU'EN 1925.....	200
1. <i>La gestion du raisin de Corinthe par l'Etat</i> ..	201
2. <i>La société privilégiée</i>	205
II. LE SYSTÈME DE VALORISATION DU RAISIN DE CORINTHE DEPUIS 1925	213
1. <i>Le Comptoir du raisin de Corinthe, son organisation, sa nature et son rôle</i>	214
2. <i>La politique des prix</i>	221
3. <i>La gestion de l'excédent de raisin de Corinthe par le Comptoir</i>	229
4. <i>Les mesures tendant à obtenir une réduction des prix de revient et l'amélioration de la qualité</i> ..	233
5. <i>Le nouveau régime du Comptoir Central du raisin de Corinthe</i>	235
6. <i>Les similitudes du système protecteur grec et des mesures de protection prises en France en faveur des viticulteurs</i>	237
CONCLUSION	241
BIBLIOGRAPHIE	245

